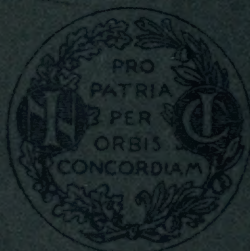
J. PRUDHOMMEAUX
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, DOCTEUR ÈS-LETTRES
DIRECTEUR-ADJOINT DU CENTRE EUROPÉEN

LE CENTRE EUROPÉEN
DE LA
DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

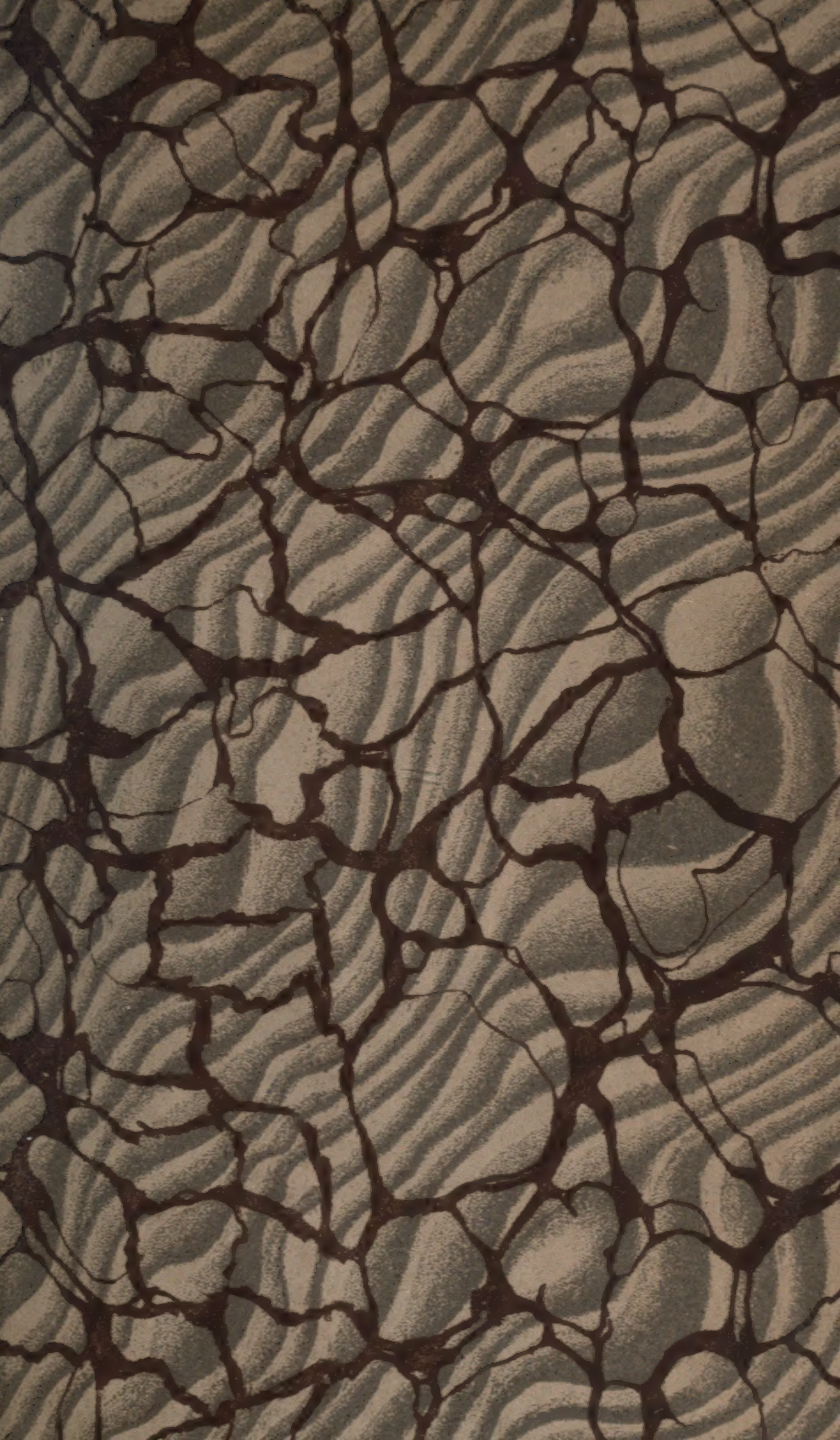
1911-1921



PARIS
24, RUE PIERRE CURIE V[e]
TÉLÉPH. GOBELINS 38.03

— 1921 —





Mch 15/23
Carnegie Endowment
Paris

Le Centre Européen

de la

Dotation Carnegie

pour la Paix Internationale

1911 - 1921



Jules Jean
J. PRUDHOMMEAUX
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, DOCTEUR ÈS-LETTRES
DIRECTEUR-ADJOINT DU CENTRE EUROPÉEN

LE CENTRE EUROPÉEN DE LA DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

1911-1921



PARIS
24, RUE PIERRE CURIE Ve
TÉLÉPH. GOBELINS 38.03

— 1921 —



AVERTISSEMENT

*Une publication périodique en langue anglaise, l'*Annuaire de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale *(the Year Book of the Carnegie Endowment for international Peace), donne chaque année, en un volume in-4° d'environ 180 pages, tous les renseignements qui peuvent intéresser le public sur la grande institution fondée par Andrew Carnegie en faveur de la Paix internationale, sur son organisation, ses services, son budget, ses publications, son activité au cours de l'année écoulée.*

L'objet des pages qui suivent est plus modeste. Elles s'adressent aux Français et aux Européens qui, trop souvent, méconnaissent la personnalité d'Andrew Carnegie, apôtre de la Paix, ignorent le but qu'il s'est assigné en instituant la Dotation qui porte son nom et ne se doutent pas de l'œuvre accomplie par cette institution, au cours d'une période de dix années, dont cinq au moins ont été si tragiquement perdues pour le difficile labeur du rapprochement des peuples.

Plutôt que de répéter ce que tant de biographes, plus ou moins bien informés ou bien intentionnés, ont écrit sur la vie d'Andrew Carnegie, il nous a paru préférable de mettre en lumière sa véritable physionomie morale en recourant au témoignage de deux hommes qui l'ont connu, compris, aimé, et dont la collaboration, dans l'Ancien comme dans le Nouveau Monde, lui a été précieuse : MM. d'Estournelles de Constant et Elihu Root.

Sur la Dotation elle-même, notre brochure, pour rester brève, se borne à dire l'essentiel. Elle rappelle sommairement

la genèse de l'entreprise en reproduisant le message adressé par A. Carnegie à ses fidéi-commissaires, le 14 décembre 1910, et la charte constitutive par laquelle ceux-ci ont traduit en réalité légale les intentions du Fondateur. Elle décrit ensuite à larges traits les divers organismes de l'institution, en insistant quelque peu, comme il convient, sur la Division des Relations internationales et de l'Education, à laquelle se rattache le Centre Européen qui est l'objet principal de notre exposé, et que dirige avec tant d'autorité, à New-York, le Président de la grande Université Columbia, le Dr Nicholas Murray Butler.

C'est donc à la branche européenne de cette Division, dont M. N. Murray Butler est venu, le 2 août 1911, étudier et arrêter sur place, à Paris, avec M. d'Estournelles de Constant (qui revenait lui-même des Etats-Unis), la création, que nous avons consacré les dernières pages de ce travail. Pour en retracer l'histoire ou, plus simplement, pour évoquer, sous forme d'éphémérides, les principales dates de ses dix années d'existence, il nous a suffi d'interroger ses archives déjà bien remplies, ainsi que sa volumineuse et très importante correspondance et, en outre, de consulter les procès-verbaux des séances tenues par le Conseil Consultatif qu'elle associe périodiquement à son activité.

Des informations d'ordre pratique et documentaire, souvent demandées par les visiteurs et les correspondants du Centre Européen, figurent, en annexes, à la fin de cette brochure.

J. PRUDHOMMEAUX

Directeur adjoint du Bureau Européen de la Dotation Carnegie.

ANDREW CARNEGIE [1]

Ce petit vieillard, alerte et gai, toujours en action bienfaisante et très courageuse, n'a pas été flatté, après sa mort, comme il le fut de son vivant. Sa mémoire ne souffrira pas plus de cet abandon qu'il n'a souffert, auparavant, de l'excès des louanges. Il a connu, d'ailleurs, même aux jours de la toute-puissance de son prestige, bien des amertumes. L'injustice ne pouvait l'épargner, ni la menace, ni le chantage. Il a fait bien des mécontents dans son pays natal, en Angleterre, en Ecosse, en Amérique, en Europe, partout où ses bienfaits éveillèrent de vives déceptions et de l'envie. Quoi de plus naturel ? D'abord, il était trop riche. Quiconque n'était pas satisfait de l'emploi de cette richesse se demandait comment elle avait été acquise ; on publiait, sur ses origines, des lettres, des articles, des livres. Des solliciteurs le suivaient de ville en ville, pas à pas, réclamant leur part de ses libéralités, hantés de cette idée que Carnegie pouvait d'un mot réaliser leur rêve, leur invention, corriger leur vie, faire leur fortune, leur bonheur. Il aurait eu le droit d'être non seulement embarrassé de ses richesses, mais malheureux. Non : il mit son ambition joyeuse à se faire pardonner son succès, et il entreprit de rendre à l'Humanité plus encore que ce qu'il avait reçu d'elle et de la vie.

Il ne s'y prit pas toujours, il est vrai, pour atteindre ce noble but, de façon à se faire aimer ; l'efficacité, même lointaine, de son action, l'intéressa beaucoup plus qu'une popularité passagère. Il est probable, — je l'ignore, — qu'il secourut des

---

(1) *France - Etats-Unis*, revue du Comité France-Amérique. Paris, Janvier 1920

individus dignes de sympathie, qu'il fit le bien et la charité ou l'aumône personnellement, d'homme à homme. Mais là n'était pas son but. En tout cas, il s'en défendait formellement, systématiquement. Il considérait comme une faiblesse le fait de consacrer sa fortune à augmenter une clientèle de courtisans, brûlant de reconnaissance anticipée ou, comme on dit, de « l'attente de nouveaux bienfaits ». Il préférait donner en grand; et, cependant, avec quelle délicatesse et quelle bonté! Ceux qui l'ont bien connu peuvent en témoigner. Il faut entendre lord Shaw parler de son enfance dans le petit village de Dunfermline, en Écosse. Là, avant le grand départ pour l'émigration dans la misère, en Amérique, Andrew Carnegie jouait avec les gamins de son âge, de tout son cœur, de toutes les forces emmagasinées dans son petit corps. Sous l'œil confiant de sa mère qu'il adorait, il y vivait les romans de la vie indienne ou ceux de Walter Scott, comme il a vécu plus tard, avec une intense passion, toute la littérature anglaise, dont il aimait à réciter par cœur de longs fragments, — ceux de Shakespeare surtout. Les collines boisées qui forment le cadre de Dunfermline lui sont restées chères à tout jamais. Et qu'a-t-il fait? Je ne crois pas qu'il ait donné à chacun de ses contemporains une petite maison; il a fait mieux: il a acheté la colline boisée et il en a fait un parc modèle, pour que tous les enfants de Dunfermline puissent à l'avenir continuer à jouer librement, comme il l'avait fait, et pour que ces jeux leur portent bonheur ainsi qu'à lui-même.

Mais des bois, des jeux, ce n'était qu'un commencement pour lui, du jour où il connut les combats de la vie. C'était de la joie et de la santé, certes, mais sans liberté, sans avenir. Il a toujours souffert, pour lui d'abord, pour les autres ensuite, de l'ignorance. Là est le mal, le vrai mal, disait-il; pas de progrès, pas de liberté durable, pas de paix, pas de bonheur, là où l'ignorance règne. Et pour atténuer l'ignorance, il fonda ses Bibliothèques Carnegie.

C'est là que l'ironie et, pour tout dire, que la malveillance commencèrent de s'exercer contre lui. Des bibliothèques, disait-on, — données cependant avec le plus sévère discernement à toute ville qui pouvait en assurer le bon entretien et le

bon usage, — des bibliothèques ? A quoi bon ? Que d'argent perdu ! Non, répondait-il. Donnez au peuple le moyen de lire, de voir, d'entendre des chefs-d'œuvre, et vous le sauvez. Et en le sauvant, vous sauvez la civilisation dont il devient le collaborateur intéressé, au lieu d'être un mécontent, un révolté, un destructeur. Il cesse d'être un danger pour devenir un gardien de tout ce qui nous est cher.

— Soit, répondait-on, mais quelle vanité ? Pourquoi donner à ces parcs, à ces bibliothèques, son nom ? — Pour l'exemple, répondait-il. Pour enseigner l'emploi respectable et sage de la richesse.

Il donnait donc peu à l'individu, beaucoup à la cité, mais, plus encore, *à toutes les cités*, sans distinction, dans son pays d'abord, puis à l'étranger. Car il était trop intelligent pour ne pas étendre aux peuples le raisonnement qu'il appliquait aux individus. Ne laissez personne, pas un homme et, à plus forte raison, pas un peuple, à l'écart du progrès ; sinon, le progrès sera précaire, toujours menacé.

Il a fallu un courage de tous les instants à ce petit homme d'un grand cœur pour s'en tenir à son principe. C'est à lui, en un sens, que notre Michelet eût adressé la profonde et belle parole qu'il appliquait aux Hollandais, si économes et si hospitaliers cependant pour nos réfugiés : « Avare pour être généreux ! »

J'admire, j'ai toujours admiré, à côté d'Andrew Carnegie, celle qui fut sa digne et touchante compagne, comme son inspiratrice, Madame Carnegie. Elle aussi aurait pu se contenter de vivre pour être riche, aimée, tranquille, au milieu d'un peuple d'obligés. Douce et ferme, elle assistait, avec sa fille Marguerite, et elle présidait aux soins que prenait Carnegie de diminuer, de son vivant, sa fortune ; et, loin de le retenir, le poussait, l'encourageait de son ardente approbation. Beau spectacle. On ne saura jamais assez quelle fut la part de cette femme de bien, si simple et si vraiment bonne, dans le dévouement réfléchi et toujours croissant de son mari.

Andrew Carnegie, ai-je dit, ne se bornait pas à servir son pays, ses deux pays, l'un d'origine, l'autre d'adoption, l'Ecosse et les Etats-Unis ; sa bienfaisance s'étendait à tous les pays, et non seulement par des fondations de jardins, de musées,

d'instituts, de salles de conférences et de concerts, etc., etc., mais par des initiatives optimistes et encourageantes.

Il se plaignait, — ainsi que beaucoup d'autres grands citoyens de ce pays de la philanthropie raisonnée et de l'entr'aide que sont les Etats-Unis, — il se plaignait du grand mal que font chaque jour, dans les masses, les récits de la presse sensationnelle, les faits divers, les compte-rendus des crimes, des atrocités qui se commettent sur toute la terre, tandis qu'on ne dit rien d'une multitude de bonnes et grandes actions réconfortantes. Sans doute, il y a des prix de l'Institut pour récompenser la vertu, mais il en faudrait d'autres, et davantage ; il faudrait signaler l'héroïsme civil, le citer, à l'égal de l'héroïsme guerrier, et par là, le donner en exemple à l'émulation de tous les individus d'un même pays et de tous les pays entre eux. C'est ainsi qu'il créa en France, comme dans la plupart des Etats du monde, son « Hero Fund », ses comités pour assurer aux sauveteurs, aux héros de la vie ordinaire, des médailles, des pensions, des bourses pour leurs enfants. Il a consacré plus de cinq millions pour le comité qui s'est formé en France et qui, malheureusement, pendant la guerre, a suspendu son activité.

Tout cela encore n'était rien auprès du grand objet qui finit par absorber sa vie.

* * *

Les grands créateurs d'énergie économique, tels que Nobel, Jean de Bloch, Carnegie et tant d'autres, ont naturellement horreur de la catastrophe volontaire qu'est la guerre. Je me rappelle mon cher et généreux ami Jean de Bloch, obsédé de la crainte de la guerre pour la Russie, dont il avait entrepris de mettre en valeur, par ses chemins de fer, les richesses incalculables et vierges. — A quoi bon, me disait-il, si tout cet effort est détruit en six mois par la stupidité et les hasards d'une guerre ? — Et il me racontait que la guerre russo-turque de 1876-77 n'avait été victorieuse que par miracle. Il avait pressenti, prévu, tout ce qui s'est passé pour la Russie, et au Japon et en Europe ; et il voulait prévenir le désastre irrépa-

rable. De là ses démarches auprès du Tsar en 1897-98 ; de là ce coup de foudre qui aurait été le salut, — s'il avait été mieux compris, — de la convocation de la première Conférence de La Haye.

Ce fut après cette Conférence que j'entrai en relations avec Andrew Carnegie. Le général Horace Porter, mon ami, était alors mon hôte à Créans, dans mon pays natal, et nous parlâmes longuement du grand tort que l'ignorance et les préventions des sceptiques faisaient à l'œuvre de la paix.

— Songez, lui disais-je, qu'on sonne les cloches et qu'on tire des salves d'artillerie pour le baptême du moindre prince en pays monarchique, et que les Gouvernements, de peur d'être critiqués, n'ont même pas encore osé inaugurer la Cour de La Haye. Comment ? Cette institution (qui devait rendre d'immenses services, assurer le règlement pacifique des plus graves conflits, Dogger Bank, Casablanca, le *Carthage* et le *Manouba*, etc.), cette institution n'est même pas logée ! Les Gouvernements qui ont signé l'acte de La Haye en sont honteux, le répudient : ils sacrifient des milliards à leurs surenchères d'armements, ils ne peuvent pas consacrer chacun quelques milliers de francs pour faire vivre l'œuvre de la paix !

— Vous devriez écrire à Carnegie ? me fit observer le général Porter.

— Je ne le connais pas, répondis-je.

Le général Porter me donna, séance tenante, une lettre que je joignis à celle que j'adressai aussitôt, en très peu de lignes, au multi-millionnaire ; et j'eus, bientôt après, la satisfaction de recevoir, pour réponse, la nouvelle que Andrew Carnegie se chargeait de doter la Cour de La Haye et de lui bâtir un Palais. C'est de ce jour qu'elle fut réhabilitée, parce qu'elle cessait d'être pauvre.

Après Andrew Carnegie, cet autre Américain d'un grand cœur, Th. Roosevelt, auquel me présenta notre ambassadeur Jules Cambon, à la Maison-Blanche, en février 1902, fit un pas de plus, un pas inespéré. Les Gouvernements refusaient à la Cour de La Haye non seulement l'argent, mais la vie ; personne ne voulait l'utiliser, lui donner la moindre cause à juger. J'exposai au Président Roosevelt que plus de dix affaires

étaient en suspens dans chacune des chancelleries du globe et que l'ensemble de ces affaires, dont plusieurs constituaient de dangereux conflits, mettait le monde en état d'insécurité.

Th. Roosevelt comprit, m'envoya aussitôt trouver son incomparable collaborateur, le secrétaire d'Etat John Hay, lequel me donna satisfaction et désensorcela la Cour de La Haye.

C'est alors que soutenu, stimulé, Carnegie donna à cette œuvre de la paix, — qui était pour son pays, comme elle aurait dû l'être, à cette époque, pour la Russie et pour le monde entier, l'œuvre capitale, — toute son énergie et une partie de ses ressources. C'est lui qui contribua à fonder aux Etats-Unis cette filiale de la Conciliation, dont les progrès furent si rapides, et que présidèrent, sous la direction du D[r] Nicholas Murray Butler, l'élite des dirigeants américains. C'est lui enfin qui décida de consacrer un fonds de 50 millions de francs à une véritable entreprise américaine de l'organisatiou de la paix.

Organisation pro-germaine ! ont dit quelques-uns de ses détracteurs. Quelle épaisse erreur ! Quelle méconnaissance de la réalité !

Les partisans les plus dévoués de la paix aux Etats-Unis étaient, et devaient être, avant la guerre, tous adversaires du militarisme allemand ; c'étaient d'abord les représentants éminents du Gouvernement américain à la première Conférence de La Haye, les Andrew D. White, les Holls, les Seth-Low, puis les Choate, les Porter, puis les Elihu Root, les Bryan, les House, les Taft, les Myron Herrick, les Bacon, les Sharp, que sais-je ! Il me faudrait nommer tous les Américains du Nord et de même, dans l'Amérique du Sud, depuis le Président Sans Pena, dans la République Argentine, jusqu'à MM. Joachim Nabuco et Ruy Barbosa, au Brésil.

Et cette organisation défensive de la paix, qui fit tout pour essayer de prévenir la guerre, fit naturellement tout aussi pour la repousser.

Le bloc des défenseurs de la paix, à La Haye et aux Etats-Unis particulièrement, fut, en fait, le bloc de la résistance à la domination allemande, le bloc libéral de la paix contre le bloc autocratique de la guerre. C'est la préparation d'une

coalition défensive volontaire des peuples libres et pacifiques qui fut le point de départ de la coalition victorieuse contre l'agression allemande. Et je ne parle pas de l'Italie, qui eut la gloire, comme je l'ai proclamé à Venise, de se détacher, pour la première fois, en 1899, à La Haye, sous l'action du comte Nigra, de l'Alliance austro-allemande et de se joindre, dès cette époque, au bloc des Alliés de la future grande guerre.

*
* *

Andrew Carnegie a donc servi, avec une multitude de ses compatriotes, la paix d'abord et, d'autant plus puissamment ensuite, la victoire.

Ses appels directs et personnels au Kaiser furent des avertissements qui s'ajoutaient à d'autres avertissements et dont il faut lui être reconnaissant. Le Kaiser n'a pas su se décider à les comprendre, mais il a hésité pourtant, au point que Jules Cambon, alors ambassadeur à Berlin, pouvait écrire, — en 1913, — cinq ans après l'arbitrage de Casablanca : « L'Empereur a cessé d'être pacifique ». Donc, il n'avait pas toujours été insensible aux efforts d'Andrew Carnegie et des hommes de bien qui tentaient de le mettre en garde contre le crime et la folie de la déclaration de guerre.

Mais je ne puis consacrer plus de temps à ces souvenirs, en ce moment. Un mot seulement pour qu'on sache combien l'œuvre de Carnegie fut un acte non seulement profitable au Droit, mais particulièrement utile à la France.

Quand Andrew Carnegie confia à l'élite de ses amis l'administration de sa *Dotation pour la Paix Internationale*, il imita le Président Roosevelt, lequel, bien qu'ardent patriote, n'entendit pas monopoliser la paix au service des Etats-Unis, mais au contraire, consentit à transporter le siège de la justice internationale, en Europe, à La Haye. Décision presque inespérée, généreuse abdication volontaire du Nouveau Monde en faveur de l'Ancien.

Carnegie fit de même. Il ne voulut pas que le siège de sa fondation fût aux Etats-Unis seulement, mais également en Europe. Où cela ?

Nous allons voir avec quelle équité et quelle clairvoyance Andrew Carnegie, assisté du directeur de sa fondation, le Président Nicholas Murray Butler, sut prendre le parti le plus sage. La majorité de la Conférence de Paris a fixé le siège de la Société des Nations à Genève; on n'a hésité qu'en faveur de Bruxelles. On a parlé de Washington. En fait, il s'est formé, parmi les Alliés, très malheureusement, et contre l'intérêt bien compris de tous, un groupement passager anglo-américain différent du bloc libéral dont firent si puissamment partie les Anglais et les Américains à La Haye; un groupement tendant involontairement non pas à l'union, mais à l'isolement des uns et des autres et de la France tout d'abord.

A La Haye, on ne parlait que français; à Paris, on parlait anglais. N'insistons pas.

Andrew Carnegie et les Trustees de sa fondation ont compris qu'il ne fallait pas isoler la France, sous peine de l'exposer à des dangers mortels pour la civilisation entière. La France, — c'est un fait, — est la patrie par excellence des défenseurs des grandes causes humaines. Paris est le foyer où se rencontrent, se recrutent et se renouvellent ces défenseurs; c'est à Paris, centre historique et géographique, qu'il était donc naturel de placer le point de concentration de tous les efforts pour la paix. C'est ce qu'on n'a pas fait; c'est ce que Andrew Carnegie, comme le Président Roosevelt, entendait faire.

Andrew Carnegie a divisé sa fondation pour la paix en deux centres: l'un pour le Nouveau Monde, à Washington-New-York; l'autre pour l'Ancien, à Paris.

La guerre survenant, il est trop vrai que cette organisation naissante a été matériellement empêchée de rendre tous les services qu'elle promettait; elle n'en a pas moins rendu beaucoup, — et des services considérables bien que discrets; — on les connaîtra quelque jour. Jamais, depuis le mois de juillet 1914, les deux centres de la Fondation Carnegie n'ont manqué de coopérer, par tous les moyens et par toute leur infinie bonne volonté, et par leurs relations et leur influence, à l'organisation de la résistance morale et matérielle contre la barbare agression allemande, — à l'organisation, par conséquent, de la défense du droit et de la liberté.

En deux mots, et pour finir, Andrew Carnegie a vécu, il est mort fidèle à son attachement à la grande cause de toute sa vie, à son dévouement à la civilisation, à l'humanité.

Cette vie, je n'en ai connu que la dernière partie, assez pour la respecter et l'honorer ; elle est digne de notre gratitude particulière, à nous Français. D'autres que moi en ont été les témoins dans toute son ampleur et dans la multiplicité de ses manifestations hautement pratiques et généreuses. L'hommage que j'ai tenu à publier, au nom de mes compatriotes et de mes amis européens, n'est que la préface de ce que peuvent écrire, mieux renseignés, ceux qui l'ont vu à l'œuvre aux Etats-Unis, à commencer par l'homme d'Etat et l'homme de bien qui mérita sa confiance et son admiration, Elihu Root.

d'Estournelles de Constant.

La vie et l'œuvre d'Andrew Carnegie[1]

La possession et l'utilisation d'une grande fortune jettent comme une ombre sur la personnalité du possesseur. Le culte de la richesse, soit qu'il se manifeste par un désir toujours plus ardent de l'acquérir ou par la servilité à l'égard du riche, soit qu'il s'exprime par l'envie et le dénigrement, ne laisse pas que d'éblouir le regard et de l'empêcher d'arriver jusqu'à la personne même. Cela ressemble fort à ce que nous éprouvons en face d'hommes d'une race étrange et mal connue : l'identité de race efface les caractères individuels, et les hommes dont il s'agit nous paraissent se ressembler tous.

Nombreux sont les gens, aux Etats-Unis et dans le monde, qui sont arrivés à considérer M. Carnegie comme un personnage ayant d'abord amassé une énorme fortune, puis semé l'argent à pleines mains. C'est une façon de voir aussi erronée que superficielle. Sans doute, il a gagné beaucoup d'argent et, en un certain sens, en un sens fort limité, il a distribué des sommes considérables, mais il a été essentiellement un réalisateur. Il faut voir en lui un constructeur, un bâtisseur qui n'a jamais pu rester inactif. Il a disposé de sa fortune exactement de la même façon qu'il l'avait édifiée. Il appartient à cette grande famille des constructeurs de peuples grâce auxquels le progrès et le développement des Etats-Unis ont fait l'étonnement du monde et qui ont déployé la puissance de leur libre et indomptable génie individuel à réaliser au plus haut degré des possibilités toujours plus grandes de liberté pour les nations.

(1) Traduit de *In Memory of Andrew Carnegie, his Life and Work (1835-1919).* — New-York, April 25, 1920.

M. Carnegie, en amassant sa fortune, a toujours donné plus qu'il n'a acquis. Son argent n'a pas été prélevé sur le bien d'autrui. Son argent a été le fruit en quelque sorte surérogatoire de sa remarquable aptitude à aider les autres, par la mise en œuvre de ces vastes entreprises industrielles dont il a eu la conception, qu'il a édifiées de toutes pièces, qu'il a conduites au succès et qui lui ont permis de doter le monde d'un bien-être toujours plus grand, de possibilités toujours plus larges de vie facile et heureuse. Les progrès par lesquels le genre humain passe de la sauvagerie native à la vie sociale civilisée sont ceux justement qui ont pour auteurs les génies constructeurs de cette sorte.

Quand M. Carnegie a eu gagné sa fortune, dont l'énormité est due à l'introduction du procédé Bessemer dans la fabrication américaine de l'acier, avec tout ce que cette innovation représente de perfectionnement et de progrès, quand M. Carnegie, dis-je, en possession de sa fortune, est arrivé à l'heure où il ne lui restait plus qu'à se retirer de l'entreprise qui l'avait enrichi, il s'est trouvé qu'il lui était précisément impossible de se retirer. Son tempérament ne lui permettant pas d'accepter l'inaction, il a été, par une sorte de nécessité naturelle, contraint d'employer ce génie, cette énergie créatrice dont il était comme possédé, à chercher un emploi à l'argent qu'il avait amassé. Mais, cet argent, il n'a pas pu se résoudre à le répandre autour de lui, au sens ordinaire du mot. Il l'a vraiment mis à profit, et ce qu'un observateur inattentif a pu prendre pour des largesses, n'a été de sa part qu'un moyen de s'attacher les agents les plus capables d'utiliser sa fortune au mieux des projets qu'il avait conçus.

A cette œuvre, qui a été celle de la seconde partie de sa vie, qui a été en réalité l'œuvre essentielle de sa vie, il a apporté certaines préoccupations qui portent vraiment sa marque. Ç'a été tout d'abord son besoin d'agir, de continuer à agir. En second lieu, il s'est rendu compte très nettement qu'autre chose était l'emploi de ses ressources aux fins qu'il avait conçues lui-même et autre chose leur abandon à des tiers qui se seraient servis d'elles comme d'un instrument pour la réalisation de leurs vues personnelles. En outre, il a eu la claire

compréhension de la difficulté que présente le bon usage de la fortune acquise ; il a compris combien le gaspillage en pareille matière est facile. Il a vu tout le danger qui peut résulter d'une mauvaise utilisation de l'argent et il a apporté à résoudre ce problème la même sagacité qu'il avait déployée lorsqu'il s'agissait de fabriquer et de vendre l'acier de ses usines.

Bien longtemps avant de renoncer aux affaires, il avait exprimé ses idées à ce sujet dans un article de la *North American Review*, où il disait notamment : « Ce qu'il faudrait « se proposer avant tout, ce serait d'aider les autres en les « aidant à s'aider eux-mêmes, ce serait de fournir à ceux qui « désirent améliorer leur situation une partie des moyens « nécessaires, de donner à ceux qui veulent s'élever l'appui « qui leur permettra de le faire. L'assistance doit être partielle ; « jamais ou presque jamais, elle ne doit être totale. Ni l'indi- « vidu, ni la race n'ont rien à gagner à l'aumône. » C'est ainsi qu'il n'a jamais encouragé l'exploitation charitable et qu'il a apporté à la manière dont il devait employer son argent, non seulement beaucoup d'attention, mais encore beaucoup de souci, d'application et de continuel labeur. Une autre préoccupation qui a joué un grand rôle dans cette seconde partie de sa vie a été sa conception bien arrêtée des éléments dont est fait le bonheur humain. Dans sa pensée, la pure et simple possession de l'argent n'a rien à voir avec celui-ci. Jamais il ne lui est venu à l'idée qu'il pourrait, d'une façon générale, rendre les hommes heureux en les enrichissant. De son enfance, il avait gardé au contraire très vif le souvenir des désirs qui emplissaient son âme de garçonnet, fils d'un tisserand écossais. Par son contact intime et prolongé avec les pauvres gens, par sa pratique quotidienne du labeur le plus monotone, il avait acquis la connaissance du cœur humain, tout comme, chez nous, Lincoln avait fait servir ses expériences d'enfant à résoudre les problèmes nés des difficultés de la Guerre Civile.

Sans aucun doute, tandis que Carnegie surveillait une machine — car telle était sa besogne à Pittsburgh — tandis que, plus tard, il était installé devant un appareil télégraphique, tandis qu'il vaquait à ses occupations quotidiennes de super-intendant divisionnaire du Pennsylvania Railroad, il se laissait

aller, lui aussi, à rêver. Il lui est arrivé de bâtir des châteaux en Espagne et ce sont les aspirations dont débordait le cœur d'enfant qu'il a toujours gardé, qu'il a transposées plus tard en théories sur les conditions du bonheur humain.

Dans la lettre écrite par lui aux trustees, lors de la création du Dunfermline Trust, il se trouve un passage qui est, à ce point de vue, significatif : il leur dit combien il est heureux « d'avoir pu introduire dans l'existence monotone des masses « laborieuses de Dunfermline un peu plus de douceur et de « lumière ». Et voici enfin un dernier trait caractéristique que je voudrais mentionner ici. Je n'ai jamais connu d'homme plus bienveillant que Carnegie. La richesse n'avait fait naître en lui aucune sécheresse de cœur ; elle ne lui avait pas fait oublier les rêves de ses jeunes années. Il était affable, affectueux, charitable dans ses jugements, toujours prêt à la sympathie, toujours noble dans les élans de son âme, et à ceux qui voient en lui un de ces riches qui sèment autour d'eux un argent dont ils n'ont que faire, je voudrais pouvoir révéler les centaines de bonnes actions qu'il a faites à l'insu du monde, les vieux amis qu'il n'a jamais méconnus, les veuves et les enfants qu'il a soutenus, sa tendre fidélité aux compagnons de sa jeunesse et à tous ceux qui ont été associés à sa vie.

Ainsi donc, une énergie puissamment créatrice, une sagacité écossaise toujours en éveil, une conception très étudiée des moyens d'action que procure l'argent, des vues bien arrêtées sur les conditions du bonheur humain, un cœur débordant de bonté, telles furent les qualités avec lesquelles il aborda la seconde partie de sa carrière, celle où il entreprit, non pas de gaspiller ses centaines de millions, mais d'en tirer le meilleur parti.

Son premier soin fut de songer à ceux qui avaient partagé les luttes et les succès de ses débuts. Certes, il s'était montré souvent charitable, comme il est naturel à l'homme, tandis qu'il était encore engagé dans les affaires. Mais quand l'heure fut venue pour lui d'établir une démarcation entre la période de l'acquisition et celle de l'utilisation de la fortune, il revint se fixer à Pittsburgh et il entreprit tout d'abord d'y mettre à l'essai ses théories sur les moyens de travailler au bonheur

d'autrui. C'est par une bibliothèque, par la fondation d'une vaste bibliothèque qu'il commença, et il nous a dit lui-même comment il y fut amené.

Il n'avait pas perdu le souvenir d'une certaine bibliothèque de quatre cents volumes que le Colonel Anderson, d'Allegheny, — de l'autre côté du fleuve, quand on vient de Pittsburgh, — avait ouverte à l'intention des jeunes garçons, à une époque où Andrew Carnegie était trop pauvre pour acheter un livre. Ainsi, le premier usage qu'il fit de son argent fut d'ouvrir toutes grandes pour les autres les portes de cette instruction dont la lumière lui avait paru si belle au temps où il acquérait le mince savoir que pouvaient lui procurer les quatre cents volumes du Colonel Anderson.

Il créa donc une grande bibliothèque. Puis il fonda l'Institut de Pittsburgh. Voulant réagir contre le passé, quel fut le premier acte important de notre rude fabricant d'acier ? La réalisation de cet Institut de Pittsburgh, auquel il consacra près de 30 millions de dollars et qu'il compléta par un musée d'art, une salle de musique et un muséum scientifique. C'est qu'il avait, au cours de sa vie, appris, à l'école de l'expérience, qu'une fois pourvu de tout ce qui leur est nécessaire comme nourriture, vêtement et abri, les hommes et les femmes voient s'accroître leurs chances d'être plus heureux s'ils cultivent leur goût et leur faculté d'être sensibles à tout ce que le monde peut contenir de beauté. Et voilà comment, après la bibliothèque, naquit le musée d'art, puis le conservatoire de musique, puis le musée scientifique, qui furent eux-mêmes suivis par la création d'une Ecole technique destinée à l'éducation des travailleurs de Pittsburgh.

L'initiative qui succéda à celle-ci, il la réserva à ce qui avait été le foyer de son enfance, le *home* de ses parents, à Dunfermline. Je vous ai dit tout à l'heure la raison qu'il en a donnée dans sa lettre aux trustees de Dunfermline, et cette pensée qui l'inspirait, il la réalisa en mettant à la disposition des Trustees, pour les habitants de Dunfermline, pour ces pauvres travailleurs, un grand parc avec jardins, terrains de jeux, gymnases et piscines, ainsi qu'une école hygiénique et une bibliothèque, en vue d'embellir d'un peu de distraction et de joie leur dur labeur quotidien.

Ses libéralités s'adressèrent ensuite aux quatre Universités d'Ecosse : Saint-Andrews, Glasgow, Aberdeen et Edimbourg. Il fit don de dix millions de dollars à ces universités vers lesquelles il ne lui avait pas été possible, dans sa jeunesse, de porter ses pas, moitié de cette somme devant être employée à faire progresser l'université et à y développer l'enseignement de la science, de l'histoire, de l'économie politique et des langues modernes, et moitié à payer les droits de scolarité des jeunes Ecossais incapables de le faire par leurs propres moyens, de façon à assurer à tous les fils de son pays les facilités dont il avait été privé lui-même.

Après avoir ainsi manifesté les sentiments qui l'animaient dans la ville de ses jeunes années et dans celle de ses succès, il élargit son action et fonda, en la dotant richement, l'Institut de Washington, destinée à favoriser les recherches et les applications scientifiques pour le bien de l'humanité.

Ensuite, ce fut la création, plus large encore, de la *Fondation pour le progrès de l'enseignement*. Elle comporte une caisse de retraite assez bien pourvue, grâce à ses revenus, pour affranchir les éducateurs américains du souci de la pauvreté, à l'âge avancé où prend fin leur vie laborieuse de maîtres de la jeunesse. Il y joignit un fonds distinct pour la recherche et l'étude des nouvelles méthodes pédagogiques, en vue d'unifier graduellement l'enseignement et d'en révéler les défauts, les imperfections, les insuffisances, si bien que l'Institut n'a pas seulement pour objet l'intérêt des maîtres, mais encore celui de l'éducation méthodique dont ces maîtres sont chargés.

Voyant toujours plus haut et plus loin, il s'attacha dès lors à servir la cause de la paix internationale et, par un premier mouvement tout naturel, à établir un « Hero fund » pour encourager et mettre en valeur l'héroïsme de ceux qui, dans les travaux de la paix, peuvent être opposés au culte populaire dont on environne l'héroïsme guerrier. Cette fondation est administrée par des Trustees et les actions héroïques accomplies dans la vie civile sont récompensées par des médailles, par des sommes d'argent, par l'attribution d'un home familial ou d'une pension aux veuves, bref, par la forme de dons qui paraît la mieux appropriée aux circonstances.

Faisant enfin un pas de plus dans cette voie, il créa la *Dotation pour la paix internationale*, et par cette initiative, il n'entendit pas seulement se borner à la simple manifestation d'un sentiment, le sentiment que la guerre est horrible, abominable, et que la paix devrait être assurée et rendue permanente. La Dotation a été instituée et outillée pour fournir la preuve capable de donner force démonstrative ou persuasive à tout ce qui peut être dit en faveur de la paix et contre la guerre ; elle n'a pas cessé de publier et de mettre à la portée de tous les élèves, de tous les étudiants, de tous les hommes éclairés, la vérité, en ce qui concerne le droit des gens, les devoirs des nations, leurs revendications et leurs griefs, grâce aux importants ouvrages qu'elle a suscités pour apprendre aux hommes leurs droits et leurs devoirs internationaux. Une seconde division apporte tous ses soins à la publication d'études scientifiques sur la guerre, envisagée au point de vue économique et historique ; une troisième a pour objet les relations internationales et l'éducation.

A l'occasion, et pour compléter ce qu'il avait fait déjà dans ces différentes directions, Andrew Carnegie mit à profit certaines circonstances spéciales pour prendre des initiatives de nature à favoriser ses plans. Il bâtit le majestueux Palais de la Paix à La Haye pour conquérir l'imagination des hommes à l'idée de la paix opposée à celle de la guerre. Il édifia le siège de l'Union Panaméricaine à Washington pour créer un centre de compréhension mutuelle et de rapprochement amical entre les peuples de l'Amérique du Nord et celle du Sud. Il fit construire un autre grand édifice à Costa-Rica pour y loger la Cour centrale américaine de Justice. Il institua enfin une autre dotation pour aider spécialement les églises dans leur œuvre en faveur de la Paix.

Mais toutes ces créations n'étaient que des initiatives occasionnelles et, en quelque sorte, des épisodes dans le développement de ses vastes conceptions d'ensemble. Ces conceptions, naturellement, prenaient plus d'ampleur à mesure qu'elles se réalisaient, en sorte qu'une fois constitués dans notre pays les cinq grands « trusts » dont il vient d'être question, il compléta celui qu'il avait fondé en Europe par le

« trust » du Royaume-Uni dont l'objet principal fut la construction de nouvelles bibliothèques. Il revint ensuite à son œuvre des bibliothèques américaines, si bien qu'il en résulta la création de près de trois mille de ces établissements dont les portes s'ouvrent aujourd'hui pour la population du Nouveau Monde, comme s'étaient ouvertes, si longtemps auparavant, celles de la bibliothèque du Colonel Anderson pour Andrew Carnegie lui-même.

D'autre part, comme le problème de l'éducation n'avait pas cessé de le préoccuper, il porta son attention vers les collèges et, par dessus tout, vers les collèges pauvres, vers ces très humbles collèges où vont les enfants déshérités, et, poursuivant sans cesse ses minutieuses enquêtes, ses comparaisons diligentes, il fit tomber son or là où il pouvait penser qu'il serait le plus utile, ici d'abord, et puis là, et puis là encore, de telle sorte qu'en fin de compte, plus de cinq cents collèges en Amérique vivent aujourd'hui de ses libéralités, dont le montant s'élève à plus de vingt millions de dollars.

Mieux encore, avant de disparaître, il eut l'idée de réaliser une organisation d'ensemble. Toutes ces institutions vinrent s'intégrer dans la *Carnegie Corporation*, dont le Conseil d'Administration comprit les dirigeants des cinq principales fondations qu'il avait créées chez nous, savoir : le Président de l'Institut de Pittsburgh, le Président de l'Institut des Recherches Scientifiques de Washington, le Président de la Dotation pour la Paix Internationale, le Président du Hero Fund et le Président de la Fondation pour le Progrès de l'Enseignement. Ce sont eux qui constituent la majorité du Conseil d'Administration. Il attribua la plus forte part de ce qui lui restait de la fortune qu'il avait amassée au cours de son existence, soit 125 millions de dollars, à cette corporation, c'est-à-dire au développement et à la diffusion de l'instruction et des lumières parmi les habitants des Etats-Unis, et il continua sa vie durant à la présider pour en diriger les travaux et pour inspirer l'emploi des capitaux dont il l'avait dotée.

J'ai dit qu'à proprement parler, il n'a pas distribué sa fortune. Cela est tellement vrai, en effet, qu'il s'est assuré, pour en faire les agents de ses libéralités et les exécuteurs de ses

nobles et bienfaisantes initiatives, la collaboration d'un grand nombre d'hommes qu'aucune idée de salaire n'aurait pu attirer, dont aucune rétribution n'aurait pu lui attirer le concours, mais qui l'ont aidé en raison seule de la valeur intrinsèque des entreprises pour lesquelles il a fait appel à eux et à leurs services : MM. Joseph Choate, John Hay, le Dr S. Weir Mitchell, le Président Eliot, Andrew D. White, le major Higginson, Alexander Agassiz, John S. Billings, John L. Cadwalader, et beaucoup d'autres dont l'activité, comme celle de M. Carnegie lui-même, a déjà cessé de s'exercer ici-bas. De ce groupe d'hommes, le Président Eliot demeure seul, observateur éclairé, en sa qualité de Président émérite de l'Université Harvard, de l'évolution de notre époque. Aussi tous les citoyens auxquels M. Carnegie a confié le contrôle des institutions créées par lui ont-ils été amenés par devoir à rechercher et à trouver, étant donné qu'ils sont appelés, l'un après l'autre, à quitter la scène de ce monde, de nouveaux agents capables d'exécuter les nobles plans du fondateur.

Le monde n'a pas su encore apprécier M. Carnegie à sa valeur. Nous qui l'avons connu, aimé et honoré, nous sommes en mesure d'exprimer aujourd'hui le jugement que nous portons sur lui, mais notre vie touche à son terme. Et cependant, les œuvres qu'il a entreprises sont d'une portée si vaste, elles sont destinées à produire de telles conséquences qu'au fur et à mesure que les années, les générations et les siècles s'écouleront, elles manifesteront de plus en plus le véritable caractère de leur auteur. Oui, pendant des siècles, on verra les savants ajouter au trésor des connaissances humaines, les éducateurs ouvrir pour la jeunesse le livre de la science, les amis de la paix ramener de la brutalité vers la douceur les fils de la civilisation, et Andrew Carnegie, fils d'un pauvre petit tisserand écossais, vivra dans la réalisation toujours plus haute, plus éclatante de ce qui fut le rêve de son grand et noble cœur.

Elihu Root.

Les débuts de la Dotation Carnegie

Son organisation

Dans les derniers jours de l'année 1910, à la veille de cette fête de Noël qui remplit les Eglises du sublime cantique chanté par les anges à la naissance de l'Enfant divin : « Pax hominibus bonae voluntatis », une dépêche fit le tour des journaux du monde entier : M. Andrew Carnegie venait, par une nouvelle munificence, de mettre une partie de sa fortune au service de la cause de la Paix internationale. Les somptueuses largesses du philanthrope américain avaient déjà atteint le chiffre d'un milliard de francs, entièrement consacré à des entreprises intéressant le progrès et le bonheur de l'humanité. L'œuvre de la paix ne pouvait pas échapper à la sollicitude d'un bienfaiteur aussi préoccupé de l'amélioration morale et matérielle du sort de ses semblables. On en avait eu déjà la preuve en le voyant donner 3.750.000 francs pour la fondation du Bureau panaméricain, et, auparavant, 8.750.000 francs pour la construction du Palais de la Paix à La Haye. L'adhésion de M. Carnegie à la propagande en faveur de l'arbitrage s'était d'ailleurs affirmée en 1897, lorsqu'il avait présenté au Président Cleveland la délégation du Parlement britannique venue à Washington sous la conduite de son ami Randal Cremer pour négocier la conclusion d'un traité d'arbitrage anglo-américain. Elle s'était manifestée encore par la publication, — si heureusement suggérée à l'auteur par M. d'Estournelles de Constant, président de la Conciliation Internationale, — de cette substantielle conférence sur l'arbitrage que Carnegie avait écrite pour les étudiants de l'Université écossaise de Saint-Andrews, mais

qui fit presque aussitôt le tour du monde et dont on trouva un beau matin la traduction française sur la table de tous les ministres des cultes, de tous les membres de l'enseignement, de tous les hommes portant un intérêt quelconque au mouvement des idées et des faits. Et voici qu'à la veille du 1er janvier 1911, cette même adhésion revêtait la forme d'un don royal de 50 millions de francs que le grand industriel entendait consacrer à l'œuvre du rapprochement des peuples.

Ce capital de dix millions de dollars se composait de titres de première hypothèque sur les Aciéries de Pittsburgh, produisant 5 % d'intérêt et mettant ainsi à la disposition des promoteurs de la paix internationale un revenu minimum de deux millions cinq cent mille francs par an. Dans la distribution de cet argent, le donateur n'entendait d'ailleurs avoir aucune part. Avec sa conception très pratique de *business-man* émérite, il entendait s'appliquer à lui-même la règle que *donner et retenir ne vaut*, et il s'était refusé de faire partie du Comité administratif de sa fondation.

Ce Comité, dont le Président Taft avait accepté la présidence d'honneur, comprenait 27 personnalités américaines, qui offraient les plus hautes garanties d'autorité morale et de savoir, et dont voici les noms :

MM. Elihu Root, Sénateur, ancien Ministre des Affaires étrangères et de la Guerre ;

le Dr Nicholas Murray Butler, président de l'Université Columbia de New-York ;

le Dr Henry S. Pritchett, président de la Fondation Carnegie pour le progrès de l'Education ;

Joseph H. Choate, ancien Ambassadeur à Londres et premier délégué des Etats-Unis à la deuxième Conférence de La Haye ;

Albert K. Smiley, le fondateur bien connu des conférences de Lake Mohonk, pour l'Arbitrage international ;

le Dr Charles W. Eliot, président honoraire de l'Université de Harvard ;

James Brown Scott, professeur de Droit international, délégué des Etats-Unis aux Conférences de La Haye ;

John W. Foster, ancien Ministre des Affaires étrangères ;
Andrew J. Montague, ancien Gouverneur de la Virginie ;
William M. Howard, député de Georgia ;
Thomas Burke, ancien juge à la Cour Fédérale ;
James L. Slayden, député du Texas ;
Andrew D. White, ancien ambassadeur à Berlin, délégué à la première Conférence de La Haye ;
Robert S. Brookings, président du Conseil d'Administratiou de l'Université de Saint-Louis ;
Samuel Mather, banquier et métallurgiste ;
Jacob G. Schmidlapp, constructeur de chemins de fer ;
Arthur William Foster, régent de l'Université de Californie ;
R.-A. Franks, banquier à New-York ;
Charlemagne Tower, ancien Ambassadeur à Berlin et à Saint-Pétersbourg ;
Oscar S. Straus, ambassadeur à Constantinople ;
Austen G. Fox, jurisconsulte à New-York ;
John L. Cadwalader, jurisconsulte à New-York ;
John Sharp Williams, sénateur du Mississipi ;
Charles L. Taylor, président du « Carnegie Hero-Fund » ;
George W. Perkins, financier à New-York ;
Robert S. Woodward, président de l'Institut scientifique Carnegie de Washington ;
Cleveland H. Dodge, secrétaire de l'Institut Carnegie de Washington.(1)

Le comité ainsi constitué élut pour président M. Elihu Root et pour secrétaire M. James Brown Scott. Pour comprendre combien ces désignations étaient bien inspirées, il suffit de songer aux efforts faits en 1907 par ces deux grands juristes, d'accord avec M. Joseph H. Choate et leurs collègues américains, pour amener la deuxième Conférence de La Haye à organiser, à côté de la juridiction très utile et trop mal connue, mais occasionnelle, simple liste d'arbitres recommandés, que

(1) On trouvera aux annexes la composition actuelle du Comité d'administration.

constituait la Cour d'Arbitrage, une juridiction *permanente* qui serait la Cour de Justice internationale. Est-il besoin de rappeler la part prise par ces mêmes hommes aux travaux de la Commission spéciale qui, en juin 1920, dans cette même ville de La Haye, a enfin mené à bien l'œuvre admirablement commencée en 1907 et restée naturellement incomplète à cette époque, par suite de l'impossibilité d'arriver à une entente sur le mode de nomination des juges de la Cour permanente ?

Certes, M. Carnegie pouvait leur faire confiance, à eux et à leurs collaborateurs, lorsqu'il leur adressait, le 14 décembre 1910, le message suivant, par lequel il les conviait à accepter la lourde mais noble mission de travailler, en se servant des richesses qu'il mettait à leur disposition, à l'organisation de la Justice et de la Paix dans le Monde :

Lettre de A. Carnegie aux Trustees de la Dotation

Messieurs,

Je vous ai transféré, comme fidéicommissaires du Fonds Carnegie pour la Paix, 10.000.000 de dollars en bons hypothécaires à 5 %, valant 11.500.000 dollars. Vous en emploierez le revenu à abolir la guerre, cette souillure de notre civilisation. Quoique nous ne mangions plus nos semblables, que nous ne torturions plus les prisonniers, que nous ne mettions plus les villes à sac, en exterminant leurs habitants, nous nous entretuons encore à la guerre, comme des barbares. Les bêtes féroces seraient seules excusables d'agir ainsi au XXe siècle de l'ère chrétienne, car la guerre est essentiellement criminelle, puisqu'elle n'assure pas le succès au droit, mais à la force.

C'est un crime pour une nation que de refuser l'arbitrage et de réduire son adversaire à une solution brutale d'où toute justice est absente.

Je crois que le moyen le plus simple et le plus rapide de parvenir à la Paix consisterait à adopter le point de vue du Président Taft, qui disait, le 22 mars 1910, à la Société pour la Paix et l'Arbitrage de New-York : « J'ai constaté que nos traités d'arbitrage contiennent « des exceptions relatives aux questions intéressant l'honneur « national. Pour moi, je ne vois pas pourquoi les questions touchant « à l'honneur national ne seraient pas aussi bien soumises à la juri-

« diction arbitrale que les questions intéressant la richesse publique.
« Je sais qu'en parlant ainsi, je vais au-delà des points que d'autres
« se contentent d'atteindre, mais je ne vois pas pourquoi une ques-
« tion d'honneur échapperait à la connaissance d'une cour composée
« d'hommes d'honneur qui sont tout aussi capables d'apprécier
« l'honneur national que tout autre sujet de litige international ».

Permettez-moi de rappeler ce que j'ai dit comme président du Congrès de la Paix de New-York en 1907 : l'honneur est le mot de notre langue qu'on a le plus déshonoré. Jamais un homme n'a pu porter atteinte à l'honneur d'un autre ; aucune nation ne saurait en déshonorer une autre. Toutes les atteintes à notre honneur viennent de nous-mêmes.

Lors de l'ouverture du Bureau Panaméricain, le 26 avril 1910, le Président Taft disait : « *Nos 21 Républiques américaines ne peuvent tolérer de querelle entre deux ou trois d'entre elles. Il faut rendre cette éventualité impossible, et M. Carnegie et moi ne serons satisfaits que lorsque 19 d'entre nos Républiques auront le moyen de mettre un terme à toute querelle entre les deux dernières* ».

J'espère que mes fidéicommissaires commenceront par insister sur ce point en y apportant toute leur conviction sans un seul doute.

Le juge qui siège dans une cause où il est intéressé est discrédité jusqu'à sa mort, si la chose est connue. Le citoyen qui s'institue juge dans sa propre cause contre un autre citoyen et croit pouvoir frapper celui-ci est un délinquant que l'on traite comme tel. Il ne faut pas avoir plus d'estime pour la nation qui veut se rendre juge de sa propre cause, en cas de conflit international.

Je vous rappelle la résolution proposée par la Commission des Affaires étrangères à la première session de notre cinquantième Législature, le 14 juin 1888 : « *Il est résolu par le Sénat, avec l'appui de la Chambre des Représentants, que le Président de la République est requis d'engager de temps à autre, et chaque fois qu'une bonne occasion se présentera, des négociations avec les gouvernements auprès desquels les Etats-Unis ont un agent diplomatique pour obtenir que tout différent surgissant entre les Etats-Unis et l'un de ces gouvernements soit déféré, à défaut d'arrangement diplomatique, à une Cour d'arbitrage qui le trancherait par des voies pacifiques* ». (Cette résolution ne fut pas votée au cours de la session, mais fut reprise à la session suivante et adoptée par le Sénat le 14 février 1890, et par la Chambre des Représentants, le 3 avril 1890).

Cette même résolution fut présentée au Parlement britannique qui adopta une motion approuvant l'initiative du Parlement américain et exprima le désir que le Gouvernement de Sa Majesté coopérât avec celui des Etats-Unis pour assurer la réalisation du vœu précité. (Vote de le Chambre des Communes, du 16 juillet 1893).

Nous trouvons dans ces événements une manifestation de l'esprit qui aboutit à la Première Conférence de La Haye en 1899, et plus tard, à la Seconde, en 1907, avec un bilan de 80 traités d'arbitrage obligatoire entre les grands Etats. Dans 23 de ces traités, les Etats-Unis ont été partie contractante.

J'ai eu le privilège de présenter au Président Cleveland, en 1897, une délégation du Parlement Britannique conduite par Randal Cremer, qui, pour répondre à l'initiative de notre Parlement, nous proposait un traité général d'arbitrage entre l'Amérique et la Grande-Bretagne. Ce traité fut signé par Lord Pauncefote et le ministre Olney en 1897. Il ne lui manqua que trois voix pour obtenir devant notre Sénat la majorité constitutionnelle des deux tiers.

Il y a des raisons de croire que le Gouvernement Britannique souhaite la ratification de ce traité ou d'un traité semblable, de sorte que la politique du président Taft à cet égard paraît sûre du succès. Si toute la race de langue anglaise se trouve liée par un tel traité, nous n'aurons plus beaucoup à attendre pour voir les autres nations y adhérer, et comme la résolution votée par notre congrès, en 1890, préconise un traité d'arbitrage avec n'importe quel gouvernement auprès duquel les Etats-Unis ont un agent diplomatique, il y a une libre faculté d'adhésion à ce traité pour tous les autres pays.

Si des traités de ce genre s'étendaient même aux litiges concernant l'indépendance des Etats ou leur politique extérieure, on en aurait fini avec tous les conflits que suscitent des causes de ce genre.

* * *

Mes fidéicommissaires auront le pouvoir de vendre ou de placer les fonds, soit aux Etats-Unis, soit dans d'autres pays, sans autres restrictions, en ce qui concerne les opérations à effectuer aux Etats-Unis, que celles qui sont imposées, dans l'Etat de New-York, aux Caisses d'épargne et aux Compagnies d'assurance.

Pour rendre effective la fondation, il paraît utile que les fidéicommissaires ci-dessus nommés se constituent en association à personnalité civile avec tous pouvoirs pour accomplir les fins proposées et posséder légalement les fonds.

Aucune responsabilité personnelle ne pourra être encourue par les fidéicommissaires à raison de ce qu'ils auront fait ou omis de faire en cette qualité. Ils ont le pouvoir de se compléter, d'augmenter leur nombre, de s'adjoindre des employés et de fixer le traitement de ceux-ci. Les fidéicommissaires seront dédommagés de toutes les dépenses qu'ils auront dû faire pour l'accomplissement de leurs fonctions, y compris leur dépenses de voyage, notamment pour se rendre aux réunions, et même les frais de voyage de leur femme ou de leur fille, lors de la réunion annuelle. Le Président aura droit aux honoraires que ses collègues croiront convenables et qu'ils auront pu lui faire accepter.

La ligne de conduite à suivre ne peut pas être encore arrêtée. Il y en aura plus d'une à essayer, et comme j'ai pleine confiance en mes fidéicommissaires, je leur laisse un pouvoir discrétionnaire quant aux mesures à prendre, insistant seulement pour que le seul objet sur lequel ils fixent leurs regards jusqu'à ce qu'ils l'aient atteint, soit la prompte abolition de la guerre entre les nations dites civilisées.

Quand les nations civilisées auront conclu des traités comme ceux qui sont plus haut indiqués, et que la guerre internationale sera devenue aussi répugnante pour les hommes que la guerre individuelle et l'esclavage le sont pour la race anglaise, les fidéicommissaires rechercheront quel est le mal le plus odieux qui restera à combattre, ou quel est l'idéal nouveau à proposer ou à défendre en vue de développer le progrès, le perfectionnement et le bonheur des hommes, et ils continueront ainsi, de siècle en siècle, en recherchant, à chaque génération, quel est le meilleur moyen d'assurer la marche en avant de l'homme vers un état d'amélioration continue, car nous savons aujourd'hui que l'homme a été créé avec le désir et la possibilité d'atteindre un développement auquel il n'existe peut-être pas de limite, même dans la vie présente et sur la surface actuelle de la terre. Que mes fidéicommissaires se demandent donc, d'âge en âge, comment ils pourront le mieux aider l'homme dans sa glorieuse ascension, toujours plus haut et plus avant, et qu'ils consacrent les fonds à cette fin. En vous remerciant d'avoir cordialement accepté mon fidéicommis et sincèrement approuvé son but, je suis

Votre très reconnaissant,

Andrew CARNEGIE.

Par une pensée touchante et bien faite pour aller au cœur des femmes et des mères, le généreux donateur avait voulu que cet acte constitutif d'une institution destinée à répandre dans le monde un peu plus d'amour entre les hommes portât, à côté de sa signature, celle de sa femme et de sa fille, Louise Whitfield Carnegie et Margaret Carnegie, associées ordinaires de sa bienfaisante activité.

A ce message du Fondateur, le Conseil des fidéicommissaires (Board of Trustees) décida, sur la proposition de M. Joseph H. Choate, de répondre par le vote d'une résolution ainsi conçue :

« En acceptant d'être investis de la charge d'employer cette magnifique libéralité pour le bien de l'Humanité, les fidéicommissaires ressentent profondément le noble et sincère amour du genre humain qui a inspiré le donateur. Ils pensent que tous les hommes de réflexion doivent éprouver de la reconnaissance pour celui-ci et devraient être heureux de concourir dans la mesure de leur pouvoir à l'accomplissement du but si désirable auquel ce donateur a attaché ses espérances et à la réalisation duquel il a voulu contribuer. Les fidéicommissaires ne méconnaissent pas le caractère délicat et difficile de leur tâche, qui consiste à faire d'une si grande somme un emploi judicieux et opportun, à la fois pratique et effectif. Ils acceptent le fidéicommis avec la conviction que, malgré les erreurs qui pourront se produire, un bien réel et permanent naîtra de leurs communs efforts. »

Quelques semaines plus tard, la Charte de fondation était enregistrée par le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis. L'article II de cette charte définissait en ces termes la destination générale et les buts particuliers assignés à la Dotation Carnegie pour la Paix internationale :

« La Fondation aura pour objet de servir la cause de la paix entre les peuples, de hâter l'abolition de la guerre internationale, d'encourager et de faire progresser le règlement des conflits internationaux par des voies pacifiques, et, plus spécialement :

1) De provoquer une recherche scientifique et approfondie des causes des guerres et des méthodes pratiques de les prévenir et de les éviter ;

2) D'aider au développement du droit international, de réaliser un accord général sur les règles qu'il édicte et de les faire accepter par les nations ;

3) De répandre toutes les informations possibles, et de former ainsi l'opinion publique, au sujet des causes, de la nature et des effets de la guerre, comme aussi des moyens de la prévenir et de l'empêcher ;

4) D'amener les hommes à une connaissance plus approfondie des droits et des devoirs internationaux et de perfectionner chez les habitants des pays civilisés le sens de la justice entre nations ;

5) De cultiver les sentiments d'amitié entre habitants de contrées différentes et d'accroître, de pays à pays, la connaissance et la compréhension mutuelles ;

6) De favoriser une adhésion générale aux méthodes pacifiques de régler les différends internationaux ;

7) De maintenir, de faire naître et de soutenir toutes institutions, organisations, associations et entreprises qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles pour la réalisation totale ou partielle des objets que se propose la Fondation. »

Les sept chapitres de ce programme parurent correspondre à trois activités différentes qui devaient se poursuivre parallèlement. En conséquence, le Comité exécutif du Corps des Trustees, formé de MM. Elihu Root, président, James Brown Scott, secrétaire, Nicholas Murray Butler, Austen G. Fox, Andrew J. Montague, Henry S. Pritchett et Charlemagne Tower, décida, dans sa séance du 9 mars 1911, de créer trois Divisions à la tête desquelles un Directeur se trouverait placé. Il y eut donc à partir de ce jour-là :

A. — *La Division des Relations internationales et de l'Education*, dont M. N. Murray Butler, Président de l'Université Columbia, prit la direction, qu'il n'a pas cessé d'exercer, depuis cette époque, avec autant d'autorité que de dévouement. On lui assigna comme domaine propre l'exécution des articles 3, 5 et 7 du programme.

B. — *La Division de l'Economie politique et de l'Histoire*, qui fut chargée des travaux correspondant à l'article I. Le Dr John Bates Clark, professeur de science politique à l'Université de Columbia, en fut nommé Directeur. Elle a trouvé, depuis la guerre, en M. le Professeur Shotwell un organisateur du plus grand mérite.

C. — *La Division du Droit international*, à qui le Comité attribua, pour champ d'action, les articles 2, 4 et 6 du programme, reçut comme Directeur le professeur James Brown Scott, qui n'en garda pas moins les fonctions de Secrétaire général de la Dotation.

Mais il fut bien entendu que cette répartition du travail entre les trois Divisions ne porterait aucune atteinte à l'unité fondamentale de l'institution. Internationale par son objet, essentiellement scientifique et éducative par son caractère, elle était conçue de telle sorte que les résultats d'ordre spéculatif obtenus par les divisions du Droit international et de l'Economie politique devaient être portés à la connaissance de l'opinion publique par la première Division, chargée, en plus de sa besogne propre, d'une œuvre de propagande dont les deux autres divisions avaient le devoir de lui fournir les éléments.

L'Administration générale de la Dotation

Avant d'entrer dans plus de détails sur l'œuvre accomplie depuis l'origine par chacune des Divisions, il ne sera pas inutile de dire quelques mots de l'administration générale de la Dotation.

Elle est placée, nous l'avons indiqué déjà, sous l'autorité de M. James Brown Scott, secrétaire général, assisté de M. S. D. North, secrétaire adjoint, et du sous-secrétaire,

M. George A. Finch. Le personnel du bureau central comprend un chef du secrétariat, un vérificateur des comptes, un traducteur et un bibliothécaire, aidés des agents subalternes nécessaires.

La Dotation a son siège principal à Washington (D. C.) et occupe les immeubles de Jackson Place portant les numéros 2, 4 et 6. Ce sont d'anciennes habitations particulières, acquises à grand peine, car il est fort difficile de créer des installations nouvelles dans la capitale fédérale des Etats-Unis, mais qui rachètent la modestie de leur apparence par l'excellence de leur emplacement. Elles sont situées, en effet, en bordure de l'Avenue Pennsylvania et de la Place Jackson, à deux pas de la Maison Blanche et des édifices affectés aux Ministères des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine. Les locaux situés au n° 6 ont été mis par la Dotation, pendant la guerre, à la disposition du Gouvernement, qui a été heureux de pouvoir y loger les services de sa propagande générale.

La Bibliothèque, qui comprend le Bureau des informations, est un des départements les plus importants de l'Office central de la Dotation Carnegie. Elle compte au nombre des plus riches de Washington en ce qui concerne le Droit international, le mouvement en faveur de la paix, la littérature de guerre et d'après-guerre, et elle met à la disposition du public, des travailleurs spécialistes et des étudiants, qui y sont librement admis, près de 20.000 ouvrages soigneusement classés et catalogués.

Le Secrétariat publie, tous les trimestres, une liste des publications de la Dotation. Ce répertoire contient déjà 140 titres de livres ou de brochures. On pourra se faire une idée de l'effort de propagande accompli en dix ans par la Dotation à l'aide des chiffres que voici : l'ensemble de ces publications représente 25.286 pages, et, comme le tirage de chaque ouvrage est en moyenne de 2.000 exemplaires, on peut évaluer à 49 millions le nombre des pages sorties des presses pour le compte de la Dotation. La surveillance de cet énorme travail d'imprimerie est, on le devine, une des principales besognes qui incombent au personnel du Secrétariat.

On trouvera à la fin du présent travail un extrait du catalogue dont il a été parlé plus haut. Un coup d'œil jeté sur cette liste renseignera le lecteur sur l'esprit qui préside à cette entreprise de propagande par le livre, plus nécessaire que jamais depuis que la guerre de 1914 a posé des problèmes autrement plus nombreux et plus graves que ceux qu'elle a résolus. D'autre part, comme on le verra plus loin, la Division d'Economie politique et d'Histoire s'apprête à enrichir encore par un ensemble de publications du plus haut intérêt la bibliothèque éditée par la Dotation.

Les brochures qui font partie de cette bibliothèque sont, en règle générale, distribuées gratuitement, dans la mesure des quantités disponibles. Il en est de même de certains volumes, lorsque ceux qui les demandent ont qualité pour les recevoir à titre d'hommage. Lorsqu'un prix est indiqué sur le catalogue, l'envoi est fait, contre remise du montant, soit par la Clarendon Press d'Oxford, pour les ouvrages imprimés par elle en Angleterre, soit par la succursale américaine de l'Oxford University Press, 35 West 32^{d} Street, à New-York. Au surplus, les ouvrages qui doivent être achetés sont mis à la portée des travailleurs dignes d'intérêt par l'envoi régulier qui en est fait à 693 bibliothèques publiques (379 aux Etats-Unis, 314 dans les autres pays), sous la seule condition qu'elles les tiendront à la libre disposition du public.

Nous aurons dit l'essentiel sur l'administration générale de la Dotation, quand nous aurons donné une idée du budget, tel qu'il est établi chaque année par les Trustees, dans leur réunion du mois d'avril, pour l'exercice financier commençant au 1er juillet et finissant au 30 juin de l'année suivante. Les propositions de dépenses sont présentées par le Secrétaire, après accord avec les Directeurs des trois Divisions, et elles sont approuvées au préalable par le Comité des Finances composée de MM. George W. Perkins, président, Robert A. Franks et Samuel Mather, membres. Le tableau ci-contre, portant sur les huit premiers exercices (1914-1918), nous dispensera de plus longues explications :

TABLEAU DU MONTANT DES DÉPENSES
(en dollars)

ANNÉE FINANCIÈRE	Pour le Secrétariat et l'Administration générale	Pour la Division des Relations et de l'Education	Pour la Division de l'Economie politique et de l'Histoire	Pour la Division du Droit International	Pour l'achat des Immeubles et des terrains	TOTAL PAR ANNÉE
1911	$ 32.436,16	$ 66.981,78	$ 12.661,78	$ 1.972,53		$ 114.051,52
1912	25.633,99	145.475,31	18.466,20	7.844,71		197.420,21
1913	51.385,53	220.182,79	44.449,88	50.061,36	$ 54.475,00	420.554,56
1914	55.363,18	253.714,69	71.064,59	82.909,03	82.525,00	545.576,49
1915	76.182,28	254.348,46	47.845,82	63.436,82		441.813,38
1916	56 444,26	301.183,30	82.251,07	110.716,90		550.595,53
1917	60.817,65	230.123,38	40.456,55	143.524,99	47.000,00	521.922,57
1918	69.611,74	241.071,10	52.884,34	85.577,70		449.144,88
Totaux....	$ 427.874,79	$ 1.713.080,08	$ 370.080,23	$ 546.044,04	$ 184.000,00	$ 3.241.079,14

Sur les 500.000 dollars auxquels s'élèvent approximativevent les revenus d'une année, une certaine somme est naturellement mise en réserve pour les besoins imprévus (Emergency fund). Tous les crédits non utilisés à la fin d'une année financière font retour à la caisse commune et, sauf exceptions dûment justifiées, sont annulés. Un tableau détaillé du mouvement des fonds (recettes et dépenses) est dressé chaque mois et incorporé dans les rapports imprimés du Trésorier. C'est l'office de Washington, sous la surveillance du Secrétaire, qui assure toutes les opérations financières, à la fois pour les Etats-Unis et pour les autres pays de l'Ancien et du Nouveau-Monde.

La Dotation Carnegie et la Guerre

Pourvue de l'organisation que nous venons de décrire sommairement, la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale était en plein essor lorsque survinrent les tragiques événements de 1914. Certes, elle était avertie du danger que la surenchère des armements et les répercussions redoutables des guerres balkaniques faisaient courir à la paix de l'Europe. Par une enquête dont le retentissement avait été considérable, elle s'était efforcée de découvrir et de « repérer » les brasiers encore mal éteints que ces guerres avaient allumés sur les bords de la Méditerranée orientale [1]. Au mois d'août 1914, lorsque l'irréparable fut accompli, les *trustees* suivirent la seule ligne de conduite qui pouvait mettre d'accord leur patriotisme et les devoirs qui les liaient au reste de l'humanité. La neutralité que les Etats-Unis avaient adoptée pendant cette première partie de la lutte, la Dotation, bon gré mal gré, dut se l'imposer alors à elle-même et, sans laisser péricliter aucun des outils de propagande qu'elle s'était donnés, elle attendit pour agir des jours meilleurs. [2]

L'entrée des Etats-Unis dans la guerre, en avril 1917, vint

---

(1). Enquête dans les Balkans. *Rapport de la Commission d'Enquête.* Un vol. in-8°, 493 p., avec cartes et gravures. Paris, 1914.

(2) On lira plus tard, quand sera publiée l'importante et régulière correspondance du Directeur du Bureau Européen de la Dotation, adressée au Directeur du Bureau de New-York; on verra quelles furent ses réserves concernant la neutralité des Etats-Unis et quels furent ses efforts pour définir avec plus de netteté que jamais le devoir du peuple américain défenseur de la paix par le Droit *contre toute agression de la violence.* Jamais un instant l'accord le plus complet n'a cessé de régner entre les deux directions de New-York et de Paris.

modifier cette attitude de réserve et d'attente sans faiblesse. La Dotation était une institution américaine. Dès le premier jour, toutes ses sympathies étaient allées à l'Entente. Elle avait compris que tout espoir d'établir un jour une paix fondée sur le droit serait vain si le succès des armes allemandes aboutissait à l'instauration de la domination germanique sur le monde. Rejetant à son tour une neutralité qui lui pesait, la Dotation, à Washington et à New-York, proclama bien haut, au nom même de l'idéal de paix définitive qu'elle servait, qu'il fallait pousser la guerre jusqu'à son issue nécessaire, c'est-à-dire jusqu'à la victoire de la juste cause.

Le 19 avril 1917, les Trustees votaient à l'unanimité la résolution suivante :

« Les Trustees de la Dotation Carnegie pour la Paix « internationale, réunis dans leur assemblée annuelle, décla- « rent par la présente leur conviction que le moyen le plus « certain d'instituer une paix durable entre les peuples est de « poursuivre la guerre contre le Gouvernement impérial « allemand jusqu'à la victoire finale de la démocratie, confor- « mément à la politique adoptée par le Président des Etats- « Unis. »

Le 1er novembre de la même année, le Comité exécutif des Trustees rappelait avec une saisissante énergie la résolution qui précède, et il ajoutait que la Dotation, désormais, entendait contribuer loyalement et sans réserve, de toutes ses forces, de toutes ses ressources, aux efforts capables d'assurer la victoire rapide, complète et décisive des armées alliées. Briser l'aveugle confiance de l'Allemagne dans la puissance invincible de son militarisme est l'unique moyen, affirmait-il, de préparer les voies à une paix internationale fondée sur le droit, et cette confiance allemande, la défaite seule l'abattra. Et le Comité invitait tous les vrais amis de la paix à redoubler d'efforts pour mener à bien une guerre qui avait pour fin non la conquête, mais la paix véritable.

L'intervention active de la Dotation dans la guerre revêtit alors deux formes. Elle se préoccupa, en premier lieu, d'aider ceux qui auraient un jour à négocier la paix par la publication d'ouvrages appropriés sur les problèmes qui s'imposeraient alors à leur examen, et, en outre, elle offrit au Gouvernement

des Etats-Unis de mettre à son service, pour l'action internationale si vaste et si complexe dans laquelle il était engagé, le personnel et les installations dont elle pouvait disposer. Cette offre fut acceptée par le secrétaire d'Etat Lansing, le 26 avril 1917. Il en résulta pour la Dotation un fort supplément de dépenses. Le personnel du Secrétariat et celui de la Division du Droit international s'employèrent activement à réunir et à expédier en France tous les matériaux propres à préparer le travail des représentants des Etats-Unis à la Conférence de la Paix. Le choix de M. James Brown Scott comme conseiller technique de la délégation américaine à la Conférence de Paris fut la consécration naturelle de cette patriotique collaboration.

La Division du Droit international

Les quelques pages que l'on vient de lire peuvent nous dispenser d'insister longuement sur le but et les méthodes de travail de la Division que dirige le professeur James Brown Scott. Sachant bien que, dans ce domaine, rien ne peut se faire sans la coopération et l'assentiment des juristes de tous les pays, celui-ci tint, dès l'origine, à mettre la section qu'il présidait sous le patronage de l'*Institut de Droit international*, qui, depuis de longues années, avait attiré à lui les spécialistes les plus autorisés en la matière. Dans sa session de Christiania, en août 1912, l'Institut accepta la mission qui lui était offerte et nomma onze de ses membres les plus considérables pour constituer le Comité chargé d'aider de ses doctes avis M. James Brown Scott et ses collègues américains.

Depuis qu'elle a été créée, la Division de Droit international s'est attachée principalement à mettre à la portée des travailleurs, sous forme de brochures et de volumes d'un format quelquefois fort imposant, tous les matériaux — traités, conventions, jugements arbitraux, instruments diplomatiques et textes juridiques de tout ordre — qui étaient jusqu'alors dispersés dans des archives ou des collections souvent à peu près inabordables. Par la compilation et le classement méthodique de ces textes, par la réédition des classiques du Droit international et de ses commentateurs les plus érudits, cette

Division a rendu à la science juridique des services qui, pour n'être pas appréciés du vulgaire, n'en sont pas moins considérables.

Le nombre des brochures éditées par elle est d'environ cinquante, et celui des volumes dépasse quelque peu ce chiffre. Parmi ces derniers, il faut citer en premier lieu la réimpression en plusieurs langues des Conventions de La Haye, de 1899 et 1907, le recueil des décisions des Tribunaux d'arbitrage et la publication de tous les travaux qui ont eu pour point de départ les conférences de La Haye. Sous des titres divers : *La Déclaration de Londres*, *l'Etablissement d'une Cour de Justice internationale, Conventions pour l'avancement de la Paix, Documents diplomatiques relatifs à la déclaration de la Guerre européenne*, etc., c'est toute une bibliothèque qui se constitue et, chaque jour, s'enrichit par l'apparition de volumes nouveaux.

En outre, la Division poursuit la publication, sous un format et avec une disposition typographique qui est la même pour tous les volumes de la série, de bibliothèques spéciales qui comprennent notamment : 1° Les *Classiques du Droit international* (Ayala, Textor, Vattel, Victoria, etc.) dont les éditions authentiques sont aujourd'hui pratiquement introuvables ; 2° La *Bibliothèque internationale de Droit des Gens*, destinée surtout à offrir une version en français, c'est-à-dire dans la langue diplomatique acceptée de tous, des traités et des conventions publiés à l'origine dans les idiomes des pays contractants ; 3° Le recueil de toutes les sentences arbitrales connues, dont la publication, dirigée depuis 1912 par le Professeur John Bassett Moore, formera, lorsqu'elle sera achevée, une série d'environ vingt-cinq volumes ; 4° Le recueil des décisions de la Cour Suprême des Etats-Unis, appelée à trancher les différends entre les divers Etats de la Confédération. Un volume est consacré à un essai de M. J. Brown Scoot sur la jurisprudence et la procédure de la Cour Suprême en ces matières, et un autre étudie la constitution des Etats-Unis considérés comme exemple d'une organisation internationale fédérative ; 5° Une série d'ouvrages sur les relations des Républiques de l'Amérique latine, les traités

d'arbitrage qui les lient, la doctrine de Monroë et l'histoire diplomatique de l'émancipation des nations sud-américaines.

La Division du Droit international ne se borne pas à faire œuvre personnelle d'érudition et de vulgarisation juridique. Elle encourage et subventionne les travaux des autres institutions qui, dans le monde, ont pour objet le progrès du Droit des gens: l'*Institut de Droit international*, la *Société de Législation comparée*, la *Société américaine pour le règlement juridique des conflits internationaux*, la *Société Grotius*, de Londres, etc. Elle s'est particulièrement intéressée au développement de l'*Institut Américain de Droit international*, qui s'est créé, sur son initiative, par la réunion des représentants d'un certain nombre de Sociétés fondées dans les divers pays des deux Amériques. Ce Conseil central de juristes délégués par les Sociétés nationales édite des publications et tient des Congrès pour lesquels il reçoit l'aide financière de la Dotation Carnegie.

La Division que dirige M. James Brown Scott soutient enfin, par des subventions annuellement renouvelables, les revues qui se publient dans l'Amérique du Sud, en Europe et au Japon sur le Droit international et qui ne s'adressent qu'à un nombre d'érudits forcément très restreint. On lui doit la création, en France, de la *Bibliothèque internationale de Droit des Gens*, que dirige M. A. de Lapradelle, et, de l'autre côté de l'Atlantique, de la Bibliothèque de l'*Institut Américain de Droit international*, dont M. Al. Alvarez est le Secrétaire général. Dans un même esprit d'entr'aide scientifique, par des souscriptions judicieusement accordées, elle permet à des auteurs dont elle a pu apprécier le mérite, plus grand parfois que la notoriété, de trouver l'éditeur qu'ils avaient vainement cherché jusque-là. Ces interventions, toujours opportunes et discrètes, revêtent les formes les plus diverses, si bien qu'il est permis de dire que les progrès si considérables réalisés dans ces dernières années par l'étude du Droit international sont, pour une part, l'œuvre de cette Division de la Dotation Carnegie.

Mais la grande entreprise à laquelle M. James Brown Scott, depuis le rétablissement de la paix, travaille avec le plus d'ar-

deur et de foi, c'est la création, à La Haye, d'une *Académie de Droit international.* En 1914, le projet était prêt et la réalisation allait suivre, lorsque la déclaration de guerre vint tout arrêter. Heureusement, en juin et juillet 1920, à La Haye même, une Commission de juristes éminents, désignés par le Conseil de la Société des Nations, s'est réunie et a élaboré la constitution de la *Cour de Justice internationale* qui doit être l'organisme essentiel de la Société des Nations. M. Elihu Root, assisté comme conseiller technique de M. J. Brown Scott, faisait partie de cette Commission, et le Directeur de la Division du Droit international a profité de sa présence dans la ville du Palais de la Paix pour reprendre, sur des bases plus larges encore, le plan qu'il avait ébauché dès 1911.

Au cours de l'été de 1922, à La Haye, si aucun obstacle ne surgit d'ici-là, des professeurs, des spécialistes célèbres dans la science du Droit des gens feront, pour la première fois, profiter de leurs leçons des auditeurs et des étudiants venus de toutes les parties du monde, tandis qu'à côté d'eux, dans ce même Palais de la Paix, enfin désensorcelé, quinze juges, constituant le plus haut tribunal de l'univers, évoqueront à leur barre les différends de cinquante nations et créeront la jurisprudence que l'*Académie de Droit international,* instituée par la Dotation Carnegie, aura pour mission de recueillir et d'enseigner.

*
* *

La Division de l'Economie politique et de l'Histoire

C'est au mois d'août 1911 que ce grand service de la Dotation Carnegie s'est fait connaître du public par la conférence qu'il a tenue à Berne, au cœur même de l'Europe. Les professeurs de l'Ancien Monde les plus réputés dans le domaine de l'économie et des sciences sociales, s'y rendirent et se constituèrent en un *Comité de Recherches* de dix-huit membres, qui eut désormais la charge d'orienter et de diriger, sous la présidence du D[r] John Bates Clark, professeur à l'Université Columbia, les travaux de la Division. Citer les noms des

professeurs Eugène Borel, Lujo Brentano, Charles Gide, Henri La Fontaine, Luigi Luzzatti, G. Ogawa, George Paish, Pantaleoni, von Philippovich, H. Westergaard, etc. — et l'énumération n'est pas complète — c'est dire l'autorité considérable des collaborateurs qui, dès la première heure, répondirent à l'appel de la Dotation. Les membres de la Conférence de Berne se répartirent en trois commissions et assignèrent comme but à leur activité « de provoquer une investigation et une étude « approfondie et vraiment scientifique des causes des guerres, « ainsi que des moyens pratiques de les prévenir et de les « empêcher ».

C'est à Berne également que fut déterminée la méthode de travail dont la Division ne s'est pas départie depuis l'origine. Elle était essentiellement une section d'étude et les hommes qui composaient son Comité de direction étaient, avant tout, des savants étrangers aux préoccupations de la politique réaliste. Il fut donc décidé que chaque membre du Comité aurait pour tâche de recruter dans son propre pays des collaborateurs s'engageant à traiter, dans des conditions déterminées, un des sujets du vaste programme d'ensemble arrêté par la Conférence. On devait ainsi obtenir, en mettant à contribution des travailleurs de spécialité et de nationalité diverses, une collection d'environ 200 monographies embrassant, grâce à une répartition méthodique, tous les aspects principaux du problème de la guerre, envisagé dans ses causes et dans ses conséquences historiques, économiques et sociales.

Ce plan était en pleine exécution lorsque survint le cataclysme de 1914. Quatre-vingts contrats d'auteur avaient été signés et sept volumes étaient en vente à la fin de 1916 ; à la même époque, seize manuscrits étaient achevés et six ouvrages, déjà imprimés ou en cours d'impression, avaient été gardés en magasin, leur publication ne paraissant pas opportune ; quarante-deux écrivains, enfin, avaient dû interrompre leurs travaux, que la guerre rendait impossibles, inutiles, ou dont elle infirmait d'avance les conclusions. C'est ainsi qu'il avait fallu tenir en réserve, en vue de les soumettre plus tard à une révision complète, un ensemble d'études sur la situation militaire et les armements des principales puissances, dont la

publication, au milieu de 1914, était imminente, ainsi qu'une série de quatorze monographies consacrées à l'histoire du mouvement socialiste dans un certain nombre de pays. On peut mesurer par ces exemples la perturbation que la guerre est venue apporter dans la réalisation du plan primitivement conçu.

Depuis le retour de la paix, la Division de l'Economie politique et de l'Histoire, — tout en reprenant de ses anciens travaux ce qui pouvait, avec les retouches nécessaires, en être conservé, — a mis en chantier une œuvre considérable dont l'idée lui a été en quelque sorte imposée par la guerre elle-même et par les bouleversements profonds qu'elle a suscités dans le monde. Il s'agit d'une *Histoire économique de la Guerre*, qui se présentera, lorsqu'elle sera achevée, sous la forme d'une bibliothèque de plusieurs centaines de volumes, sensiblement du même type et de la même importance, dans lesquels seront enregistrées, grâce aux recherches des spécialistes les mieux informés, les répercussions du grand drame sur la vie économique et sociale de chaque nation et sur le mouvement international de la production, de la consommation, des échanges et des transports. Comme pour servir de préface à cette vaste entreprise, la Division, au cours même de la guerre, a publié, sous la direction du Professeur David Kinley, doyen de l'Université d'Illinois, un ensemble d'*Etudes économiques préliminaires sur la guerre,* écrites par les économistes et les publicistes les plus connus des Etats-Unis. Des trente ou trente-cinq volumes de cette collection, la plupart étaient édités à la fin de 1920, et leur succès même a prouvé qu'en dépit du caractère tout provisoire de leur contenu, ils répondaient à un réel besoin.

Pour en revenir à l'histoire économique de la guerre, des Comités nationaux sont chargés de recruter les collaborateurs et de leur distribuer la besogne suivant les modalités du plan d'ensemble. Pour la France, le Comité, qui a son siège au Bureau du Centre Européen, 24, rue Pierre Curie (v^e^), est ainsi composé : MM. Charles Gide, professeur au Collège de France, président, Arthur Fontaine, ancien directeur au Minis-

tère du Travail, Henri Hauser, professeur à la Sorbonne, et Charles Rist, professeur à la Faculté de Droit de Paris. La direction générale de l'entreprise est exercée, aux Etats-Unis, par M. John Bates Clark, et, en Europe, par le professeur James Shotwell, qui se rend de capitale en capitale pour en coordonner les efforts et pour en assurer à la fois le synchronisme et l'identité d'inspiration. Sous son active et intelligente impulsion, c'est une véritable encyclopédie économique et sociale de la guerre qui s'élabore, et dont l'achèvement, prévu pour 1924 ou 1925, sera grandement à l'honneur de la Dotation Carnegie.

La Division des Relations internationales et de l'Education

La Division de la Dotation Carnegie à laquelle seront consacrées les dernières pages de cet exposé[1] se distingue nettement, par son caractère et ses modes d'activité, des deux précédentes. Celles-ci, comme le Dr Nicholas Murray Butler le constatait en s'adressant, le 7 décembre 1920, aux *trustees* de la Dotation[2], ont essentiellement la science pour objet ; elles se proposent d'éclairer une élite qui, une fois familiarisée avec l'histoire, l'économie politique et le droit international, devra faire servir à la solution des grands problèmes politiques du moment l'acquisition de ces connaissances. La Division qui nous occupe, au contraire, s'adresse à l'opinion publique ; elle va au devant de ces foules anonymes que tant de passions aveuglent encore, pour les pénétrer de cet « esprit international » sans lequel il ne saurait y avoir de paix durable. Apaiser les excitations de certains partis ou d'une certaine presse, répandre les informations qui assainissent l'atmosphère, fortifier les sentiments qui rapprochent, apprendre aux groupes humains, dressés si souvent les uns contre les autres par des

(1) Nous avons suivi l'ordre voulu par notre plan. En réalité, la Division des Relations et de l'Education se nomme, dans les publications de la Dotation, la première Division ; celle de l'Economie politique est la seconde, et celle du Droit international, la troisième.

(2) Problems confronting the Carnegie Endowment for international Peace, p. 11 et 12. New-York, déc. 1920.

différences de langue, de religion, de race, de mœurs, de gouvernement, qu'il leur suffirait presque toujours de se mieux connaître pour se comprendre et de se comprendre pour s'aimer ou tout au moins se supporter, voilà la tâche dévolue à la Division des Relations internationales et de l'Education.

Les moyens qu'elle emploie sont aussi variés que la vie même des peuples, à laquelle elle entend se mêler par une action qui doit se modifier incessamment pour se plier aux circonstances. A vrai dire, elle n'en écarte aucun *a priori*, se contentant d'abandonner ceux qui, après usage, se sont révélés caducs ou inefficaces. Avant tout, elle cherche à multiplier entre les hommes ces relations personnelles, ces contacts directs sans lesquels il n'y a pas de compréhension véritable. Elle envoie ses missionnaires dans les pays où des haines survivent, soit qu'elles proviennent de la guerre, soit qu'elles y préparent. Le voyage du Dr Charles W. Eliot, président honoraire de l'Université Harvard, au Japon et en Chine, en 1912 ; l'enquête dans les Balkans, confiée, en 1913, à une Commission internationale formée par les soins du Centre Européen de la Dotation ; la mission accomplie, la même année, par M. Robert Bacon dans les Républiques de l'Amérique du Sud ; celle que M. Justin Godart, membre du Parlement français, vient de mener à bien en Albanie, sont des exemples de cette méthode qui, pour réconcilier et pour pacifier, a recours à l'information directe employée *in loving spirit*.

Dans le même ordre d'idées, lorsque de graves malentendus risquent de mettre aux prises deux grands peuples, elle a volontiers recours aux maîtres de la jeunesse pour en faire les messagers d'un ordre de choses meilleur. C'est ainsi qu'elle envoie, en 1912, le professeur Hamilton Wright Mabie au Japon, et qu'elle appelle aux Etats-Unis, en 1911 et 1913, les professeurs japonais Inazo Nitobe et Shosuke Sato. Les grands universitaires qui sont à la tête de la Dotation Carnegie n'ignorent pas, en effet, que l'avenir repose sur les générations qui grandissent et que rien de durable ne peut être fait sans une formation préalable de ceux qui, en tout pays, seront les citoyens de demain. Echanges de professeurs et d'étudiants entre les deux Amériques, entre l'Orient et l'Occident, entre

l'Ancien et le Nouveau-Monde, visites scolaires internationales, tournées de conférences à l'étranger, encouragements aux Congrès d'éducation, envois de délégués dans les réunions solennelles des Académies et des Instituts, honneurs rendus aux étrangers illustres que leur notoriété et leurs services élèvent au rang de citoyens de l'humanité, voilà quelques-uns des moyens par lesquels la Division des Relations internationales favorise cette interpénétration des races et des peuples qui est un des articles fondamentaux de son programme.

Mais elle n'ignore pas la puissance du journal et du livre. Un ouvrage paraît-il qu'elle juge propre à servir efficacement ses desseins, elle en favorise aussitôt la diffusion en l'envoyant aux Universités et aux principales bibliothèques du monde entier. Pour ne citer qu'un exemple, le succès de *La Grande Illusion*, de Norman Angell, traduit avec son concours en plus de dix langues, est pour une bonne part son œuvre. Elle multiplie les tracts et les brochures utiles ; elle enrichit ou elle crée les bibliothèques capables, dans chaque pays, d'agir heureusement sur l'esprit public ; elle soutient les périodiques qui défendent les idées auxquelles elle est attachée ; elle fonde même, à l'occasion, la revue qui comblera une lacune : c'est ainsi qu'elle fait paraître alternativement en espagnol et en anglais *Inter-America*, bulletin destiné à faciliter les relations amicales et de conciliation entre les Républiques américaines de langues différentes.

Mais on aurait tort de s'imaginer que la Division dirigée par M. le Président N. Murray Butler accueille sans discernement toutes les initiatives et qu'elle s'offre à être la providence de tous les auteurs, de tous les éditeurs, de toutes les sociétés, de toutes les entreprises dans l'embarras. Outre que ses ressources sont limitées, elle sait que la multiplicité et la dispersion des efforts est le plus fâcheux obstacle à leur efficacité. Il existe dans le monde un grand nombre d'œuvres, excellentes en elles-mêmes, qui ont la paix internationale pour objet. Elles doivent trouver, dans le milieu où elles sont nées, auprès du public auquel elles s'adressent le plus immédiatement, l'appui normal qui leur permettra de vivre. De plus en plus, la Division des Relations internationales et de l'Education entend exercer

son activité dans les directions de son choix, au profit d'œuvres placées sous son contrôle direct et en accord avec les grandes institutions qu'elle a associées à ses travaux, la Conciliation Internationale américaine et française, l'Institut international d'Education.

La terrible guerre dont les dernières convulsions durent encore, en bouleversant profondément les conditions de la vie internationale, est venue préciser, à ce point de vue, une orientation, qui, dès 1913, trouvait comme une première expression dans certaines résolutions des *trustees*. Des modes de propagande qui avaient jadis leur raison d'être se sont révélés impuissants et périmés ; des vérités, autrefois contestées, s'imposent aujourd'hui ; des conceptions politiques ont sombré, qui, avant la guerre, paraissaient intangibles, en même temps que des devoirs nouveaux surgissaient pour la Dotation. Mieux que tous les commentaires, une revue rapide des actes de la première Division, au cours du dernier exercice, permettra d'apercevoir les directives nouvelles auxquelles elle se propose de rester fidèle.

La guerre a causé des désastres tels qu'il n'y aura pas d'apaisement possible des haines tant que, par un grand effort d'entr'aide internationale, ces désastres n'auront pas été réparés. La Dotation a voulu donner l'exemple. En pleine guerre, par une résolution du 20 avril 1917, confirmée le 16 décembre 1918, les *trustees* décident de consacrer 500.000 dollars au relèvement des ruines dans les régions dévastées de la Belgique, de la France, de la Serbie et de la Russie. Un peu plus tard, ils accordent 50.000 dollars pour le soulagement des misères dans les territoires placés naguère sous le contrôle des Turcs.

Sur les crédits ainsi votés, 100.000 dollars sont attribués à la Belgique, pour la restauration de l'Université de Louvain. En France, 200.000 dollars (soit *trois millions* de francs au cours actuel du change) serviront à doter Reims, la grande martyre, d'une bibliothèque municipale plus belle que celle qui s'est effondrée sous les obus. En Serbie, c'est à la bibliothèque de l'Université de Belgrade, ruinée elle aussi par la guerre, qu'iront les 100.000 dollars accordés par la résolution du 28 février 1920. Pour la Russie enfin, l'*American Central*

Committee for Russian Relief, dont M. Ch. W. Eliot est le président, reçoit, le 5 mai 1920, 50.000 dollars, destinés à venir en aide aux cent mille réfugiés qui meurent de misère dans la banlieue de Constantinople et dans les ports de la Mer Noire.

Cependant, des nuages s'élèvent parfois qui nuisent à la cordialité des rapports entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Pour affirmer la solidarité profonde des deux grandes nations de langue anglaise, les trustees, le 8 novembre 1920, s'inscrivent pour 10.000 livres à la souscription ouverte par lè Chapitre de Westminster pour la réparation de la glorieuse abbaye. Quelques mois plus tôt, ils avaient offert à la cité de Londres une réplique en bronze de la statue de Lincoln, œuvre du sculpteur Saint-Gaudens. L'inauguration, qui eut lieu le 28 juillet 1920, dans l'enceinte même de Westminster, fut l'occasion d'un cordial échange de discours entre M. Elihu Root, président de la Dotation, et M. Lloyd George.

Andrew Carnegie, on le sait, a eu foi dans le livre, comme instrument des victoires de l'idée sur la matière et de la civilisation sur la barbarie. Pour rester fidèle à l'esprit du fondateur, la Division des Relations Internationales et de l'Education distribue des livres avec une générosité exemplaire. Des bibliothèques de 2.000 volumes, choisis parmi ceux qui font honneur à la littérature et à la science américaines, sont offertes le 2 juillet 1920, à l'Université de Londres ; le 25 août, à la *Zentralbibliothek* de Zurich ; le 3 décembre, à l'Association chinoise des sciences politiques et sociales de Pékin ; le 13 décembre, à l'Université de Paris ; le 16 décembre, à la ville de Tokyo, et le 2 janvier 1921, à la Bibliothèque des Etudes Américaines du Palais Salviati, à Rome.

Cette année même, Strasbourg et d'autres villes de l'Europe ont été l'objet de libéralités semblables.

Pour que ce bilan d'une année d'activité ne fût pas trop incomplet, il faudrait en étendre outre mesure les proportions ; il faudrait signaler l'aide apportée par la première Division à des œuvres diverses, à l'Union interparlementaire, aux institutions inter-américaines *(Inter-American Traveling Library, Biblioteca inter-americana, etc.)*, à l'*International Arbitration*

League, de Londres, à l'*American Peace Society*, de New-York, et à son périodique, *the Advocate of Peace.* Il faudrait aussi insister sur les services que rendent à la Division les correspondants spéciaux qu'elle possède en Europe et au Japon, MM. Edoardo Giretti, sir William J. Collins, Christ. L. Lange, Ottfried Nippold et T. Miyaoka, de qui elle reçoit, avec des avis éclairés sur la valeur des initiatives et des personnes qui se proposent à elle, de précieux rapports sur la situation politique internationale. Mais nous nous bornerons, avant d'en arriver au *Centre Européen*, objet de la dernière partie de cet exposé, à dire quelques mots des deux organisations qui apportent à la Division des Relations Internationales et de l'Education une collaboration de tous les instants : l'*Institut d'Education Internationale* et la *Conciliation Internationale.*

L'*Institut d'Education Internationale* (the Institute of international Education), fondé il y a près de trois ans, a ses bureaux : 419 West 117th street, à New-York, à proximité de ceux de la Dotation Carnegie. Sous la direction active et éclairée de M. Stephen P. Duggan et d'un Comité administratif dont M. N. Murray Butler est le président, l'Institut est un centre d'informations et un organe de liaison pour les éducateurs de l'ancien et du nouveau continent. Il reçoit les missions et les professeurs qui viennent aux Etats-Unis s'initier aux méthodes hardies de la pédagogie américaine ; il les introduit dans les établissements d'instruction de la grande République ; il assure le placement judicieux des étudiants de l'un et l'autre sexe, qui, depuis le retour de la paix, traversent l'Atlantique dans les deux sens pour le plus grand bien de leur formation intellectuelle et de la paix internationale ; il procure aux universitaires américains qui consacrent à un voyage d'études en Europe les loisirs de leur année « sabbatique » les moyens matériels et moraux de tirer de ce voyage le meilleur profit ; il aide discrètement les étudiants trop pauvres pour poursuivre leurs études ; il publie, sur les établissements d'instruction de l'Amérique et des principales nations européennes, des livrets de renseignements qui évitent aux intéressés des erreurs parfois irréparables ou, simplement, de longues recherches.

Au nombre des créations les plus utiles de l'Institut d'Education Internationale, il faut placer la multiplication des *Clubs internationaux d'étudiants* (International Relations Clubs) dont l'initiative est due à la Conciliation Internationale Américaine, et que l'Institut a pris depuis 1920 sous son patronage. Ils existent aujourd'hui dans les principaux collèges et dans toutes les Universités des Etats-Unis, et ils offrent aux jeunes gens venus de l'étranger un terrain de rencontre amicale avec leurs camarades de l'Union. Des conférences appropriées, une revue spéciale (*the Journal of international Relations*), la série complète des brochures de la Conciliation Américaine et toute une littérature documentaire, éditée par les soins de l'Institut, permettent à ces jeunes gens de se familiariser avec les questions internationales. Trente-quatre clubs, fondés au cours de l'année 1920, et la Conférence *inter-clubs*, tenue à Washington en décembre de la même année, attestent les progrès d'une institution que trop de pays européens et tout particulièrement la France peuvent envier à la libre Amérique.

Cette bienfaisante activité exige des ressources. La première Division de la Dotation Carnegie, associée à toutes les initiatives de l'Institut, contribue, pour une part qui s'accroît chaque année, à des dépenses dont elle vérifie journellement l'opportunité: le 6 janvier 1920, une somme de 12.500 dollars a été mise par les trustees à la disposition de M. Stephen P. Duggan et de ses collaborateurs pour leur permettre de venir en aide aux professeurs qui se rendent dans les pays étrangers et de rétribuer les conférences qui leur sont demandées par les Universités de ces pays.

Nous venons de parler de la Conciliation Américaine (*American Association for International Conciliation*) et nous avons pu saisir sur le vif l'originalité de son rôle à propos des *Clubs Internationaux d'Etudiants*. Filiale de la Conciliation Française, fondée à Paris en 1905 par M. d'Estournelles de Constant et dont il sera question plus loin, la *Conciliation Américaine*, comme la société mère à laquelle elle reste unie par les liens les plus intimes et les plus cordiaux, se propose de suggérer plutôt que de réaliser, de signaler les lacunes plutôt que de les combler et de servir la

paix internationale par le rayonnement continu, mais discret, d'une influence qui agit sur les volontés plus directement encore que sur les faits. A ce titre, elle intervient sans cesse comme conseillère des dirigeants de la première Division qui lui doivent quelques-unes de leurs meilleures initiatives. Mais elle n'en a pas moins, dans un domaine qui lui est propre, son œuvre bien à elle. Elle publie chaque mois une brochure de documentation ou de propagande dont le fascicule de juin 1921 porte le n° 151. Quelques titres, pris au hasard dans la série de l'année dernière, donneront une idée du contenu de ces études : *Le traité de paix entre l'Entente et l'Allemagne* (septembre 1919) ; *Les Conventions de la Conférence Internationale du Travail* (janvier 1920) ; *Quelques aspects du mouvement bolcheviste en Russie* (mars et avril) ; *Le message du Président Wilson et le mandat américain* (juin 1920), etc. Distribuées gratuitement jusqu'en avril 1917, et pour un prix minime depuis cette époque, ces brochures ont eu, en 1920, un tirage moyen de trente mille exemplaires. Leur collection, de plus en plus appréciée, constitue un outil de premier ordre pour tous ceux que préoccupent les problèmes internationaux.

Un dernier renseignement, d'ordre positif, achèvera d'établir l'importance du rôle joué par la première Division dans l'activité d'ensemble de la Dotation Carnegie. Nous l'empruntons, comme ceux qui précèdent, au très intéressant rapport du Directeur de la Division pour l'année 1920[1]. Dans leur séance du 18 Avril 1919, les trustees attribuaient à la Division, pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1er juillet 1920 - 30 juin 1921, la somme de. . $ 206.720,00

A ce crédit, s'ajoutaient, pour les secours aux pays dévastés et les autres dépenses extraordinaires à prélever sur les fonds disponibles et les réserves des années précédentes. . . . . $ 349.977,87

Soit au total. . . . . $ 556.697,87

Sur cette somme, les dépenses prévues s'élevaient à. . . . . $ 544.347,87

laissant un excédent disponible de. . . . . . . $ 12.350,00

(1) *Carnegie Endowment for Intern. Peace. — Annual Report of the Director of the Division of Intercourse and Education.* New-York, March. 16, 1921.

Le Centre Européen de la Division des Relations internationales et de l'Education

C'est au lendemain même de la création de la Dotation Carnegie que l'idée s'est imposée à ses dirigeants de fonder, dans une des capitales de cette Europe occidentale où bat le cœur de l'univers civilisé, un organe de transmission et d'information par lequel les initiatives de New-York et de Washington s'associeraient à celles de l'Ancien Monde. Le 3 juin 1911, le Président de la Première Division, le Dr Nicholas Murray Butler, proposait au Comité exécutif de la Dotation « l'institution en Europe d'un Secrétariat et d'un Bureau de la « Division des Relations internationales et de l'Education, de « façon à assurer, par son intermédiaire, les rapports de la « Dotation avec les sociétés et les organisations européennes ». Les 1er et 2 août 1911, M. N. Murray Butler se trouvait à Paris et, d'accord avec son ami M. d'Estournelles de Constant, président de la *Conciliation Internationale*, dont l'activité, depuis de longues années, s'était employée inlassablement à l'affermissement des bonnes relations franco-américaines, il décidait d'établir à Paris même, foyer traditionnel de l'émotion et des propagandes généreuses, le Centre Européen dont, précédemment, les trustees avaient admis en principe la création. Le 26 octobre 1911, le Comité exécutif ratifiait les propositions du Président de la Première Division, et, trois mois plus tard, votait le crédit de 77.550 francs, jugé nécessaire au fonctionnement administratif de l'organisme nouveau.

A cette succursale européenne, il fallait assigner sa place et son rôle dans l'œuvre d'ensemble de la Dotation. C'est ce programme d'action que le procès-verbal de la réunion de Paris, daté du 2 août 1911, s'était attaché à préciser en ces termes :

« Le Bureau ferait fonction de conseil et d'office de renseignements. Il aurait pour tâche d'échanger avec celui de « New-York et avec ses correspondants d'Europe et d'Extrême-« Orient son avis sur les institutions à recommander, sur les

« collaborateurs à appeler et à soutenir, sur les œuvres à entre-
« prendre ou à encourager... ; il étudierait les moyens les
« plus pratiques et les plus sérieux de rapprocher d'un pays
« à l'autre les meilleurs hommes et les meilleures idées,
« dans l'intérêt national bien compris de chaque pays et
« sans cesser de se placer au point de vue patriotique ; il
« contribuerait à arrêter le choix des conférenciers les plus
« capables, à organiser les visites internationales les plus
« désintéressées et les plus propres à développer à la fois
« l'éducation, l'estime et l'amitié internationales ; il centrali-
« serait les correspondances échangées par la Dotation
« Carnegie avec les diverses institutions, associations et publi-
« cations concernant l'organisation de la paix en Europe et
« dans les pays d'outre-mer autres que l'Amérique ; il exami-
« nerait les ouvrages, livres, discours, articles et autres publi-
« cations méritant d'être traduits en plusieurs langues et
« répandus dans divers pays ; il serait chargé d'assurer les
« traductions authentiques des documents étrangers en fran-
« çais, en allemand, en anglais, en espagnol, en japonais, en
« chinois, en italien, en russe, etc., etc. »

Conçu à priori, ce programme était vaste. Pour en mener à bien la réalisation, il fallait mettre le Centre européen à même de recueillir, sur les hommes et sur les œuvres, des avis éclairés, par un élargissement parallèle de ses moyens d'information et de son influence au dehors. C'est dans cette intention que fut créé, dès l'origine, le *Conseil Consultatif* (Advisory Council), composé, suivant la définition qu'en avait donnée à Paris M. N. Murray Butler, « d'hommes d'Etat hautement « qualifiés et de publicistes ou de maîtres éminents dont l'atta- « chement à la cause de la Paix et de l'arbitrage ne fît doute « pour personne ». Trente-neuf membres, représentant dix-neuf nations, soit seize européennes et trois asiatiques, se virent appelés à former ce Conseil, dont on trouvera la composition aux annexes du présent travail, et la réunion de tant de notoriétés vint apporter au Centre et à la Dotation elle-même un surcroît incontestable de considération et d'autorité.

Enfin, comme on ne pouvait demander à ces personnalités, considérables et par ailleurs fort occupées, de participer d'une

façon constante à l'activité du Bureau, il fut décidé que celui-ci s'assurerait la collaboration d'un certain nombre de *Correspondants*, appartenant à des nationalités variées et capables, suivant les nécessités du moment, de recueillir pour lui des renseignements, de rechercher des documents, d'entreprendre des enquêtes. Une liste de dix-neuf correspondants, établis dans douze pays différents, put bientôt être soumise à l'agrément du Directeur de la Première Division et des trustees de la Dotation.

Quant au personnel proprement dit, placé sous la haute autorité de M. d'Estournelles de Constant, dont la présidence désintéressée ne comporte, avant et pendant la guerre, aucune rémunération, sa composition fut arrêtée ainsi qu'il suit :

Un *secrétaire général*, qui a reçu, en 1919, le titre de Directeur-adjoint.
Un *secrétaire adjoint ;*
Un « *auditor* » ou *vérificateur des comptes ;*
Une *secrétaire chargée, en outre, de la comptabilité* (aujourd'hui secrétaire générale) ;
Une *secrétaire archiviste ;*
Un *garçon de bureau.*

Sur le siège du Centre européen, sur l'installation de ses services, sur le cadre qui l'entoure et qui lui donne sa physionomie, on nous permettra de recourir, pour plus d'impartialité, à un témoignage du dehors. Quelques jours avant l'inauguration de notre local, un rédacteur du *Temps* s'y présentait, était reçu par le personnel et, dans le numéro du 23 janvier 1912, publiait un article dont ces quelques extraits peuvent trouver place ici :

« La paix internationale !... Rue Pierre Curie, 24, au cinquième étage d'un immeuble tout neuf, la Dotation Carnegie pour la Paix internationale a établi son Bureau européen. Ne vous imaginez pas, après avoir lu le nom du prestigieux milliardaire, que vous allez pénétrer dans la succursale de quelque fastueux palais de la cinquième Avenue new-yorkaise. L'ameublement, encore que confortable, est des plus simples et les pièces du logis sont de dimensions modestes. Mais la

lumière qui entre à flots par les larges baies vitrées jette comme un air de fête sur l'agrément du décor : chaises et bureaux en chêne verni, papiers et tentures d'une blancheur à peine amortie, tout indique que l'on s'apprête à faire ici, dans la clarté, une œuvre bien moderne.

« Vous le voyez, nous dit le Secrétaire général du Centre européen, nous nous installons à peine, et nous ne faisons en cela que suivre l'exemple de notre entourage. En face de nous, voici le campanile de l'Institut Océanographique, don magnifique du Prince Albert de Monaco à une science née d'hier. Sur la gauche, au milieu d'un vaste chantier qui sera demain, nous l'espérons, un calme et agréable jardin, s'élèvent les fondations du laboratoire où Mme Curie fera jaillir le radium de quelque obscur creuset. Loin de nous, certes, la pensée présomptueuse de nous comparer à ces glorieux voisins ! Pourtant, notre œuvre aura sa beauté, elle aussi : extraire des abîmes de la conscience humaine ces trop rares joyaux qui s'appellent le sentiment du juste, le respect des droits d'autrui, c'est compléter le travail du savant en lui préparant, dans l'humanité pacifiée, des intelligences dignes de le comprendre. Et c'est pourquoi le rude et bienfaisant amasseur de richesses qui a fait à l'œuvre de la paix le présent royal d'une cinquantaine de ses millions a choisi, pour en contrôler l'emploi, des hommes politiques et des diplomates, oui, sans doute, mais aussi et surtout des professeurs, des savants, des dignitaires éminents des universités américaines. Pour ne citer qu'un nom, c'est le président de la célèbre Université Columbia, le docteur N. Murray Butler, qui a pris en mains la direction du département dont dépend notre Bureau, — celui de l'Education et des Relations Internationales, — et il y apporte, nous sommes bien placés pour en témoigner, ce merveilleux assemblage d'idéalisme généreux et d'esprit pratique que l'on ne se lasse pas d'admirer chez les Américains d'élite. Vraiment, en nous installant ici, à deux pas de l'Institut Océanographique, non loin de l'Ecole Normale Supérieure et de la vieille Sorbonne, nous avons le sentiment d'avoir donné à l'œuvre qui nous a été confiée, si modeste qu'elle soit encore, le cadre qui lui convenait.

« — Et maintenant, me direz-vous, qu'allez-vous faire ? — Oh ! n'ayez crainte, c'est le travail qui manque le moins. Le mouvement d'idées en faveur de la paix internationale a pris, dans ces dernières années, une importance considérable. C'est par dizaines que l'on compte les revues et par centaines les sociétés qui ont mis dans leur programme la paix par le droit. Notre rôle sera d'être le trait d'union entre ces œuvres si diverses, et nous comptons bien y réussir, avec la collaboration de notre Conseil consultatif, composé des hommes les plus éclairés de la France et de l'étranger, parmi ceux qui ont affirmé avec le plus d'éclat leur sympathie pour l'œuvre du rapprochement entre les peuples. Ces personnages dont la voix a su exprimer aux heures décisives les aspirations de la conscience universelle, le *Temps* les a déjà nommés dans son numéro du 31 décembre 1911 : ils s'appellent lord Morley, lord Courtney, lord Weardale, lord Avebury, pour la Grande Bretagne ; le professeur Henri Lammasch, pour l'Autriche ; Ernest Solvay et Beernaert, pour la Belgique ; S. Moret, pour l'Espagne ; Léon Bourgeois, d'Estournelles de Constant, Frédéric Passy, Charles Richet, pour la France, etc. ... Conduits par de pareils guides, le Bureau ne se bornera pas à favoriser le travail d'autrui ; il agira pour son compte. Organisation, entre pays différents ou même divisés, de conférences et de visites d'hommes en situation d'aider au maintien ou au rétablissement des relations amicales ; publication, traduction et diffusion des écrits les plus propres à servir la cause de la paix ; encouragements à l'échange, si bien accueilli aujourd'hui, des étudiants et des maîtres du haut enseignement : telles sont, entre beaucoup d'autres, les directions dans lesquelles s'exercera l'activité de la Dotation Carnegie et du Bureau qui la représentera de ce côté de l'Atlantique... »

L'inauguration du Centre européen et la Conciliation. Le personnel. — La mise en marche.

Le 23 mars 1912, le Centre Européen, dont l'installation et l'organisation s'étaient poursuivies pendant les derniers mois de 1911 et le premier trimestre de 1912, était inauguré sous la présidence de M. d'Estournelles de Constant, en présence de M. Robert Bacon, ambassadeur des Etats-Unis en France, et d'une assistance choisie qui comprenait les membres du Conseil consultatif, les correspondants, les collaborateurs et les amis de la Dotation présents à Paris.

Au premier rang de ceux-ci, — il faut le dire ici parce que toutes les réunions ouvertes du Centre européen bénéficieront désormais de leur présence et de leurs conseils, — se trouvaient les hommes et les femmes d'élite qui, depuis longtemps, aidaient M. d'Estournelles de Constant dans son œuvre de la *Conciliation Internationale*. Désormais, ils se sentiront chez eux rue Pierre Curie, et ils y seront reçus avec joie, parce qu'en réalité, la Dotation Carnegie est un peu une création de leur persévérance et de leur foi. Ils n'étaient que quelques-uns en 1901 et en 1905, groupés autour du fondateur, pour préparer avec lui, en sauvegardant les résultats encore précaires de la première Conférence de La Haye, la réunion, espérée dès cette époque, de la seconde Conférence.

Puis leur nombre avait grandi, en France d'abord, en Amérique ensuite, où de fidèles amitiés, nées des luttes communes menées à La Haye en 1907, assuraient à l'œuvre de la Conciliation de précieux appuis, et enfin, jusque dans les pays de l'Europe demeurés le plus longtemps fermés aux idées nouvelles. Une même conception réunissait tous ces esprits, par ailleurs si divers d'origine et de culture : c'est qu'une organisation internationale bien comprise et sagement menée, en garantissant à chaque nation une existence libre et heureuse dans la Justice et dans la Paix, répond aux exigences du patriotisme le plus ombrageux ; elle est un besoin, un

complément de plus en plus nécessaire de toute bonne organisation nationale et correspond au progrès incessant des communications. La Conciliation internationale n'a été créée que pour le service des intérêts nationaux bien compris, d'où son monogramme : INCI (Intérêts Nationaux - Conciliation Internationale).

Les événements les plus formidables sont impuissants à faire une erreur d'une vérité. Aujourd'hui comme à ses débuts, malgré la guerre et ses bouleversements, la *Conciliation française* est demeurée immuablement attachée à sa mission première. Elle n'a rien changé non plus à ses moyens de propagande, dont nous avons cherché plus haut à définir le caractère d'effacement volontaire et d'absolu désintéressement. Elle organise comme autrefois, et avant tout, des relations personnelles entre ses membres, des visites de pays à pays, des correspondances, des occasions de rencontre et de travail en commun. Chaque année, elle tient son assemblée générale à Paris, d'abord 131, rue de la Tour, puis 78 bis, Avenue Henri-Martin, enfin 34 ter, rue Molitor, où elle possède un foyer bien plutôt qu'un siège social. Comme sa vigoureuse filiale américaine, enfin, elle se rappelle périodiquement au souvenir de ses adhérents dispersés à l'aide d'un *Bulletin* dont 69 fascicules ont paru de 1906 à 1921 [1]. Malgré la diversité des sujets traités, une même pensée directrice en inspire toutes les pages, et c'est celle qui, sur la couverture bleue de chacun d'eux, figure au centre d'une vignette symbolique : *Pro Patria per orbis Concordiam*, ou, en d'autres termes, « développer la prospérité nationale par l'amélioration des relations internationales ». Pour tout dire d'un mot, la *Conciliation Internationale* est moins une association qu'une amitié.

Soutenu par tant de sympathies agissantes, le Centre européen, à la date du 23 mars 1912, a déjà entrepris une

---

(1) Le dépôt des publications de la *Conciliation Internationale* est à La Flèche (Sarthe), 12, rue Fontevrault, sous la direction de M. Victor Lepêcheux. Il comprend, outre le *Bulletin*, dix études consacrées aux grands intérêts nationaux et une trentaine de brochures qui relatent les principales manifestations du *Groupe interparlementaire de l'Arbitrage*, dont M. d'Estournelles de Constant est, depuis l'origine, le président, et qui, depuis la guerre, a pris le titre de *Groupe interparlementaire français pour la Société des Nations*. M. Victor Lepêcheux est spécialement chargé, depuis l'origine, du service des impressions et distributions ; il n'a pas cessé de prêter, à ce titre, un concours précieux au Bureau Européen.

partie de la tâche pour laquelle il a été créé. Des crédits, s'élevant à 52.925 dollars et représentant un peu plus de la moitié des fonds affectés à la Division des Relations internationales, lui ont été attribués pour l'exercice qui prendra fin au 30 juin 1912. Sur cette somme, 9.000 dollars sont destinés aux dépenses du Bureau proprement dit; 2.500 dollars représentent le total des indemnités allouées aux Correspondants ; 18.000 dollars doivent servir à soutenir la propagande sous ses formes diverses; 7.500 dollars sont réservés à l'*Office Central des Associations internationales*, de Bruxelles; 12.000 dollars, aux Sociétés dont l'organisme fédératif est le *Bureau de la Paix de Berne*, et 3.925 dollars, aux périodiques européens qui ont pour objet la propagande pacifique.

Le personnel prévu a été engagé et, par une active correspondance, se tient en liaison étroite avec l'Office de la Première Division, à New-York, dont le dévoué secrétaire, M. Henry S. Haskell, échange avec ses collègues de Paris la documentation (livres, revues, journaux, nouvelles, etc.) nécessaire à l'essor parallèle du travail commun. M. J. Prudhommeaux, agrégé des lettres, docteur ès-lettres, remplit les fonctions de secrétaire général ; M. J.-L. Puech, docteur en droit, obligé, par suite des épreuves de la guerre, de se retirer pour cause de santé, celles de secrétaire-adjoint, primitivement chargé de la comptabilité; Mlle Peylade assure l'expédition des correspondances et la réception des visiteurs. L'équipe est complétée par des expéditionnaires, des traducteurs éventuels et par un garçon de bureau, M. Albert Hamme, dont le souvenir, à cette place, ne saurait être évoqué sans mélancolie, car il est tombé, victime de la guerre, après trois années d'excellents services.[1]

Quelques mois plus tard, une fondation nouvelle, autonome en principe, mais dont l'existence n'a pas cessé d'être intimement unie à celle du Centre européen, auquel elle est aujourd'hui rattachée, rendait indispensable l'engagement d'une bibliothécaire-archiviste. Il s'agit de la *Bibliothèque Frédéric Passy*, constituée, à la mort du maître, par un

(1) Depuis que cette brochure a été écrite, le Centre Européen a pu s'assurer la précieuse collaboration, avec le titre de vice-président, de M. Justin Godart, député du Rhône, ancien vice-président de la Chambre des Députés, ancien ministre.

fond d'ouvrages sur la guerre et le pacifisme, généreusement cédés par la famille, et enrichie ensuite par les libéralités de plusieurs donateurs, au premier rang desquels il faut citer le professeur Charles Richet, ami et successeur du grand apôtre de la Paix à la présidence de la Société Française d'Arbitrage. Pour mettre à la disposition des étudiants et des travailleurs cette collection précieuse, il fallait un local ; pour la doter par la suite des acquisitions indispensables, il fallait des ressources. La Première Division y a pourvu. Depuis 1913, par les soins du Centre européen, la Bibliothèque Frédéric Passy ouvre ses deux salles de travail, 3, rue Legoff, en plein quartier latin, à proximité de la Faculté de Droit, de la Sorbonne et du Centre Européen, en attendant le jour prochain où elle sera installée dans le local même de la rue Pierre Curie. Des centaines de lecteurs y ont trouvé les livres, les journaux, les conseils qu'ils avaient vainement cherchés ailleurs ; des thèses de doctorat y ont été écrites. — Des conseils, avons-nous dit ? — Sans doute, puisque la bibliothécaire qui consacre à la fondation de la rue Legoff le temps qu'elle ne donne pas aux archives du Centre européen, Mlle Amelot, a, pendant de longues années, comme secrétaire de Frédéric Passy lui-même, manié, dépouillé, catalogué les volumes et les documents sur lesquels elle veille pieusement aujourd'hui.

Les institutions scientifiques ou philanthropiques qui se créent aux Etats-Unis choisissent volontiers, pour la surveillance de leur comptabilité, un homme dont la qualité et le nom soient à eux seuls une garantie de gestion irréprochable. Le Centre européen a tenu à se conformer à cette louable tradition en s'adjoignant, comme *auditor* ou vérificateur des comptes, M. Théodore Ruyssen, professeur à l'Université de Bordeaux et directeur de la revue *La Paix par le Droit*.

Qu'on ne croie pas, au surplus, que la fonction de comptable du Centre européen soit une sinécure ! En effet, au mouvement de fonds que comporte l'activité du Centre, envisagé comme succursale de la première Division (loyer, traitements, frais de bureau, impressions, distribution périodique de subventions, etc.), est venu s'ajouter une comptabilité spéciale, résultant du

rôle rempli par le Centre encore comme intermédiaire administratif entre la Direction américaine de l'Economie politique et de l'Histoire et les collaborateurs qu'elle a recrutés dans tous les pays de l'Europe. C'est par centaines, on l'a vu plus haut, que des contrats, comportant des versements échelonnés d'avances ou d'émoluments, ont été signés par le Comité de Recherches de la deuxième Division. Sans doute, les Banques qui sont dépositaires en France des capitaux expédiés par la trésorerie de Washington s'acquittent de la partie proprement financière de ce service, mais le contrôle qu'il exige n'en représente pas moins un surcroît de travail et de responsabilité pour la secrétaire générale, chargée, en outre de ses fonctions antérieures, de la comptabilité.

Les Ephémérides du Centre européen

Quelle a été, depuis sa création jusqu'à l'heure présente, l'œuvre du Centre européen ? Comment s'est exercée son activité ? Quels résultats peut-il invoquer au moment où s'achève la dixième année de son existence, traversée, pour moitié, par six années de guerre et d'après-guerre ?

Après ce qui vient d'être dit sur ses origines, sur son organisation et sur la tâche qu'il s'est assignée, d'accord avec la Division dont il constitue la succursale européenne, quelques dates, quelques faits, sommairement rappelés dans leur ordre chronologique, suffiront à répondre à ces questions, en nous référant à nos procès-verbaux et à nos archives. Nous les grouperons, par rapport au grand événement qui domine notre époque, en trois périodes distinctes :

I. — *Avant la guerre,* de 1912 à 1914, le Centre européen, comme la Dotation elle-même, s'emploie tout entier à s'efforcer de prévenir le fléau ; ses efforts sont de tous les jours. Il n'a pas dépendu de lui qu'ils fussent efficaces ; ils l'auraient été s'ils avaient été mieux compris, mieux soutenus, moins obstinément contrariés par ceux-là mêmes qui avaient le plus intérêt à en profiter ; s'il avait été possible enfin de gagner du temps, — quelques années seulement. Le seul reproche qu'on puisse faire à la Dotation, comme à la Conciliation,

comme à l'œuvre même de La Haye, c'est d'avoir été en avance sur notre temps. Ce fut son rôle ingrat, nécessaire, mais aussi son rare mérite.

II. — *Pendant la guerre,* de 1914 à 1918, dans la mesure où le permettent les fatalités terribles qui pèsent sur Paris, sur la France et sur l'Europe, il oriente, sans hésiter, son action exclusivement vers la victoire du Droit, seule capable d'assurer, dans le désarroi général, les lendemains de la paix.

III. — *Après la guerre,* de 1919 à l'heure actuelle, il se donne pour mission d'aider la Dotation à réparer, dans la mesure des forces humaines, les détresses matérielles qui s'opposent encore au rétablissement de la paix véritable. En même temps, le Centre européen revient progressivement, et en tenant compte des contingences nouvelles, à son programme originel de rapprochement des peuples par l'institution d'un ordre international fondé sur la morale et la justice.

I. — Avant la Guerre

(d'Août 1911 à Juillet 1914)

27 Mai 1912. — Le Comité exécutif de l'Advisory Council tient à Paris sa première réunion. Il est composé de la façon suivante :

MM.

le Baron d'Estournelles de Constant, Président (France);
le Baron Carl Carlson Bonde (Suède) ;
Jean Efremoff (Russie) ;
Paul Eyschen (Luxembourg) ;
le Professeur H. Lammasch (Autriche) ;
Ramsay MacDonald (Grande-Bretagne) ;
Lord Weardale (Grande-Bretagne) ;
le Professeur André Weiss (France) ;
Le Professeur Zorn (Allemagne) ;

Tous les membres sont présents, à l'exception du Baron Bonde, tout dévoué, mais retenu à Stockholm par ses fonctions de vice-président de la deuxième Chambre des Représentants. Dans ses deux séances, le Comité exécutif prépare les décisions qui seront soumises le lendemain au Conseil consultatif.

28 et 29 Mai 1912. — Le Conseil consultatif se réunit pour la première fois au siège du Centre européen, 24, rue Pierre Curie. Présidées successivement par MM. d'Estournelles de Constant et Léon Bourgeois, les séances ont lieu avec la participation des membres du Comité exécutif, nommés plus haut, et des personnalités suivantes : Mme la baronne Bertha de Suttner, l'illustre auteur de « Bas les Armes », S. Moret, ancien président du Conseil des Ministres d'Espagne ; H. Horst, président du Groupe norvégien de l'Union interparlementaire Thomas Burt, doyen de la Chambre des Communes ; le professeur W. Foerster, de l'Université de Berlin ; le professeur Charles Richet, de l'Académie de Médecine de Paris ; H. La Fontaine, vice-président du Sénat belge ; Houzeau de Lehaie, sénateur de Belgique ; Frédéric Bajer, ancien député du Danemark, prix Nobel de la Paix ; E.-T. Moneta, ancien directeur du *Secolo*, prix Nobel de la Paix ; A. Gobat, directeur du Bureau de la Paix de Berne ; Joaô de Païva, ancien député du Portugal.

Le Conseil ratifie les décisions du Comité exécutif relatives au Bureau de Paris, à la composition et à la rétribution de son personnel, à l'établissement de son budget, à ses méthodes de travail, aux nombreuses demandes de subventions dont il a été saisi. Il adopte, après une discussion approfondie, le *Programme d'action* du Centre européen qui est ainsi arrêté :

1° *Centraliser et contrôler les informations concernant le progrès des bonnes relations internationales ; étudier les moyens les plus pratiques de favoriser ce progrès ;*

2° *Etablir notamment des liens de coordination et de conciliation entre les diverses activités, chaque jour plus nombreuses, qui, de leur côté, tendent au même but ;*

3° *Rechercher et étudier les initiatives dignes d'être encouragées ; rapprocher les unes des autres, en respectant leur indépendance, toutes les bonnes volontés, trop souvent isolées ;*

4° *Rectifier les informations erronées ou tendancieuses pouvant troubler les relations internationales ;*

5° *Signaler les ouvrages de langues diverses qu'il y aurait intérêt à traduire et à répandre ; en favoriser la diffusion* ;

6° *Favoriser les échanges de visites internationales de caractère scientifique, professionnel, etc... à l'exclusion de toutes manifestations politiques ;*

7° *Favoriser l'organisation de tournées de conférences confiées à des personnalités qualifiées et répondant au but de la Dotation ;*

8° *Encourager la publication de collections d'ouvrages propres à instruire l'opinion publique sur les problèmes internationaux ;*

9° *Etudier l'opportunité et les moyens de créer dans une ou plusieurs Universités européennes des chaires de Sociologie et de Morale internationales ;*

10° *Vulgariser, par la publication d'un manuel approprié, les éléments du Droit international public ;*

11° *Préconiser, en cas de besoin, l'application des Conventions de La Haye.*

A ce programme, le Conseil joint la déclaration suivante, qui en définit l'esprit de mesure et de tolérance, de conciliation, en un mot, en même temps que le caractère patriotique, toujours respectueux de la liberté de chacun :

« *Le Bureau s'interdit, comme la Dotation elle-même, d'intervenir dans la politique intérieure ou extérieure des Etats. Il se refuse à prendre en considération les demandes provenant de personnes ou d'œuvres susceptibles de troubler l'ordre public, d'alarmer les consciences, d'offenser le patriotisme ou la morale, d'exciter les passions religieuses ou antireligieuses, de susciter contre les pouvoirs établis les revendications des nationalités ou des partis.* »

Le mercredi 29 mai, à trois heures, le Conseil, auxquels s'étaient joints MM. J. Alexander, F. Moscheles, Alf. H. Fried, Semenoff, Ed. Giretti, Jacques Dumas, Fr. Kémeny, correspondants du Centre Européen, et plusieurs membres de la Conciliation Internationale, tient une dernière séance sous la présidence de M. Léon Bourgeois, premier délégué de la France aux Conférences de La Haye, qui prononce un discours remarquable de finesse, de charme, d'émotion, de souple et vivante éloquence.

23-25 Juillet 1912. — Au cours de plusieurs séances de travail, le Bureau complète son organisation et prend les

mesures utiles pour assurer dans l'ancien continent la plus large diffusion à l'ouvrage de M. Norman Angell, *La Grande Illusion*, déjà traduit, sur l'initiative de la Première Division, dans les principales langues.

21-22 Novembre 1912. — Le Comité exécutif se réunit à Paris pour la seconde fois. Il examine 41 propositions et demandes de subventions. Il nomme la *Commission de la Presse* et lui assigne, comme première tâche, l'étude du projet soumis par M. Henri La Fontaine en vue de la création d'une *Agence d'informations*, destinée à lutter contre le caractère tendancieux et trop souvent agressif des nouvelles publiées par les agences existantes.

Sont appelés à faire partie de cette Commission : MM. Léon Boll, directeur du *Journal d'Alsace-Lorraine;* Georges Bourdon, rédacteur au *Figaro;* Théodore Curti, directeur de la *Frankfurter Zeitung ;* Alfred H.-Fried, directeur de la *Friedenswarte;* Ed. Giretti, rédacteur du *Secolo;* Ch. Lange, secrétaire général de l'Union Interparlementaire ; H. La Fontaine, directeur de l'Annuaire de la Vie Internationale ; Norman Angell, rédacteur au *Daily News*, et G. H. Perris, rédacteur au *Daily Chronicle*.

1er Décembre 1912. — Le Bureau européen, à la fin de l'année 1912, est chargé de seconder l'activité de la Deuxième Division (Economie politique et Histoire) et se met en relations avec M. le Professeur James Bates Clark pour l'exécution du programme d'édition adopté par le Comité de recherches, à Berne, en août 1911.

Au 30 Juin de l'année suivante, le Bureau était en relations avec soixante-quatre des collaborateurs européens de la Deuxième Division ; il avait reçu pour eux, en compte spécial, 43.627 fr. 60 et leur avait distribué, à la même date, des avances et des honoraires s'élevant à la somme de 20.038 fr. 10.

Avril 1913. — Par les soins du Bureau européen, l'ouvrage de M. Georges Bourdon, l'*Enigme allemande*, est répandu à un grand nombre d'exemplaires dans les pays de langue française. Quatre mille adresses sont recueillies pour le lancement du volume.

11 Mai 1913. — Une importante Conférence interparlementaire franco-allemande s'ouvre à Berne le 11 mai 1913, pour la recherche en commun du terrain sur lequel pourrait être tenté, par des concessions mutuelles et au prix de longs et patients efforts, le rapprochement nécessaire à la paix du monde. M. d'Estournelles de Constant qui a pris, de longue date, une part prépondérante, et notamment en qualité de Président du Groupe interparlementaire français de l'Arbitrage, à la préparation de la Conférence, est, avec Jaurès, le chef de la délégation française. Par une active mais discrète collaboration, le Centre européen s'associe, avec la Conciliation, à cette manifestation, qui sera suivie d'une rencontre semblable organisée dans le même esprit, à Bâle, dans les premiers jours de juin 1914. (Voir le bulletin spécial de la Conciliation internationale sur cette importante tentative, n° 2, 1914.)

28 Mai 1913. — La Commission de la Presse, nommée le 21 novembre 1912, tient à Paris une laborieuse session au cours de laquelle elle continue l'étude du projet de M. H. La Fontaine sur la création d'une agence d'informations et aborde celle de la fondation d'un journal quotidien international en trois langues, capable de lutter à armes égales avec les grands quotidiens pour la défense des idées et des principes qui inspirent la Dotation dans sa propagande. Un rapport spécial sur ces deux initiatives est adressé à l'Office de New-York ; il en établit l'utilité capitale, mais aussi les graves difficultés de réalisation.

29 Mai 1913. — Le Comité exécutif se réunit pour la troisième fois. Il examine 22 demandes de subventions, prend connaissance des travaux préliminaires de la Commission de la Presse, et propose, pour remplacer MM. Rahusen, Bienvenido Oliver, Sigismond Moret, Auguste Beernaert et Frédéric Passy, décédés depuis la constitution du Conseil consultatif, les noms de MM. Eduardo Dato, président du Conseil d'Espagne, Alberto de Oliveira, consul général du Portugal à Berlin, O. Nippold, professeur à l'Université de Berne, etc.

30 Juin 1913. — A cette date, qui est celle de la clôture de l'exercice financier annuel, la Banque de Paris et des Pays-Bas,



Le Bureau Européen de la Dotation Carnegie (La reunion du Conseil du 12 Juillet 1921).

De gauche à droite : MM. Efremoff (Russie), H. La Fontaine (Belgique), O. Nippold (Suisse), André Weiss (France), Président Nicholas Murray Butler (Etats-Unis), d'Estournelles de Constant (France), J. Prudhommeaux (France), Th. Ruyssen (France), Justin Godart (France), Treub (Pays-Bas), de Penha Garcia (Portugal), Charles Gide (France).

Debout au fond : Mlles Amelot et Peylade.

Assistaient à la séance du lendemain, Mercredi 13, les mêmes membres, plus M. le Recteur Paul Appell, de l'Université de Paris.



La pose de la première pierre de la Bibliothèque de la ville de Reims

De gauche à droite : M. l'Inspecteur des Bibliothèques Pol-Neveux (au second plan) ; M. Roche, Maire de Reims, la main tendue vers celle de M. l'Ambassadeur Myron Herrick ; M. le Président Nicholas Murray Butler ; Mlle Sarah Butler ; M. d'Estournelles de Constant M. le Ministre Leredu, représentant le Gouvernement ; M. le Préfet de la Marne.

(Reims, 19 Juillet 1921)

au cours de l'année, a reçu pour le Centre européen 490.427 fr. 60 et déboursé 418.658 fr. 45, dont 351.367 fr. représentent le montant des sommes versées aux œuvres diverses qui bénéficient des subsides de la première Division.

Juillet 1913. — Le Bureau européen, d'accord avec le Comité exécutif et le Président N. Murray Butler, institue une Commission d'Enquête, avec mission de faire connaître sous leur jour vrai, les atrocités commises dans les Balkans au cours des guerres de 1912 et 1913 et la situation politique née des traités de Bucarest et de Londres. La Commission est composée de MM. Samuel T. Dutton, professeur à l'Université Columbia, Paskowsky, professeur à l'Université de Berlin, Francis W. Hirst, directeur de l'*Economist*, de Londres, Justin Godart, vice-président de la Chambre française des Députés, Redlich, professeur à l'Université de Vienne, H. N. Brailsford, publiciste à Londres, W. Schücking, professeur à l'Université de Marburg et Paul Milioukov, membre de la Douma de Russie.

20 Aout 1913. — La sous-commission d'enquête, formée de MM. H. N. Brailsford, Samuel T. Dutton, Paul Milioukov et Justin Godart, part de Paris, après avoir tenu plusieurs séances au Bureau européen, s'arrête à Vienne et poursuit, non sans de nombreuses difficultés, son voyage sur Belgrade, Salonique, Athènes, Constantinople et Sofia.

8 Septembre 1913. — Le Conseil consultatif tient à Paris sa deuxième session. Il approuve les comptes de l'exercice clos le 30 juin précédent, établit les prévisions budgétaires pour l'année qui commence, se prononce sur les affaires en cours et prend connaissance des premiers renseignements recueillis par la sous-commission d'enquête dans les Balkans.

28 Septembre 1913. — La sous-commission est de retour à Paris. Ses membres se réunissent plusieurs fois au siège de la rue Pierre Curie, où les rejoignent ceux de leurs collègues dont ils ont reçu une délégation. Ils arrêtent, sous la présidence de M. d'Estournelles de Constant, les grandes lignes du rapport dont la rédaction va les occuper pendant plusieurs mois.

Avril 1914. — La composition et l'impression du volume consacré à l'enquête sur les Balkans se poursuit, sous la direction du Bureau, au cours de l'hiver de 1913. Aux Etats-Unis, l'office de New-York, se charge, parallèlement, d'assurer la publication de l'édition anglaise du rapport. Au printemps, l'ouvrage paraît simultanément à Paris et à New-York. Quatre mille exemplaires de l'édition française sont distribués en Europe, par les soins du Bureau, qui relève plusieurs centaines d'articles importants de journaux et de revues parus sur ce travail dans la plupart des pays de l'Europe, en Chine et au Japon.

Mai 1914. — La mort qui, depuis trois ans, a frappé sans relâche dans les rangs du Conseil consultatif, y creuse de nouveaux vides en la personne de M. W. H. de Beaufort, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, et de la Baronne B. de Suttner. D'autre part, le professeur Philippe Zorn, de l'Université de Bonn, délégué de l'Allemagne aux Conférences de La Haye, est contraint par son état de santé de donner sa démission de membre du Conseil et du Comité exécutif.

Au cours du second trimestre de 1914, le Bureau européen procède à une large diffusion des ouvrages suivants : *L'Enigme allemande,* de Georges Bourdon ; *L'esprit international* (traduction française du volume *The international Mind*), de M. N. Murray Butler ; *Pour la Société des Nations,* de M. Léon Bourgeois (réédition, dans la collection *Gallia*, du volume paru sous ce titre en 1910).

15, 16 et 17 Juin 1914. — A l'occasion du voyage en Europe de M. le Président Butler, le Centre européen, d'accord avec la Conciliation, convoque à Paris tous ceux qui, en France et à l'étranger, sont associés à son activité. Les correspondants généraux de la Première Division, les correspondants spéciaux du Bureau, la Commission de la Presse, la Commission des Balkans, le Comité exécutif tiennent, dans les salles de la rue Pierre Curie, des séances importantes que préside M. N. Murray Butler, assisté de M. d'Estournelles de Constant. Le Bureau porte à la connaissance de ses collaboteurs les décisions des trustees sur l'orientation nouvelle que

la Dotation entend imprimer à son activité. Ces réunions permettent d'autre part au Président de la Première Division de s'instruire par des témoignages directs sur l'état des esprits et la gravité de la situation politique dans les principales nations de l'Europe. Des avertissements que les événements confirmeront bientôt lui sont donnés à cet égard en ce qui concerne l'Allemagne. La Conférence franco-allemande de Bâle, à laquelle M. d'Estournelles de Constant a pris part quelques jours auparavant, a été le suprême effort des amis sincères de la paix pour empêcher la catastrophe imminente.

Quelques-unes des visites reçues par le Centre européen d'octobre 1911 à juillet 1914. — M. le Dr Charles W. Eliot, Pt honoraire de l'Université Harvard (octobre 1911). — M. James Brown Scott, directeur de la Division du Droit international (novembre 1911). — M. le Président N. Murray Butler. Un dîner resté mémorable, le dîner Butler, lui est offert. Il est élevé à la dignité de Commandeur de la Légion d'honneur (juillet 1912). — M. James Brown Scott (sept. 1912). — M. Andrew Carnegie. Le 2 juillet, il est reçu au Bureau européen dont il inaugure le Livre d'or. Le 3 juillet, il prend part, ainsi que Mme et Mlle Carnegie, à un banquet donné en son honneur, d'accord entre la Dotation, la Conciliation et France-Amérique, au Pré-Catelan (juillet 1913). — MM. James Brown Scott ; Henry Haskell, secrétaire de l'Office de New-York de la Première Division. — Henry S. Pritchett, Oscar S. Straus ; Robert S. Brookings, membres du Conseil des Trustees de la Dotation Carnegie ; M. le Sénateur Dandurand, de Montréal ; le professeur Farrington, de l'Université Columbia, etc. (septembre 1913). — M. le Pt N. Murray Butler (juin 1914). [1]

(1) Nous ne faisons pas mention, dans ce memento sommaire, des réceptions personnelles, essentielles au succès de notre propagande, organisées, pendant des années, par M. et Madame d'Estournelles de Constant, jusqu'à la mort de leur fils aîné, Arnaud, en juin 1913, à leur domicile hospitalier, rue de la Tour et Avenue Henri-Martin, puis, plus tard, rue Molitor, et, auparavant, à Londres, à Richmond, à La Haye, et toujours à Créans, dans la Sarthe, à leur foyer enfin, où se succédèrent ou bien se rencontrèrent des élites de Français et d'étrangers rapprochés par la même passion de servir leur pays et l'humanité dans la paix ; des Américains comme les Murray Butler, Edwin Ginn, Seth-Low, Brookings, Roosevelt, Horace Porter, Bacon, Andrew D. White, J. H. Choate, D. J. Hill, Frédéric W. Holls, Charles W. Eliot, Myron Herrick, Sharp, Ed. House, Larreta, Saens Pena, Luis Drago, Joachim Nabuco, Ruy Barbosa, Gana, Matte, Pellegrini, Candamo, de Mier, La Barra, O. Straus, St. Olin, Croker, Coudert, Ed. Kelly, Ed. Tuck, Dandurand, Scott ; des Européens ou des Asiatiques, comme Lou-Tseng-Tsiang, Tsuzuki, Samad Khan, Apponyi (avant la guerre), Lammash, Zorn, Mme de Suttner, Foerster, Dietz, Lvow, Novicow, de Staal, de Martens, Jean de Bloch, Kowalewski, Maklakoff, Milioukoff, Bustany,

II. — Pendant la Guerre

(Août 1914 à Novembre 1918)

2 Aout 1914. — La guerre éclate et embrase l'Europe. Elle interrompt, pour une part, les relations internationales, met obstacle aux communications postales et aux voyages, ferme les frontières, impose le régime des communiqués et de la censure, crée une mentalité générale et des devoirs de défense nationale qui ne permettent aucune propagande en faveur de la paix.

La Dotation Carnegie, à New-York, est obligée, dans une sage et naturelle mesure, d'observer la neutralité adoptée par les Etats-Unis. Elle s'interdit toute intervention ouverte dans l'immense conflagration qui met aux prises des centaines de millions d'hommes ; elle renonce à toute activité qui pourrait être jugée déplacée ; mais elle est, *à fond et de tout cœur,* avec nous, — avec les défenseurs du droit et de la paix. Qu'on ne s'y trompe pas ; nous l'avons indiqué plus haut et c'est là, pour nous, Français attachés à la paix du Droit, un juste sujet de fierté.

D'autre part, le Bureau de Paris est profondément désorganisé par les événements. Dés le premier jour sont mobilisés dans les troupes combattantes ou les formations de l'arrière la plupart des collaborateurs du Bureau : MM. J. Prudhommeaux, secrétaire général, Lepêcheux, chargé, à La Flèche, du service des impressions et des expéditions, Bernard, François Boussarie, Albert Hamme. En juillet 1915, M. J.-L. Puech, secrétaire-adjoint, est appelé à son tour sous les drapeaux, au front.

Privé de la plus grande partie de son personnel, tenu à l'écart,

---

Bikelas, Odier, Eyschen, Vandervelde, Moret, Nigra, Visconti-Venosta, Giretti, Salvemini, Dato, Sangro de Olano, Ducommun, Solvay, Beernaert, Lafontaine, de Beaufort, Horst, Lord Lytton, Sir George Darwin, Sir Vincent Caillard, Lord Ph. Curie, Lord Avebury, Lord et Lady Brassey, M. et Mme Earle, Sir Alfred Lyall, Sir John Brunner, Sir William J. Collins, Ch. L. Lange, Bonde et combien d'autres étrangers, avec des Français dont nous ne nommerons que quelques disparus, tels que les Berthelot, Lalance, Jaurès, Paul Hervieu, Vidal de La Blache, Pasteur Wagner, Pierre Curie, Ansbert Labbé, Frédéric Passy, H. Laroche, Edmond Rostand, Henri Poincaré, des peintres et des sculpteurs tels que Zorn, A. Rodin, E. Carrière, Claude Monet et les musiciens, les artistes les plus applaudis. Ce fut pourtant un bel effort. Que n'eût-il pas donné, si les Gouvernements, au lieu de s'en désintéresser, — pour ne pas dire plus, — s'en étaient inspirés !

Faisons mention, en outre parmi les collaborateurs de la Conciliation Française, de ses dévoués secrétaires généraux ou amis dans l'Amérique du Sud : MM. Benjamin Garcia Victorica, de Buenos-Ayres ; Juan Bautista de Lavalle, pour le Pérou ; Araujo Jorge, pour le Brésil ; Huneeus, pour le Chili.

réduit, en apparence, à l'inaction ou tout au moins à la plus extrême prudence, le Bureau n'en conserve pas moins et plus que jamais sa vie. Pas un instant le lien entre Paris et New-York n'est interrompu, grâce à la correspondance active, régulière, obstinée, malgré tous les obstacles et toutes les épreuves, par laquelle M. d'Estournelles de Constant, qui n'a plus pour le seconder rue Pierre Curie que M[lles] Peylade et Amelot, se tient en rapport avec M. le Président Butler et, par lui, avec les trustees de la Dotation et une notable partie de l'opinion dirigeante américaine. Dans cette correspondance, dont le recueil, s'il vient à être publié un jour, comprendra près de mille lettres, il commente, juge et éclaire les événements tragiques qui se déroulent en Europe. Semaine après semaine, c'est la vie nationale qui s'y reflète, c'est la mentalité française qu'il y exprime, celle de l'homme politique au pouvoir, du général, du combattant, de l'aviateur, interrogés en pleine action, de l'ouvrier d'usine, du paysan de la Sarthe, saisis sur le vif de leurs occupations et de leurs pensées quotidiennes. Ces lettres vont porter de l'autre côté de l'Océan l'affirmation inlassable de la force d'âme, de la confiance stoïque, de la vitalité splendide de la France sûre de son droit. Celui qui les écrit prépare ainsi, en témoin vigilant, et il hâte de toute son énergie, en patriote ardent, le jour où les Etats-Unis, mieux informés, interviendront en faveur de la bonne cause. Lorsque ce jour a lui enfin, il se fait l'interprète de la reconnaissance française, mais il ne cesse pas, en même temps, de signaler les difficultés et les dangers d'une participation trop hâtive des Etats-Unis à la lutte ; il leur apprend à ne pas sous-estimer l'adversaire. En outre, pour contrôler ses propres informations, il recueille assidûment, auprès de ses correspondants habituels, MM. E. Giretti, Salvemini, Sangro de Olano, d'Oliveira, Miyaoka, Nippold, Perris, etc., tous les renseignements qui peuvent accroître la valeur documentaire de cette correspondance, correspondance désintéressée entre toutes, puisqu'elle est restée non publiée, le plus souvent confidentielle, pour être plus efficace ; correspondance sans gloire ni profit ; d'autant plus méritoire, respectable et impressionnante ; car elle s'est poursuivie pendant des années ; et quelles années...!!

L'activité extérieure du Centre européen est donc des plus réduites, mais sa vie intérieure ne s'interrompt pas. Il continue à recevoir, à classer, à cataloguer les innombrables journaux, livres, brochures et documents que la guerre fait naître ; il envoie aux Etats-Unis tout ce qu'il est utile ou possible de porter à la connaissance de nos amis américains ; il maintient ouverte la Bibliothèque Frédéric Passy ; il poursuit au-dedans du pays la distribution des publications de la Dotation Carnegie qui peuvent être répandues avec avantage, les bulletins de la *Conciliation Internationale*, l'*Enquête dans les Balkans*, les brochures sur les *Conférences de La Haye*, la traduction française parue en 1914 du généreux et substantiel ouvrage de M. N. Murray Butler, *L'Esprit International* (1) ou encore le volume de M. d'Estournelles de Constant sur les *Etats-Unis d'Amérique*, dont la diffusion en pleine guerre, à l'heure où tous les yeux, tous les espoirs sont tournés vers l'Amérique, répond à un véritable devoir patriotique (2). Le Centre sert enfin de bureau de renseignements et d'intermédiaire pour la recherche des soldats et des civils disparus, des prisonniers blessés, des personnes retenues en pays envahi.

30 Juin 1915. — Au cours du semestre, ce sont des morts nouvelles qu'il faut enregistrer : en avril 1915, celle de notre modeste collaborateur Albert Hamme, qui succombe, prisonnier au camp de Niederwehren ; le 11 octobre, celle de M. Paul Eyschen, président du Gouvernement de Luxembourg, brisé par la terrible crise que vient de traverser son pays ; au début de janvier 1916, celle de Léon Boll, le tout dévoué et désintéressé directeur du *Journal d'Alsace-Lorraine*, perte irréparable.

Les dépenses du Bureau, subissant une diminution proportionnelle à celle qui est imposée à son activité, ne s'élèvent,

---

(1) *L'Esprit International*, considérations sur le règlement juridique des conflits internationaux. Préface de M. Gabriel Hanotaux. Un vol. in-18, 196 pages. Paris, Georges Crès, 1914. — Citons encore de M. N. Murray Butler : *A World in Ferment*. Interpretations of the War for a new World, New-York, Scribner's sons, 1918, et *Is America worth saving ?* Republic or socialist Autocracy, 1919.

(2) *Les Etats-Unis d'Amérique*, un vol. in-12, avec une carte, 536 p. — Paris, Armand Colin, édit., 1913. Nouvelle édition, en 1917, et traduction anglaise, sous ce titre : *America and her Problems*, 1 vol., chez MacMillan, New-York. 1915.

au 30 juin 1915, qu'à 30.048 fr. 55. En 1916 et 1917, elles n'atteindront pas 40.000 fr.

6 Avril 1917. — L'événement capital de l'année 1917 est l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés de l'Entente. Aussitôt, comme on l'a vu plus haut, les Trustees de la Dotation, par une décision à laquelle ils donnent la plus large publicité, font savoir que leur neutralité a pris fin avec celle de leur patrie. Tous leurs efforts, désormais, seront consacrés à aider, à hâter la victoire du Droit. Cette situation nouvelle crée entre l'œuvre américaine et sa succursale française des liens plus forts et plus intimes. En même temps, certaines mesures qui s'imposaient sont prises d'un commun accord. Non seulement les offices américains de la Dotation, comme le Bureau européen lui-même, s'interdisent, plus que jamais, tout rapport, toute démarche, auprès des neutres, qui pourrait être contraire aux intérêts de l'Entente, mais les membres du Conseil Consultatif et les correspondants appartenant aux pays ennemis sont rayés, le 6 avril 1917, jour de la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne, des listes publiées chaque année par le *Year Book* de la Dotation (MM. Apponyi, W. Ostwald, etc.). Il en est de même de deux ou trois personnalités qui, bien qu'étant de nationalité neutre ou amie, ont pris une attitude que la Dotation juge contraire à celle qu'elle a adoptée elle-même.

III. — Après la Guerre

(11 Novembre 1918 au 1er Août 1921)

La fin des hostilités (11 novembre 1918) ouvre théoriquement la possibilité, pour le Centre européen, du retour à l'activité normale d'avant guerre. En réalité, pendant de longs mois encore, par les désordres qu'elle a causés dans les esprits et dans les choses, la guerre prolonge ses effets.

La préparation du Traité de Paix, qui ne sera signé que le 28 Juin 1919, absorbe toutes les pensées et domine tous les événements. D'ailleurs, les communications restent tout aussi difficiles ; la démobilisation se poursuit avec lenteur : le secrétaire général du Bureau n'est rendu à la vie civile qu'en Janvier 1919.

Aux Etats-Unis, les Trustees, reconnaissant qu'il est impossible de reprendre la propagande, consacrent au relèvement des pays dévastés et au soulagement des misères créées par la guerre la plus grande part des ressources mises en réserve depuis 1914.

13 Aout 1919. — Le Centre européen apprend la mort de M. Andrew Carnegie, survenue à Stockbridge (Massachusetts) le 11 août 1919. Il s'associe avec une sincérité profonde au deuil qui atteint la famille du fondateur de la Dotation, ses amis, ses compatriotes, les *trustees* de la Dotation et tous ceux qui, dans le monde, ont partagé les convictions et servi l'idéal de ce grand bienfaiteur de l'humanité.

20 Octobre 1919. — Après la signature de la paix et l'accalmie des vacances de 1919, le Bureau Européen peut enfin réunir à Paris le lundi 20 octobre, quelques-uns de ses plus fidèles collaborateurs et établir avec eux un programme d'action.

Il décide de demander aux Trustees le rétablissement du nom du professeur Lammasch dans la liste des membres du Conseil.

Il propose l'admission de MM. Ed. Giretti et O. Nippold pour remplacer Sir Edward Fry et T. Moneta, qui ont succombé pendant la guerre.

Il approuve les mesures d'aide matérielle et morale par lesquelles le Président du Centre Européen a tenu à affirmer sa sympathie active à l'*Association Française pour la Société des Nations*, née le jour même de l'armistice et aux prises avec des difficultés financières inhérentes à celles du lendemain de la guerre.

Le Bureau s'étant assuré la jouissance de l'appartement contigu à celui qu'il occupait déjà rue Pierre Curie, ce local est mis gratuitement à la disposition de l'Association française. D'autre part, le secrétaire général du Bureau est autorisé à consacrer une grande partie de son temps et de son activité au secrétariat de cette Association.

15 et 16 Février 1920. — Les dimanche 15 et lundi 16 février 1920, le Centre Européen réunit à Paris ceux des membres du Conseil et des correspondants qui appartiennent



Le Président N. Murray Butler chez M. Lloyd George

M. Sylvester, Secrétaire de M. Lloyd George — M. Lloyd George — M. N. Murray Butler — M. Hughes, Premier Ministre d'Australie — M. Sastri (Inde) — Miss Massey, fille du premier Ministre de la Nlle Zélande

Photo prise à Chequers, le 10 Juillet 1921.



La pose de la première pierre de la nouvelle bibliothèque de l'Université de Belgrade (23 juin 1921)

Au milieu de la gravure, de profil, le Roi Alexandre Ier; à droite, penché au-dessus de la première pierre, le représentant de la Dotation Carnegie, M. L. W. Capser.

aux pays amis les plus voisins de la France et les invite à envisager l'avenir après avoir, à propos du passé, fait leur « examen de conscience ».

Le Président salue les collaborateurs disparus, puis, au sujet des propositions qui lui ont été soumises, rappelle la volonté des Trustees d'éviter le « gaspillage des fonds et des « énergies par l'octroi de petites subventions accordées à « toutes sortes de personnes, d'institutions et d'initiatives de « caractère surtout humanitaire et philanthropique. » De grandes entreprises d'ensemble, capables, par leur durée et leur importance, de faire honneur à la Dotation et dont celle-ci aura la direction exclusive, voilà ce que demandent les directeurs américains de la Dotation.

C'est en s'inspirant de ce principe que le Conseil examine les questions qui lui sont soumises : projets d'enquête dans divers pays désolés par la guerre; relèvement de la Bibliothèque municipale de Reims; aide à la Revue *La Paix par le Droit*; recommandation à la Société des Nations en faveur de la création d'un grand journal quotidien d'informations véridiques et indépendantes; création de chaires d'enseignement international, etc... Mais c'est surtout la grave question de la reprise des relations avec l'*Union Interparlementaire* et les Empires centraux qui retient longtemps l'attention du Conseil. Cette même question avait fait, la veille, l'objet d'une très intéressante discussion dans l'assemblée générale de la branche française de la *Conciliation Internationale*. (V. le bulletin de la Conciliation n° 1, 1920).

12 Décembre 1920. — La Bibliothèque américaine offerte par la Dotation Carnegie est inaugurée à la Sorbonne en présence de M. Hugh Wallace, ambassadeur des Etats-Unis, et de M. Honnorat, Ministre de l'Instruction publique. D'éloquents discours en l'honneur de l'amitié franco-américaine sont prononcés par MM. d'Estournelles de Constant, le Recteur Paul Appell, le professeur Charles Cestre et le Ministre de l'Instruction publique.

15 Janvier 1921. — Nouvelle réunion d'une partie des membres du Conseil consultatif, auxquels se joignent quelques-uns des amis les plus dévoués du Centre européen.

Une discussion de principe s'engage au sujet de la co-existence de deux mouvements qu'il importe de concilier et qu'il conviendrait peut-être même de réunir en un seul, celui des anciennes sociétés de la Paix, dont le programme remonte aux années qui ont précédé la guerre, et le mouvement plus récent en faveur de la Société des Nations. La réunion est d'avis qu'il y a lieu de maintenir ces deux formes de la propagande qui répondent à des besoins différents, mais qu'elles doivent se développer en bon accord.

Plusieurs affaires dont le Bureau devra poursuivre l'étude ou l'exécution font ensuite l'objet des délibérations du Conseil : les principales sont l'achat de la bibliothèque juridique laissée par le regretté M. Lammasch, le choix et l'expédition des livres offerts au nom de la Dotation aux Bibliothèques universitaires, les arrangements à prendre avec les autorités de la ville de Reims pour la reconstruction de la Bibliothèque municipale de cette ville et l'envoi d'une mission d'enquête en Albanie, confiée à M. Justin Godart.

Enfin, les dispositions sont prises pour convoquer à Paris, à l'occasion de la visite projetée du Président Butler, en Europe, pendant l'été de 1921, les amis fidèles de la Conciliation et de la Dotation Carnegie.

21 Juin - 10 Juillet 1921. — Arrivé à Londres le 21 Juin, M. N. Murray Butler, qu'accompagnent Mme et Mlle Butler, consacre à la Grande-Bretagne les quinze premiers jours de son séjour en Europe. Sans aucun caractère officiel, sa visite n'en coïncide pas moins avec la présence des premiers Ministres des grandes Colonies britanniques avec lesquels il a d'importants entretiens personnels ; il est appelé, en ami, dans tous les milieux politiques où il peut échanger, sur les grands problèmes internationaux de l'heure présente, les informations les plus précieuses. Les membres anglais du Conseil consultatif du Centre européen l'assurent de leur dévouement à l'œuvre de la Dotation Carnegie et, dès son arrivée à Londres, comme

à Paris, ce sont les représentants de notre bureau qui organisent sa réception. C'est le 22 Juin, au soir, que notre ami Sir William Collins donne en son honneur, au *Reform Club*, un dîner où sont conviées les personnalités les plus qualifiées pour discuter avec lui la situation internationale et les problèmes qu'elle soulève. Le lendemain 23, après de longues conférences avec de hauts fonctionnaires du Foreign Office et plusieurs hommes d'Etat, réunion à *Lambeth Palace* où le Président Butler et sa famille. hôtes de l'archevêque de Canterbury, passent deux jours, en compagnie des hommes les plus marquants d'Angleterre. Le 24, surprise venant de Paris : l'arrivée, pour quelques heures, en aéroplane, à Londres, du Président du Bureau Européen, M. d'Estoarnelles de Constant. Le *Week end* est consacré à un séjour chez notre collaborateur et ami Lord Weardale, à *Weardale Manor,* et à l'examen de divers projets intéressant l'avenir de la paix. Les jours suivants sont trop peu nombreux pour tous les *lunches,* les thés et les dîners où le Président Butler rencontre, tour à tour, MM. Asquith, Arthur Balfour, Lord Morley, Lord Esher, Lord Sydenham, Lord Bryce, Lord Northcliffe, M. Winston Churchill, le Lord Chancelier, Lord Lee of Foreham, premier Lord de l'Amirauté, J. St. L. Strachey, éditeur du *Spectator,* Robert Donald, ex-éditeur du *Chronicle.*

D'intéressantes réceptions ont été organisées pour lui par le Comité des relations extérieures de la Chambre des Communes, comité non officiel, mais dont les débats confidentiels n'en sont pas moins fort importants, sous la direction de Sir Samuel Hoare, président du Comité. De même le lunch auquel assistaient les *Benchers* of Gray's Inn, le mercredi 29 juin et où le Lord Chancelier prononça un discours impressionnant.

Le Président Butler prit maintes fois la parole, notamment à la conférence donnée par Lord Bryce à *Mansion house,* le 27 juin, à l'occasion d'une fondation nouvelle destinée à répandre la connaissance des choses américaines en Grande-Bretagne ; notamment aussi au lunch de *Hyde Park hôtel,* offert le 28, par l'Union des peuples parlant l'anglais, et au banquet de l'*American Society*, au *Savoy Hôtel*, le jour de l'indépendance, 4 juillet. Même empressement pour accueillir

le Président de l'Université Columbia sans doute, mais aussi le chef de la première division de la Dotation Carnegie, et dans la société et dans le monde officiel.

Les 9 et 10 juillet, M. Lloyd George profitant du *week-end*, l'invite dans sa maison de campagne des Chequers et s'entretient avec lui et ses hôtes, de la grande initiative du Président Harding pour la limitation des armements sur terre et sur mer et pour la solution des graves questions qui risquent de mettre aux prises les nations des bords du Pacifique.

10 Juillet - 14 Septembre 1921.— A Paris, l'accueil fait au Président Butler se révèle, dès la première heure, digne de la haute mission dont ses compatriotes l'ont chargé à l'égard de la France, amie séculaire des Etats-Unis. Le Centre européen et le Comité France-Amérique, dont M. Butler préside à New-York la branche américaine, et l'Université de Paris se sont mis d'accord pour réunir autour de lui, dès le lendemain de son arrivée, l'élite de la société parisienne en un dîner de 300 couverts, où les insignes de Grand Officier de la Légion d'honneur lui sont remis, au Cercle interallié, le lundi 11 juillet. Les hommes d'Etat les plus considérables et les maîtres de la pensée française organisent, en son honneur, toute une série de réceptions. C'est d'abord le Président du Sénat, M. Léon Bourgeois, qui, dès le premier jour, 11 juillet, convoque à déjeuner pour le rencontrer, le Président du Conseil M. Aristide Briand, le Maréchal Foch, l'ancien Président de la République M. R. Poincaré, M. A. Ribot, les principaux membres du Gouvernement et de la Haute-Assemblée ; le lendemain c'est M. Gabriel Hanotaux qui réunit à sa table le Maréchal Joffre, et le Directeur de l'Académie Française, H. de Régnier, 12 juillet ; puis, le même jour, brillante réception aux Champs Elysées, dans les salons du Comité France-Amérique ; le lendemain 13 juillet, réception particulière chez M. le Professeur et Madame Henri Bergson. Le même jour, après la réception personnelle de M. le Président de la République, la Sorbonne lui décerne le titre de docteur *honoris causa* et le Conseil municipal de Paris lui offre, dans les salons de l'Hôtel-de-Ville, une réception en tous points charmante de cordialité et d'élé-

gance. Le Président de la République lui prodigue, ainsi qu'à Madame et Mademoiselle Butler, les marques de considération, auxquelles s'ajoutent les plus pressantes invitations particulières de ses amis.

D'autres manifestations suivent, qui attestent la force et la sincérité de l'amitié franco-américaine. Le dimanche 17 juillet, le Président Butler est reçu au Cercle des Boursiers du Tour du Monde, à Boulogne-sur-Seine, par les maîtres de l'Université de Paris, désireux de se joindre en cette circonstance à leurs jeunes collègues de la Fondation Albert Kahn. Le lundi 18 juillet, il prend la parole, devant un auditoire exceptionnellement nombreux et brillant, dans la grande salle de la Cour de Cassation, et sa conférence, sur ce qu'on pense aux Etats-Unis des problèmes politiques européens est accueillie avec une faveur qui trouve son expression la plus juste dans les remerciements de M. Maurice Croiset, président de la réunion [1].

Le lendemain, 19 juillet, M. N. Murray Butler, accompagnant à Reims cet autre illustre ami de notre pays qu'est le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en France, M. Myron Herrick, est reçu dans la noble cité mutilée par la municipalité rémoise, par le ministre de la Prévoyance sociale, M. Leredu, par les élus du département et ce qui reste de la population, heureuse de témoigner sa gratitude au bienfaiteur à qui elle doit, pour une bonne part, le don de trois millions de francs qui lui permettra de voir renaître bientôt sa Bibliothèque municipale. Les représentants du Gouvernement, le Président du Centre Européen, le Recteur de l'Université de Paris, les directeurs de l'enseignement public entourent, au moment où il scelle la première pierre de l'édifice, les envoyés de la République amie, et ils se joignent à eux pour féliciter ceux qui ont préparé cette mémorable journée : MM. Charles Roche, maire de Reims, Pol Neveux, inspecteur général des bibliothèques, Loriquet, bibliothécaire de la ville, Sainsolieu, architecte. Quelques instants auparavant, ils ont fait cortège à M. N. Murray Butler, lorsqu'il a, sous la conduite du Cardi-

---

(1) La traduction de cette conférence a été publiée dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1921.

nal Luçon, archevêque du diocèse, et en compagnie de M. Myron Herrick, porté ses pas sous les voûtes saccagées de ce qui fut la reine incomparable de nos cathédrales gothiques.

Du 26 juillet au 4 août, le Président de l'Université Columbia poursuit ce voyage du recueillement et du souvenir en se rendant sur les champs de bataille les plus illustres du front français et du front belge, et d'abord à Louvain, dont l'Université, en voie de relèvement, compte la Dotation Carnegie au nombre de ses bienfaiteurs les plus généreux. Le 28 juillet, une manifestation grandiose réunit, autour de la première pierre de l'Université renaissante, les personnalités les plus hautes des trois nations sœurs, Etats-Unis, France et Belgique, le Roi et la Reine des Belges, les Membres du Gouvernement et du corps diplomatique, le cardinal Mercier, M. R. Poincaré. C'est une cérémonie d'un éclat vraiment sans égal. C'est la fête de Reims qui se renouvelle, mais, cette fois, la noble Belgique est à l'honneur, et lorsque, le lendemain, M. Butler, après avoir été l'hôte du Roi, quittera ses amis du pays wallon pour aller saluer les tombes de Lens, de Verdun et de Saint-Mihiel où dorment par milliers les héros de Pershing, c'est par Ypres et Dixmude qu'il commencera ce pieux pélerinage.

Cependant, avant de le laisser partir vers les terres de la dévastation et de la mort, la France a tenu à lui faire les honneurs d'une de ses gloires toujours vivantes. Le 21 juillet, c'est l'Académie Française elle-même qui appelle M. N. Murray Butler à prendre part à une de ses séances et, par la voix de son directeur en exercice, M. Henri de Régnier, lui souhaite la bienvenue. En lui accordant un honneur dont elle est extrêmement avare et qu'elle n'a réservé, depuis sa fondation, qu'à un nombre très restreint de hauts personnages étrangers, la célèbre Compagnie a voulu le remercier du message dont il avait été chargé pour elle par l'Académie des Lettres et des Arts de New-York et lui annoncer qu'elle se fera représenter aux fêtes par lesquelles l'Amérique s'associera à la célébration du troisième centenaire de la naissance de Molière.

Au surplus, l'activité du Président Butler ne s'est pas bornée, au cours de son séjour en France, à prendre part à ces manifestations de courtoisie et d'amitié, si profitables

qu'elles soient pour le maintien de l'entente fraternelle entre les deux pays. Président de la branche américaine de la *Conciliation Internationale* et directeur de la Division des Relations et de l'Education de la Dotation Carnegie, dont le Centre Européen est la succursale dans l'Ancien Monde, il s'est fait un devoir de participer à des séances de travail dans lesquelles l'occasion lui a été offerte d'échanger, avec ses collaborateurs de ce côté de l'Atlantique, les encouragements et les conseils.

Dès le lendemain de son arrivée à Paris, le lundi matin 11 juillet, il assiste à l'Assemblée générale annuelle de la Conciliation Internationale que préside, 34ter rue Molitor, M. d'Estournelles de Constant. Il applaudit aux résultats de l'activité de l'association ; il entend notamment M. Justin Godart, député du Rhône, ancien ministre, évoquer les souvenirs les plus marquants de son récent voyage en Albanie et faire ressortir l'importance de maintenir l'indépendance de ce petit peuple pour assurer la paix dans les Balkans. Il entend résumer les lettres et les rapports dans lesquels les correspondants de la Conciliation signalent à leur président les obstacles à prévoir, les initiatives à soutenir, les progrès à réaliser pour le succès de l'œuvre commune, et il rend hommage, à la bonne volonté, discrète mais incessante, dont il vient de saisir sur le vif l'efficacité (1).

Les 12 et 13 juillet, c'est le Conseil consultatif du Centre Européen qui profite à son tour de la présence de M. N. Murray Butler. Au cours de ces deux séances, dont une photographie instantanée, dans cette brochure même, reproduit la physionomie, de graves questions, des projets de la plus pressante actualité sont discutés par des hommes appartenant à sept ou huit nations différentes. L'heure est-elle venue de renouer avec l'Allemagne les relations interrompues par la guerre? Le devoir des parlementaires français est-il de participer à la prochaine Assemblée de l'Union interparlementaire, convoquée à Stockholm? Que peut-on attendre de la Conférence sur le désarmement militaire et naval et sur les problèmes du Pacifique, dont l'initiative retentissante est due au Président

(1) Voir le bulletin de la Conciliation n° 2, 1921, Assemblée générale.

Harding ? On devine combien le Conseil consultatif, sur ces sujets, a été heureux de connaître l'opinion de son hôte.

En ce qui concerne l'action positive du Centre Européen, des décisions d'ordre pratique ont été prises qui méritent d'être signalées. Une enquête sur les dispositions de l'opinion publique allemande à l'égard des problèmes de la guerre et de la paix et sur la force réelle des partis démocratiques en Allemagne sera menée par les soins du Bureau. Une autre enquête portera sur l'esprit dans lequel sont conçus, vis-à-vis de ces mêmes problèmes et de la guerre dont ils sont l'héritage, les livres scolaires en usage chez les belligérants d'hier et chez les neutres. La collaboration américaine, toujours prête à se prodiguer, a été envisagée pour la réalisation de la magnifique cité internationale d'étudiants que l'Université de Paris se propose d'édifier sur la partie des fortifications désaffectées qui avoisinent le parc de Montsouris. On encouragera l'œuvre de fraternité humaine que poursuivent les boys-scouts de tous les pays, aujourd'hui unis en une Fédération internationale dont l'esprit s'oriente de plus en plus vers l'idéal pacifique qui est celui de la Dotation. On procurera à la Société des Presses Universitaires de France ce qu'elle sollicite avant tout, du travail pour ses ateliers prêts à fonctionner ; on continuera à adresser aux principales bibliothèques de l'Europe, à titre de dons, des livres propres à servir la cause de la paix internationale ; on agira sur la presse des principales nations pour la disposer à mettre en lumière tout ce qui peut apprendre aux groupements humains à se connaître et à se comprendre... Mais il ne saurait être question de résumer ici le procès-verbal de ces réunions. Il suffit de dire qu'en y prenant une part active, M. le Président N. Murray Butler a bien employé ces quelques heures données à l'effort, plus nécessaire que jamais, pour le rapprochement des peuples ; heures trop courtes certainement, à son gré, mais qui s'ajoutent à toutes celles qu'il a consacrées à un grand nombre d'entretiens particuliers dont nous n'avons pas à parler ici. Ces entretiens furent, en fait, l'une des parties les plus essentielles du programme de sa visite en France, prolongée, tant à Paris qu'en province, et en Angleterre et en Belgique, jusqu'au milieu de septembre.



La pose de la première pierre de la nouvelle bibliothèque de Louvain. -- Les discours.

De gauche à droite : M. le Président Butler; M. le Recteur Ladeuze M. Chabot, Membre de l'Institut de France ; M. R. Poincaré ; M. Adatchi, Ministre du Japon à Bruxelles ; le Roi Albert; La Reine Elisabeth; le Prince Albert de Monaco ; M Braud Whitlock Ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles

(Louvain, 28 Juillet 1921).



La pose de la première pierre de la nouvelle bibliothèque de Louvain

Le Cardinal Mercier — M. le Président N. Murray Butler — Le Recteur Ladeuze.

ANNEXES



DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE (1)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.

Président, ELIHU ROOT.
Vice-Président, GEORGE GRAY.
Secrétaire, JAMES BROWN SCOTT.
Trésorier, CHARLEMAGNE TOWER.
Trésorier-Adjoint, ANDREW J. MONTAGUE.

MEMBRES

EDGAR A. BANCROFT
ROBERT S. BROOKINGS
THOMAS BURKE
NICHOLAS MURRAY BUTLER
JOHN W. DAVIS
FREDERIC A. DELANO
ARTHUR WILLIAM FOSTER
AUSTEN G. FOX
ROBERT A. FRANKS
DAVID JAYNE HILL
ALFRED HOLMAN
WILLIAM M. HOWARD
ROBERT LANSING
ROBERT NEWTON PAGE
HENRY S. PRITCHETT
CORDENIO A. SEVERANCE
JAMES R. SHEFFIELD
JAMES L. SLAYDEN
OSCAR S. STRAUS
GEORGE SUTHERLAND
JOHN SHARP WILLIAMS
ROBERT S. WOODWARD

COMITÉ EXÉCUTIF

MM.

ELIHU ROOT, *Président*
JAMES BROWN SCOTT, *Secrétaire*

NICHOLAS MURRAY BUTLER
AUSTEN G. FOX
ANDREW J. MONTAGUE
HENRY S. PRITCHETT
CHARLEMAGNE TOWER

(1) Dans l'intervalle des deux tirages de cette brochure, la Dotation Carnegie a eu le profond regret de perdre les collaborateurs suivants, décédés : MM. Charles L. Taylor, membre du Conseil des Trustees ; Fredrik Bajer, le Rt. Hon. Thomas Burt, le Comte Shigenobu Okuma, membres du Conseil consultatif europeen, et F. Hagerup, membre du Comité de la Division de Droit international.

Le Conseil consultatif du Centre Européen s'est par contre complété, comme on le verra plus loin, par l'admission de quinze membres nouveaux.

COMMISSION DES FINANCES

Robert A. Franks, *Président*

Edgar A. Bancroft   James R. Sheffield

ANCIENS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert Bacon, décédé le 29 Mai 1919.
John L. Cadwalader, décédé le 11 Mars 1914.
Joreph H. Choate, *Vice-Président*, décédé le 14 Mai 1917.
Cleveland H. Dodge, a démissionné le 7 Avril 1919.
Charles W. Eliot, a démissionné le 16 Avril 1919.
John W. Foster , décédé le 15 Novembre 1917.
Samuel Mather, a démissionné le 12 Mai 1919.
George W. Perkins, décédé le 18 Juin 1920.
Jacob G. Schmidlapp, décédé le 18 Décembre 1919.
Albert K. Smiley, décédé le 2 Décembre 1912.
Andrew D. White, décédé le 4 Novembre 1918.
Luke E. Wright, a démissionné le 13 Avril 1918.

DIRECTEURS DES DIVISIONS

Division de l'Education et des Relations Internationales :
Nicholas Murray Butler.

Division de l'Economie Politique et de l'Histoire :
John Bates Clark.

Division du Droit International :
James Brown Scott.

ADMINISTRATION

Secrétaire, James Brown Scott.
Secrétaire-adjoint et Statisticien, S. N. D. North.
Secrétaire-adjoint, George A. Finch.
Bureau, 2 Jackson Place, Washington, D. C.
Téléphone, Main, 3428.
Adressé télégraphique, Interpax, Washington.

DIVISION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE L'ÉDUCATION

Directeur : NICHOLAS MURRAY BUTLER.
Directeur-adjoint : HENRY S. HASKELL.
Bureau : 407 West 117[h] Street, New-York City.
Téléphone : 8.644 Morningside.
Télégrammes : INTERPAX, New-York.

CORRESPONDANTS GÉNÉRAUX

SIR WILLIAM J. COLLINS, M. P., 1, Albert Terrace, Regents Park, Londres, Angleterre.

EDOARDO GIRETTI, Bricherasio, Piémont, Italie.

CHRISTIAN L. LANGE, 2, chemin de la Tour de Champel, Genève.

T. MIYAOKA, N° 1, Yusakucho Itchome Kojimachiku, Tokio, Japon.

OTFRIED NIPPOLD, Sarrelouis, Territoire de la Sarre.

CENTRE EUROPÉEN

CONSEIL CONSULTATIF

Président : BARON PAUL D'ESTOURNELLES DE CONSTANT, 34[ter], rue Molitor, Paris, France.

Sénateur de la Sarthe ; délégué de la France aux Conférences de La Haye, en 1899 et en 1907 ; Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye ; Président fondateur de la Conciliation Internationale ; lauréat du prix Nobel de la Paix, 1909.

BARON THÉODORE ADELSWARD, Atvidaberg, Stocksund, Suède.

Membre de la Seconde Chambre du Riksdag de Suède ; ancien Ministre de Suède à Paris ; ancien Ministre des Affaires Etrangères ; Membre de la Commission Permanente des Etats Scandinaves pour l'organisation de la Justice Internationale.

GUSTAVE ADOR, 8, rue de l'Athénée, Genève, Suisse.

Membre du Conseil Fédéral Suisse ; Ancien Président de la Confédération Helvétique ; ancien Président de la Croix Rouge de Genève ; ancien Président de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ; Président de la Conférence Financière Internationale de Bruxelles, Sept. 1920.

PAUL APPELL, la Sorbonne, Paris, France.

Recteur de l'Académie de Paris ; Membre de l'Académie des Sciences ; Vice-Président du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique ; pendant la guerre, Président du Secours National Français ; Président du Comité exécutif de l'Association Française pour la Société des Nations, depuis le 10 Novembre 1918.

E. BENÈS, au Ministère des Affaires étrangères, Prague, Tchéco-slovaquie.

Docteur en droit de l'Université de Dijon, 1908 ; Professeur d'Economie politique à l'Académie de Commerce et Professeur de Sociologie à l'Université de Prague, 1910 ; Directeur de la revue *La Nation Tchèque*, 1917 ; Ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Masaryk, 14 octobre 1918 ; Délégué de la République tchéco-slovaque à la Conférence de Paris, 1919, et à l'Assemblée de la Société des Nations, 1920 et 1921 ; Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires étrangères, septembre 1921.

LÉON BOURGEOIS, Palais du Luxembourg, Paris, France.

Sénateur de la Marne ; ancien Ministre du Travail ; ancien Membre de la Chambre des Députés ; ancien Président du Conseil des Ministres ; ancien Président de la Chambre des Députés; délégué de la France aux Conférences de La Haye de 1899 et 1907 ; Membre de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye ; Délégué de la France à la Conférence de Paris, 1919 ; Membre du Conseil de la Société des Nations ; Président du Sénat ; Lauréat du Prix Nobel, 1920.

SIR WILLIAM JOB COLLINS, 1, Albert Terrace, Regent's Park, Londres, N. W., Angleterre.

Chirurgien et ophtalmologiste des Hôpitaux de Londres ; Président du London County Council, 1897-1898 ; Président de la Société médico-légale, 1902-1905 ; Vice-Chancelier de l'Université de Londres, 1907-1912 ; Délégué de la Grande-Bretagne aux Conférences internationales contre l'Opium, de La Haye, 1911, 1913 et 1914 ; Membre de la Chambre des Communes.

MGR SIMON DEPLOIGE, 1, rue des Flamands, à Louvain, Belgique.

Avocat, 1889-1893 ; Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Louvain, depuis 1893 ; Président de l'Institut Supérieur de Philosophie, depuis 1906, et Directeur des *Annales* de cet Institut ; Commissaire général de l'Œuvre internationale de Louvain ; Membre du Conseil de l'Association belge pour la Société des Nations.

SIR HENRY EDWARD DUKE (Rt. Hon. Lord Justice), 1, Paper Buildings, Temple, Londres E. C., Angleterre.

Avocat en 1885 ; Député de Plymouth à la Chambre des Communes, de 1900 à 1906, et d'Exeter, 1910 ; Président de plusieurs Commissions royales, 1915-1916 ; Attorney général près le Prince de Galles, 1915 ; Chef secrétaire pour l'Irlande, 1916-1918 ; Lord Justice of Appeal depuis 1918.

RT. HON. BARON SHAW OF DUNFERMLINE, 1, Palace Gate, Londres W. 8, Angleterre.

Avocat, 1875 ; Avocat-délégué, 1886 ; Avocat Général, Ecosse, 1894-95 ; Membre du Parlement, 1892-1909 ; Membre du « Committee of the Privy Council on Scottish Education », Président de la Commission Royale d'enquète sur les troubles de Dublin, 1914.

JEAN EFREMOFF, anciennement Tavritcheskaja 3, Petrograd, Russie ; actuellement à Berne, Suisse.

Ancien Membre de la Douma ; Membre du Conseil de l'Union Interparlementaire ; Fondateur de la Société de la Paix de Pétrograd ; ancien Ministre de Russie à Berne.

HELLMUT VON GERLACH, Genthinerstrasse, 22, Berlin W, Allemagne.

Ecrivain et Journaliste ; Député de Marburg au Reichstag, 1903-1906 ; Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur ; Fondateur et Président du *Bund Neues Vaterland ;* Directeur du *Die Welt am Montag.*

EDOARDO GIRETTI, Bricherasio, Piémont, Italie.

Docteur en Droit, Collaborateur du *Journal des Economistes* ; ancien Député à la Chambre italienne, 1914-1919 ; Secrétaire Général, pour l'Italie, de la Conciliation Internationale.

JUSTIN GODART, 9, quai Voltaire, Paris, France.

Docteur en droit ; Professeur à l'Ecole de La Martinière, à Lyon, 1898-1905 ; Député du Rhône depuis 1902 ; ancien Vice-Président de la Chambre des Députés ; ancien Sous-Secrétaire d'Etat du Service de Santé Militaire, 1915-1917 ; Président de la Commission du Travail à la Chambre des Députés.

SIR SAMUEL JOHN GURNEY HOARE, Sidestrand Hall, Cromer ; et 59, Draycott Place, Londres. S. W., Angleterre.

Député de Chelsea, au Parlement depuis 1910 ; Président du London Fire Brigade Committee depuis 1908 ; Membre de la Royal Commission on Civil Service ; Lieut.-Colonel de King's Own Norfold Yeomanry.

PROF. HANS J. HORST, Oskarsgatan 60, Christiania, Norvège.

Professeur et publiciste ; ancien Directeur du Gymnase de Tromsö ; Membre du Storthing, 1889-1900 ; Président du Lagthing, 1900-1903 ; Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye ; Membre du Comité du Prix Nobel au Parlement Norvégien.

AUGUSTE HOUZEAU DE LEHAIE, Ermitage, Mons, Belgique.

Professeur d'Economie politique, 1870-1907 ; Membre de la Chambre des Représentants, 1872-1894 ; Sénateur depuis 1897 ; Membre, depuis 1894, et Trésorier du Conseil de l'Union Interparlementaire.

PAUL HYMANS, Chambre des Représentants, Bruxelles, Belgique.
Avocat, Docteur en Droit ; Membre de la Chambre des Représentants depuis mai 1900 ; Ministre d'Etat, le 2 août 1914 ; Membre de l'Académie Royale de Belgique ; Professeur et Président honoraire de l'Université libre de Belgique ; ancien Ministre des Affaires étrangères, 1918-1920 ; ancien Ministre des Intérêts économiques, 1917 ; ancien Ministre de Belgique en Grande-Bretagne, 1915-1917 ; Premier délégué de la Belgique à la Conférence de la Paix (Paris, 1919) ; ancien Président de l'Assemblée plénière de la Société des Nations, 1920 ; Président du Conseil de la Société des Nations (janvier 1922).

TAKE JONESCO, Chambre des Représentants, Bucarest, Roumanie.
Docteur en Droit ; ancien élève de l'Université de Paris ; Membre de la Chambre des Députés ; ancien Ministre de l'Instruction publique ; ancien Ministre des Finances ; ancien Ministre de l'Intérieur ; ancien Ministre des Affaires étrangères ; ancien Président du Conseil des Ministres.

VI-KYUIN WELLINGTON KOO, Légation de Chine, Londres Angleterre
Conseiller du Ministère des Affaires étrangères de Chine, 1913 ; Ministre plénipotentiaire à Mexico, 1915 ; ancien Ambassadeur de la République Chinoise à Washington, 1916-1920 ; Ambassadeur à Londres depuis 1920 ; Membre et ancien Président du Conseil de la Société des Nations.

HENRI LA FONTAINE, 9, square Vergote, Bruxelles, Belgique.
Professeur de Droit International ; Sénateur ; Directeur de l'Institut Bibliographique International ; Secrétaire de la Société Belge pour la Paix et l'Arbitrage depuis 1889 ; Président du Bureau International de la Paix de Berne ; Directeur de l'Office Central des Associations Internationales de Bruxelles ; Vice-Président du Sénat de Belgique ; Délégué de la Belgique à l'Assemblée de la Société des Nations, 1920.

ALFRED LAGERHEIM, Regeringsgatan 66, Stockholm, Suède.
Ancien Ministre des Affaires Etrangères.

LOU TSENG-TSIANG, Waichiao, Pékin, Chine.
Ministre des Affaires Etrangères ; Délégué de la Chine aux Conférences de La Haye, en 1899 et 1907 ; ancien Ministre de Chine en Russie et à Paris ; ancien délégué à la Conférence de la Paix, à Paris, 1919.

J. RAMSAY MAC DONALD, 9, Howitt Road, Hampstead, Londres N. W., Angleterre.
Ancien Membre de la Chambre des Communes ; ancien Secrétaire du Labor Party : Président de l'Independent Labor Party, 1906-1909 ; Membre du London County Council, 1901-1904.

Comte ALBERT DE MENSDORF, 3, Minoritenplatz, Vienne I, Autriche.
Attaché d'Ambassade à Paris, 1886 ; à Londres, 1889 ; à St-Pétersbourg, 1895 ; Conseiller d'Ambassade et Ministre plénipotentiaire, 1903 ; Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres, 1904-1914 ; Membre de l'ancienne Chambre des Seigneurs, 1917 ; Représentant de l'Autriche à l'Assemblée plénière de la Société des Nations, 1920 et 1921.

RT. HON. VISCOUNT MORLEY OF BLACKBURN, Flowermead, Wimbledon Park, Londres S. W., Angleterre.

P. C.; O. M.; F. R. S.; LL. D.; D. C. L.; Leader du Gouvernement à la Chambre des Lords; deux fois Chef-Secrétaire pour l'Irlande; Secrétaire d'Etat pour les Indes, 1906-1910; Lord Président du Conseil.

Prof. FRIDTJOF NANSEN, Lysaker, près Christiania, Norvège.

Explorateur des régions polaires; professeur d'Océanographie à l'Université de Christiania; Ministre de Norvège à Londres, 1906-1908; Délégué de la Norvège à l'Assemblée de la Société des Nations, 1920-1921; Haut Commissaire de la Société des Nations pour le rapatriement des prisonniers et le secours aux populations affamées de Russie.

MINORU OKA, Genève, Suisse.

Docteur en Droit; Ancien Directeur au Ministère du Commerce et de l'Industrie du Japon; Délégué du Japon à la Commission du Travail près la Conférence de la Paix; Délégué du Japon à la Conférence du Travail à Washington; Délégué du Japon à la Commission Economique de la Société des Nations.

ALBERTO D'OLIVEIRA, Consul Général du Portugal, Hôtel de la Légation, à Buenos-Ayres (République Argentine).

Ancien Consul Général du Portugal à Berlin; ancien Ministre du Portugal en Suisse; Délégué du Portugal à la Conférence de La Haye, 1907; ancien Chargé d'Affaires et Consul Général du Maroc.

COMTE DE PENHA-GARCIA, Villa « Le Grillon », 28, Chemin des Cottages, Genève, Suisse.

Ancien Ministre des Finances du Portugal; Ex-Président de la Chambre des Députés de Portugal; Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye.

Prof. JOSEPH REDLICH, Armbrüstergasse, 15, Vienne, Autriche.

Ancien élève des Universités de Vienne, de Leipsig et de Tübingen; Administrateur impérial de Brünn, 1891; Juge-adjoint à la Cour de Justice de Vienne (1893); Agrégé (1901) et professeur (1906) de Science politique et financière à l'Université de Vienne; Professeur d'échange à l'Université d'Harvard (1906); Membre de la Diète de Moravie et du Parlement d'Autriche (1907). Auteur de l'ouvrage : *Le Gouvernement local en Angleterre* (1910) et de nombreux ouvrages traduits en plusieurs langues.

PROF. CHARLES RICHET, 15, rue de l'Université, Paris, France.

Professeur de Physiologie à l'Université de Paris; Membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine; Prix Nobel de Physiologie; Président d'honneur du Conseil de Direction de l'*Association de la Paix par le Droit.*

Francesco Ruffini, Palais du Sénat, Rome, Italie.

Sénateur du Royaume d'Italie ; Professeur d'Histoire à l'Université de Turin ; ancien Ministre de l'Instruction publique ; Président pour 1922 de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations.

Khan Montas Es Saltaneh Samad, (Perse), 64, av. Malakoff, Paris, France.

Ancien Conseiller de Légation à Pétrograd ; Ministre de Perse à Paris ; Délégué de la Perse aux Conférences de La Haye, 1899 et 1907 ; Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye.

Ernest Solvay, Institut Solvay, Parc Léopold, Bruxelles, Belgique.

Industriel ; Ancien Ministre d'Etat ; Fondateur de l'Institut Solvay (pour les Sciences Economiques et Sociales), à Bruxelles.

W. F. Treub, 23, Scheveningsche Weg, La Haye, Hollande.

Professeur à l'Université d'Amsterdam ; Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux ; ancien Ministre des Finances ; ancien Ministre de l'Agriculture.

Eleutherios Venizelos.

Docteur en Droit de l'Université d'Athènes ; Avocat du barreau de Crète ; Député de Kédonia à l'Assemblée Crétoise, 1888 ; Président de l'Assemblée Nationale Crétoise de 1897 ; Ministre des Affaires étrangères, 1904 ; Premier Ministre du Royaume de Grèce, 1905-1915 ; Premier délégué de la Grèce à la Conférence de la Paix, 1919.

Rt. Hon. Baron Weardale, Weardale Manor, Brasted Chart, Kent, Angleterre.

Président du Conseil de l'Union Interparlementaire.

Prof. André Weiss, 8, place de Breteuil, Paris, France.

Professeur de Droit International à l'Université de Paris ; Jurisconsulte du Ministère des Affaires Etrangères ; Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ; Membre de l'Institut de Droit International depuis 1887 ; Conseiller technique de la Délégation Française à la Conférence de la Paix à Paris, 1919 ; Membre de la Cour permanente de La Haye ; Vice-Président de la Cour permanente de Justice de la Société des Nations, à La Haye, 1922.

COMITÉ EXÉCUTIF DU CONSEIL CONSULTATIF

MM.

Gustave Ador, Suisse.
Paul Appell, France.
Jean Efremoff, Russie.
Baron Paul d'Estournelles de Constant, France.
Rt. Hon. Baron Weardale, Grande-Bretagne.
André Weiss, France.

BUREAU EUROPÉEN

Président : Baron Paul d'Estournelles de Constant.
Vice-Président : M. Justin Godart.
Directeur Adjoint : M. Jules-Jean Prudhommeaux.
Secrétaire Générale : Mlle M.-Th. Peylade.
Vérificateur des Comptes : M. Th. Ruyssen.

Bureau du Secrétariat : 24, rue Pierre-Curie, Paris, (ve).
Téléphone : Gobelins, 38-03.
Adresse télégraphique : Interpax.

MEMBRES CORRESPONDANTS DU BUREAU EUROPÉEN

Jacques Dumas, (France), 76, rue Bonaparte, Paris, France.
Ralph Lane (Norman Angell) (Angleterre), 4, King's Bench Walk, Temple, Londres, E. C. Angleterre.
Christian L. Lange, 2, chemin de la Tour de Champel, Genève, Suisse.
V. A. Maklakoff, (Russie), Taurich Palace, Petrograd, Russie.
Dr Henri Monnier (Suisse), La Chaux-de-Fonds, Suisse.
Théodore Ruyssen (France), 38, rue Waterloo-Wilson, Bruxelles, Belgique.

DIVISION DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE L'HISTOIRE

Directeur : Prof. JOHN BATES CLARK.
Bureau : 407 West 117th Street, New-York.
Téléphone : 8.644 Morningside.
Télégrammes : INTERPAX, New-York.

COMITÉ DES RECHERCHES

MM.

GOTARO OGAWA.
Professeur de Science financière à l'Université de Kioto.

PAUL S. REINSCH.
Professeur d'Economie politique à l'Université de Wisconsin, Madison, (Wisconsin) 1901-1913 ; Professeur (Fondation Roosevelt) à l'Université de Berlin, 1911-1912 ; Ministre des Etats-Unis en Chine, 1913-1919.

BARON Y. SAKATANI.
Ancien Ministre des Finances, Tokyo, Japon ; ancien Maire de Tokyo.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

JAMES THOMSON SHOTWELL, Directeur Général.
407, West 117th Street, New-York city.

COMITÉ D'ÉDITION POUR LA GRANDE-BRETAGNE

SIR WILLIAM BEVERIDGE, K. C. B., *Président.*
Secrétaire permanent du Ministère du Ravitaillement (1913) ; Secrétaire général adjoint du Ministère des Munitions (1915-1916) ; Directeur de l'Ecole d'Economie et de Politique de Londres.

H.-W.-C. DAVIS, C. B. E.
Conseiller du War Trade Intelligence Department depuis 1916 ; professeur au Baliol College d'Oxford ; historien et économiste.

E.-C.-K. Gonner, C. B. E.

Directeur de la Statistique au Ministère du Ravitaillement ; Professeur d'Economie politique à l'Université de Liverpool ; historien et économiste.

Thomas Jones.

Secrétaire du Ministère de la Guerre ; Secrétaire adjoint du Cabinet depuis 1919 ; ancien Professeur d'Economie politique à l'Université de Glasgow ; administrateur de l'Université et de la Bibliothèque publique du pays de Galles.

J.-M. Keynes.

Conseiller du Trésor (1915-1919) ; Directeur de l'*Economic Journal* depuis 1912 ; Chef de la Délégation du Trésor à la Conférence de la Paix, de Paris, et Représentant du Chancelier de l'Echiquier au Conseil Economique Suprême.

Francis W. Hirst.

Ancien Directeur de l'*Economist* ; auteur et publiciste.

W.-R. Scott, Ph.-D. ; Litt. D. ; Hon. LL.-D.

Membre de la British Academy ; Professeur d'Economie politique à l'Université de Glasgow depuis 1915 ; Président de l'Association Britannique du Crédit et du Travail (1915-1918).

COMITÉ D'ÉDITION POUR LA FRANCE

Charles Gide, *Président.*

Ancien Professeur d'Economie politique à la Faculté de Droit de Paris ; Professeur de l'Histoire de la Coopération au Collège de France.

Arthur Fontaine.

Ancien Directeur au Ministère du Travail ; Président du Conseil d'administration du Bureau International du Travail, à Genève.

Henri Hauser.

Ancien Professeur à l'Université de Dijon ; Professeur à la Sorbonne.

Charles Rist.

Ancien Professeur à l'Université de Montpellier ; Professeur d'Economie politique à la Faculté de Droit de Paris.

ÉDITEUR POUR LA BELGIQUE

H. Pirenne.

Recteur de l'Université de Gand ; Président de l'Union Internationale des Académies ; Président de la Commission royale des Archives de la Guerre.

COMITÉ D'ÉDITION POUR L'AUTRICHE ET LA HONGRIE

FRIEDRICH VON WIESER, *Secrétaire.*
Professeur d'Economie politique à l'Université de Vienne; ancien Ministre du Commerce de l'Autriche.

CLEMENS VON PIRQUET.
Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Vienne; Commissaire général autrichien du Secours Américain.

GUSTAV GRATZ.
Ancien Ministre des Affaires étrangères de Hongrie; ancien Ministre de Hongrie à Vienne; ancien Ministre des Finances.

Dr RICHARD RIEDL.
Chef de Division au Ministère du Commerce; Commissionnaire général pour la Reconstruction.

Dr RICHARD SCHÜLLER.
Chef de la Section économique du Ministère des Affaires étrangères d'Autriche.

COMITÉ D'ÉDITION POUR L'ITALIE

LUIGI EINAUDI, *Président.*
Professeur de Science financière de l'Université de Turin; Sénateur d'Italie; Directeur de *La Riforma Sociale.*

PASQUALE JANNACONNE.
Professeur de Statistique à l'Université de Turin; Directeur-adjoint de *La Riforma Sociale.*

UMBERTO RICCI.
Professeur de Statistique à l'Université de Pise; Directeur de la Section de Statistique à l'Institut International d'Agriculture de Rome.

COMITÉ D'ÉDITION POUR LES NATIONS DE LA BALTIQUE

HARALD WESTERGAARD, *Président.*
Professeur de Science politique et économique à l'Université de Copenhague.

N. RYGG.
Directeur de l'Office Central de Statistique de la Norvège.

ELI HECKSCHER.
Professeur à l'Université de Stockholm.

ÉDITEUR POUR LES PAYS-BAS

H.-B. GREVEN.
Professeur honoraire d'Economie politique à l'Université de Leyde.

ÉDITEUR POUR LA SUISSE

EUGÈNE BOREL, *Président*.
Professeur de Droit Public à l'Université de Genève.

ÉDITEUR POUR LE PORTUGAL

GEORGE YOUNG.
Chargé de Mission de la Grande-Bretagne au Portugal pendant la Guerre.

ÉDITEURS POUR LE JAPON

Le BARON Y. SAKATANI et le Professeur GOTARO OGAWA.

ÉDITEUR POUR LA CHINE

SINGLOSH HSU, de la Banque de Chine, à Pékin.

ÉDITEUR POUR LA PERSE ET L'ORIENT

LOUIS H. GRAY, Professeur.

COMITÉ D'ÉDITION POUR L'ALLEMAGNE

En préparation.

DIVISION DU DROIT INTERNATIONAL

Directeur : M. JAMES BROWN SCOTT.
Directeur Adjoint : M. GEORGE A. FINCH.

Bureau : 2, Jackson Place, Washington, D. C.
Téléphone : Main 3428.
Télégrammes : INTERPAX, Washington.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

COMITÉ SPÉCIAL DES RELATIONS AVEC LA DIVISION DU DROIT INTERNATIONAL DE LA DOTATION CARNEGIE

MM.

GREGERS W. W. GRAM, Norvège.

Homme d'Etat et Publiciste; Gouverneur d'Hamar; Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage; ancien Ministre d'Etat; ancien Juge aux Tribunaux mixtes d'Egypte; Arbitre dans plusieurs différends internationaux, notamment dans l'Arbitrage des Pêcheries de la Mer de Behring, en 1892.

SIR THOMAS ERSKINE HOLLAND, Grande-Bretagne.

Publiciste, professeur et écrivain; ancien Président de l'Institut de Droit International; ancien Professeur de Droit International et de Diplomatie à l'Université d'Oxford; Délégué à la Conférence de la Croix-Rouge de Genève, en 1906.

ALBÉRIC ROLIN, Belgique.

Publiciste, professeur et écrivain; Secrétaire Général de l'Institut de Droit International; Directeur Général de la Bibliothèque du Palais de la Paix, à La Haye; ancien Président de l'Institut de Droit International; ancien Professeur de Droit International Privé à l'Université de Gand.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DU DROIT DES GENS

Directeur : M. A. DE LAPRADELLE, 2, rue Lecourbe, Paris, France.
Professeur de l'Histoire du Droit des Gens à l'Université de Paris.

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE

MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION

ALEJANDRO ALVAREZ, Chili.
Ancien Conseiller de la Légation du Chili en Europe; Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage; Délégué à la quatrième Conférence Pan-Américaine; ancien Professeur de Droit International à l'Université de Santiago; Membre de l'Institut de Droit International; Secrétaire Général de l'Institut Américain de Droit International.

BARON DESCAMPS, Belgique.
Sénateur; Professeur à l'Université de Louvain; Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage; Délégué à la Première Conférence de la Paix de La Haye; ancien Ministre des Arts et des Sciences; ancien Président de l'Union Interparlementaire; ancien Président de l'Institut de Droit International.

CARL GOOS, Danemark.
Conseiller privé; ancien Ministre de la Justice; Membre honoraire de l'Institut de Droit International.

TH. HEEMSKERK, Pays-Bas.
Président de la Commission d'Etat de Droit International Privé; Membre du Conseil d'Etat; ancien Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur; Délégué à la troisième Conférence Internationale de Droit International Privé; Administrateur de l'Université Libre d'Amsterdam.

LORD REAY, Grande-Bretagne.
Membre de la Chambre des Lords; Délégué à la seconde Conférence de la Paix de La Haye; ancien Gouverneur de Bombay; ancien Président de l'Institut de Droit International; ancien Président de l'Académie Britannique.

JAMES BROWN SCOTT, Etats-Unis.

Secrétaire de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale et Directeur de la Division du Droit International ; Membre de l'Institut de Droit International ; Président de l'Institut Américain de Droit International ; Directeur en Chef de l'*American Journal of International Law ;* Délégué technique à la seconde Conférence de la Paix de La Haye ; Conseiller pour l'Arbitrage des Pêcheries de l'Atlantique septentrional ; Conseiller du Département d'Etat pour les Affaires concernant la Guerre européenne, 1914-1917 ; Président du Conseil de Neutralité de l'Etat et de la Marine des Etats-Unis, 1914-1917 ; Conseiller technique de la Délégation Américaine à la Conférence de la Paix de Paris, 1919.

EXTRAIT DE LA LISTE

des

Publications de la Dotation Carnegie

pour la Paix Internationale

A. — Publications du Secrétariat

1. *Year Books of the Endowment* (Annuaires de la Dotation, contenant les noms des administrateurs et du personnel, les statuts, les règlements, les rapports des directeurs, les budgets annuels, etc., etc.)

   Volumes petit in-4° pour les années 1911 (épuisé), 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920 et 1921 (en langue anglaise).

2. *Manual of the public Benefactions of Andrew Carnegie.* (Renseignements sur toutes les fondations philanthropiques ou scientifiques d'Andrew Carnegie). Un vol. 321 p. avec illustrations. New-York, 1919.

3. *Epitome of the Purpose, Plans and Methods of the Carnegie Endowment for international Peace.* (Abrégé, en langue anglaise, sur le but, l'organisation et les moyens d'action de la Dotation Carnegie). Une broch. in-8°, 39 p. Washington, 1919.

4. *List of Publications of the Endowment*, and List of depository Libraries and Institutions. Washington, 48 p. 1920.

B. — Publications de la Division des Relations internationales et de l'Education

1. *Some Roads towards Peace.* A Report on Observations made in China and Japon in 1912, by Charles W. Eliot, Président honoraire de l'Université Harvard. 94 p. 1914.

2. *Enquête dans les Balkans. Rapport de la Commission d'Enquête.* Un vol. in-8°, 493 p. avec cartes et gravures, Paris 1914. — Le même ouvrage en anglais : *Report of the international Commission to inquire into the Balkan Wars.* 427 p. 1914. (Epuisé).

3. *For better Relations with our Latin-American Neighbors : A Journey to South America,* by Robert Bacon. (Epuisé). — 194 p. Washington, 1915. — Le même ouvrage, traduit en espagnol, en portugais et en français (2e édit.)

4. *Hygiene and War ; Suggestions for Makers of Textbooks and for Use in Schools,* by George Ellis Jones, 207 p. 1917 (épuisé).

5. *The Imperial Japanese Mission, 1917.* Compte-rendu de la mission du Vicomte Ishii aux Etats-Unis. Préface de Elihu Root. 128 p. 1918.

6. *American foreign Policy,* d'après les déclarations et messages des Présidents et des Secrétaires d'Etat des Etats-Unis. Avec une introduction de M. N. Murray Butler. 135 p. 1920.

C. — Publications de la Division de l'Economie politique et de l'Histoire

1. *Nationalism and War in the Near East,* par un Diplomate. Publié par Lord Courtney of Penwith. Oxford, Angleterre, 460 p. 1915.

2. *The industrial Development and commercial Policies of the three Scandinavian Countries,* by Povl Drachmann. Oxford, 130 p. 1915.

3. *Losses of Life in modern Wars : Austria-Hungary; France,* by Gaston Bodart. — *Military Selection and Race Deterioration,* by Vernon Lyman Kellogg. Oxford, 217 p. 1916.

4. *Economic Protectionism,* by Joseph Grunzel, Oxford, 370 p. 1916.

5. *Epidemics resulting from Wars,* by Dr Friedrich Prinzing, Oxford, 352 p. 1916.

6. *The Colonial Tariff Policy in France,* by Dr Arthur Girault, Oxford, 315 p. 1916.

7. *The five Republics of Central America.* Their political and economic Development and their Relations with the United States, by Dana G. Munro. New-York. 348 p. 1918.

8. *Federal military Pensions in the United States*, by William H. Glasson. New-York, 317 p. 1918.

9. *Fiscal and diplomatic Freedom of the British Overseas Dominions*, by Edward Porritt *(sous presse)*.

10. *Economic Development in Denmark before and during the World War*, by Harald Westergaard. (*sous presse*).

11. *Recent economic Developments in Russia,* by K. Leites (*sous presse)*.

Etudes préliminaires sur l'Economie politique de la grande Guerre

1. *Early economic Effects of the War upon Canada*, by Adam Shortt. 48 p. 1918.

2. *Early Effects of the european War upon the Finance, Commerce and Industry of Chile*, by L. S. Rowe, 72 p. 1918.

3. *War Administration of the Railways in the United States and Great Britain*, by Frank H. Dixon, 213 p. 1919.

4. *Economic Effects of the War upon Women and Children in Great Britain*, by Irene Osgood Andrews, 200 p. 1918. 2e édit. 1921.

5. *Direct Costs of the present War*, by Ernest L. Bogart, 48 p. 1918. (Epuisé).

6. *Effects of the War upon Insurance*, with special Reference to the Substitution of Insurance for Pensions, by William F. Gephart, 309 p. 1918.

7. *The financial History of Great Britain, 1914-1918*, by Frank L. Mac Vey, 106 p. 1918.

8. *British War Administration*, by John A. Fairlie, 313 p. 1919.

9. *Influence of the Great War upon Shipping,* by J. Russell Smith, 366 p. 1919.

10. *War Thrift,* by Thomas Nixon Carver, 68 p. 1919.

11. *Effects of the Great War upon Agriculture in the United States and Great Britain,* by Benjamin H. Hibbard, 241 p. 1919.

12. *Disabled and Soldiers Sailors. — Pensions and Training,* by Edward T. Devine, 479 p. 1919.

13. *Government Control of the Liquor Business in Great Britain and the United States*, by Thomas Nixon Carver, 197 p. 1919.

14. *British Labor Conditions and Legislation during the War*, by Matthew B. Hammond, 344 p. 1919.

15. *Effects of the War upon Money, Credit and Banking in France and the United States*, by B. M. Anderson, 234 p. 1919.

16. *Negro Migration during the War*, by Emmett J. Scott, 190 p. 1920.

17. *Early Effects of the War upon the Finance, Commerce and Industrie of Peru*, by L. S. Rowe, 65 p. 1920.

18. *Government Control and Operation of Industry in Great Britain and the United States during the World War*, by Ch. Whiting Baker, 142 p. 1921.

19. *Prices and Price Control in Great Britain and the United States during the World War*, by Simon Litman, 340 p. 1920.

20. *The Germans in South America. A Contribution to the economic History of the World War*, by C. H. Haring. 151 p., 1921.

21. *Effects of the War on Pauperism, Crime and Programs of social Welfare*, by Edith Abbott. (*En préparation*).

22. *Direct and indirect Cost of the Great World War*, by Ernest L. Bogart. — (Edition revue et complétée de l'ouvrage n° 5). 343 p. 1919. — 2e éd. 1920.

23. *Government War Contracts*, by John F. Crowell, 364 p. 1921.

24. *Cooperative Movement in Russia*, by E. M. Kayden (En préparation).

Depuis 1920, la Division de l'Economie politique et de l'Histoire *prépare en outre l'édition d'une Bibliothèque d'environ 250 volumes sur les conséquences économiques et sociales de la Guerre. Des Comités de recherches, constitués dans les principaux pays, sont chargés du recrutement des collaborateurs et de la publication des volumes. Les premiers ouvrages de cette série paraîtront à la fin de 1921.*

D. — **Publications de la Division du Droit international**

1. *The Hague Conventions and Declarations of 1899 and 1907.* 3e édit. 336 p. 1918. (Même ouvrage en français et en espagnol).

2. *The Freedom of the Seas* (Mémoire de Hugo Grotius, traduction en anglais du texte latin de 1633), 98 p. 1916.

3. *Instructions to the American Delegates to the Hague Peace Conferences and their official Reports.* 143 p. 1916.

— Même ouvrage, traduit en français, 153 p., 1920.

4. *The Status of the international Court of Justice*, by James Brown Scott. 98 p. 1916.

5. *An international Court of Justice*, by James Brown Scott, 117 p. 1916.

6. *Une Cour de Justice internationale* (traduction française des deux ouvrages précédents), 275 p. 1918.

7. *Recommendations on international Law and official Commentary thereon of the second Panamerican scientific Congress of Washington (27 décember 1915 — 8 january 1916*), edited by James Brown Scott, 60 p. 1916.

8. *An Essay on a Congress of Nations for the Adjustment of international Disputes without Resort to Arms*, by William Ladd. (Réédition du texte original de 1840, avec introduction de James Brown Scott), 199 p. 1916.

9. *The Hague Court Reports* (recueil des documents soumis à la Cour de La Haye, à l'occasion des différends dont la Cour a été saisie, depuis 1899) 685 p. 1916.

— Même ouvrage, traduit en français, 573 p., 1917.

10. *Resolutions of the Institute of international Law dealing with the Law of Nations*, with an historical introduction and explanatory notes. Edited by James Brown Scott, 310 p. 1916.

— Même ouvrage, traduction française, 309 p. 1920.

11. *Diplomatic Documents relating to the Outbreak of the European War.* 2 volumes. 1597 p. 1916.

12. *The Declaration of Independence; the Articles of Confederation; the Constitution of United States.* Edited by J. Brown Scott, 113 p. 1917.

— Même ouvrage, traduit en russe.

13. *The Recommendations of Habana concerning international Organization, adopted by the American Institute of international Law, at Habana, jan. 23. 1917.* Edited by James Brown Scott, 106 p. 1917.

14. *The Controversy over neutral Rights between the United States and France, 1797-1800.* (Recueil des documents et des décisions judiciaires). Edited by James Brown Scott, 516 p. 1917.

15. *The Reports to the Hague Conferences of 1899 and 1907.* (Commentaires et rapports des diverses commissions instituées par les deux Conférences sur les conventions et les actes adoptés par les Conférences, avec le texte de ceux-ci). Edited by James Brown Scott, 972 p. 1917.

— Même ouvrage, édition en langue française, 972 p. 1918.

16. *The armed Neutralities of 1780 and 1800.* (Recueil de documents officiels et de commentaires par divers auteurs). Edited by James Brown Scott, 729 p. 1918.

17. *The international Union of the Hague Conferences*, by Walther Schücking, traduit de l'allemand en anglais par Charles G. Fenwick, 355 p. 1918.

18. *The Problem of an international Court of Justice*, by Hans Wehberg, traduit de l'allemand en anglais par Charles G. Fenwick, 284 p. 1918.

19. *The Treaties of 1785, 1799 and 1828, between the United States and Prussia* (Correspondance diplomatique, décisions judiciaires, commentaires des attorneys généraux). Edited by James Brown Scott, 215 p. 1918.

20. *Judicial Setlement of Controversies between States of the American Union.* (Différends tranchés par la Cour Suprême) Edited by James Brown Scott, 2 vol., 1817 p. 1918.

— Analyse et résumé de l'ouvrage précédent, par James Brown Scott (en anglais), 1 vol. 561 p. 1919.

21. *The United States of America: A Study in international Organization* (Etude sur la constitution des Etats-Unis dans ses rapports avec les problèmes internationaux), by James Brown Scott, 624 p. 1920.

22. *The Declaration of London, February* 26, 1909. (Documents officiels sur la Conférence navale de Londres). Introduction de Elihu Root, 281 p. 1919.

23. *A Monograph on Plebiscites* (Etude juridique et documents; liste chronologique des plébiscites), by Sarah Wambaugh, 1123 p. 1920.

24. *Treaties for the Advancement of Peace between the United States and others Powers*, negociated by the Hon. W. J. Bryan, Secretary of State; introduction by James Brown Scott, 221 p. 1920.

25. *War and Peace: the Evils of the First and a Plan for preserving the Last*, by William Jay, (réédition de l'original de 1842), édited by James Brown Scott, 83 p. 1919.

26. *Debates in the Federal Convention of 1787*, wich framed the Constitution of the United States, as reported by James Madison, edited by Gaillard Hunt and James Brown Scott, 828 p. 1920.

27. *The Proceedings of the Hague Conferences.*— Conférence de 1899, 1 vol., 905 p.; Conférence de 1907, 3 vol. de 728 p., 1086 p., 1162 p. 1920.

28. *Treaties and Agreements with and concerning China*, 1894-1919. (Documents sur les rapports de la Chine et des puissances), edited by John V. A. Mac Murray, 2 vol., 1823 p. 1921.

En outre de ces ouvrages importants, la *Division du Droit international* a publié 33 brochures, de 5 à 300 pages, formant une série documentaire consacrée en partie à la reproduction, dans un format commode, des conventions et des textes élaborés par les Conférences de La Haye.

Réédition des Classiques du Droit International

Entreprise en 1906, par l'Institut scientifique Carnegie, de Washington, sur l'initiative de M. James Brown Scott, cette réédition des maîtres du Droit international d'autrefois s'est poursuivie, depuis le 1er janvier 1912, par les soins de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale. Pour assurer la reconstitution aussi fidèle que possible de textes dont certains sont aujourd'hui presque introuvables, les éditeurs ont eu recours le plus souvent à des procédés de reproduction dérivés de la photographie. Une introduction historique, des notes, des index et des tables complètent chaque volume.

AYALA (Balthazar). — *De Jure et Officiis bellicis et Disciplina militari*, édité par John Westlake, 2 vol. 1912. — Vol. I : Reproduction de l'édition de 1582, avec portrait d'Ayala. 253 p. — Vol. II : Traduction du texte en anglais, par John Pawley Bate, 262 p.

LEGNANO (Giovanni da). — *De Bello, de Repraesaliis et de Duello*, édité par Sir T. Erskine Holland. 1 vol. 491 p., 1917. (Reproduction du manuscrit de 1393 ; traduction en anglais, de J.-L. Brierly ; reproduction de la première édition de 1477).

RACHEL (Samuel). — *De Jure Naturae et Gentium Dissertationes,* édité par Ludwig von Bar, 2 vol. 1916. — Vol. I : Reproduction de l'édition de 1676, 361 p. — Vol. II : Traduction en anglais, par John Pawley Bate, 253 p.

TEXTOR (Johann Wolfgang). — *Synopsis Juris Gentium,* édité par Ludwig von Bar, 2 vol. 1916. — Vol. I : Reproduction de l'édition de 1980, 351 p. — Vol. II : Traduction en anglais, par John Pawley Bate, 380 p.

VATTEL (E. de). — *Le Droit des Gens,* 3 vol. 1916. — Vol. I : Reproduction des vol. 1 et 2 de la première édition (1758), avec introduction de A. de Lapradelle, 599 p. — Vol. II : Reproduction des vol. 3 et 4 de la même édition, 400 p. — Vol. III : Traduction du texte et de l'introduction par Ch. G. Fenwick et G. D. Gregory, 486 p.

VICTORIA (Franciscus de). — *Relectiones : De Indis* et *De Jure Belli,* édité par Ernest Nys, 1 vol. 500 p., 1917. — (Introduction de Ernest Nys; traduction en anglais de John Pawley Bate; texte révisé et notes par Herbert F. Wright; reproduction de l'édition Simon, 1696).

ZOUCHE (Richard). — *Juris et Judicii fecialis, sive Juris inter Gentes et Quaestionum de eodem Explicatio,* édité par Sir T. Erskine Holland, 2 vol. 1911. — Vol. I : Reproduction de la première édition (1650), 220 p. — Vol. II : Traduction en anglais de J. L. Brierly, 201 p.

GENTILI (Alberico). — *Hispanicae Advocationis Libri duo,* 2 vol. — Vol. I : Reproduction de l'édition de 1661 et introduction de Frank Frost Abbott. — Vol. II : Traduction de Frank Frost Abbott, et index de Arthur Williams.

— *De Legationibus Libri tres.* — Reproduction et traduction de Gordon J. Laing.

Sous presse :

BYNKERSHOEK (Cornelius Van). — *De Dominio Maris.* (Introduction par James Brown Scott; traduct. par Ralph Van Deman Magoffin ; reproduction de l'édition de 1744).

PUFENDORF (Samuel von). — *De Officio Hominis et Civis juxta Legem naturalem Libri duo.* — Vol I : Traduction du texte, par Frank Gardner Moore. — Vol. II : Reproduction de l'édition de 1684.

GROTIUS (Hugo). — *De jure belli ac pacis, libri tres.* — Reproduction de l'édition de 1646 et traduction par Francis W. Kelsey.

WOLFF (Christian von). — *Jus Gentium Methodo scientifica pertractatum.* — Vol. I : Introduction, par Ottfried Nippold et traduction, par Francis J. Hemelt. — Vol. II : Traduction par Joseph H. Drake. — Vol. III : Reproduction de l'édition de 1764.

Bibliothèque internationale de Droit des Gens

Directeur : A. DE LAPRADELLE, professeur à l'Université de Paris.

TRIEPEL (Heinrich). — *Droit international et Droit interne,* traduit de l'allemand en français par René Brunet, 1 vol. 456 p. 1920.

LAWRENCE (T.-J.) — *Les Principes du Droit international.* Traduit de l'anglais en français par Jacques Dumas et A. de Lapradelle. 1 vol. 809 p. 1920.

LISZT (Franz von). — *Exposé systématique du Droit international,* traduit de l'allemand en français par Gilbert Gidel et Léon Alcindor (sous presse).

DE LOUTER (J). — *Droit international public positif,* traduit du hollandais en français par l'auteur. 2 vol., 1085 p. 1920.

Publications de l'Institut américain de Droit international

Procès-verbaux de la première session tenue à Washington (29 déc. - 5 janvier 1916), 145 p. 1916.

Institut Américain de Droit international. — Historique, notes, commentaires, 153 p. 1916.

The American Institute of international Law ; its Declaration of the Rights and Duties of Nations, by James Brown Scott, président de l'Institut, 125 p. 1916.

Le Droit international de l'Avenir, par Alejandro Alvarez, secrétaire général de l'Institut, 153 p. 1916.

Institut américain de Droit international : Acte final de la Session de La Havane, 22-27 janvier 1917. 142 p. 1917.
— Même ouvrage, traduction espagnole, 94 p., 1917.

Actas, Memorias y Projectos de las Sesiones de La Habana, (segunda reunion del Instituto). 439 p., 1918.

The Declaration of the Rights and Duties of Nations of the American Institute of international Law. — Allocution d'Elihu Root à la dixième Assemblée annuelle (27 avril 1916) de la *Société Américaine de Droit international.* 10 p., 1916. — Même opuscule en anglais, en français, en espagnol et en portugais.

Publications de la Conciliation Internationale

(Section française et section américaine)

La branche française de la *Conciliation Internationale* édite depuis 1906 (voir *supra*, p. 58), un *Bulletin* dont le soixante-dixième fascicule est en préparation. Elle a publié en outre une quarantaine de brochures, que l'on peut se procurer en s'adressant à M. Victor Lepêcheux, 33, rue Fontevrault, à La Flèche (Sarthe).

La section américaine, filiale de l'œuvre française, a, d'autre part, fait paraître, depuis avril 1907, environ deux cents brochures sur les questions internationales du jour. Elles sont envoyées gratuitement aux bibliothèques et aux institutions universitaires et, moyennant un versement de cinq *cents* par exemplaire, aux particuliers. Les demandes doivent être adressées au secrétaire de l'*American Association for international Conciliation*, 84, Sub-Station, à New-York.

D'autres publications seraient à mentionner ailleurs qu'en France et aux Etats-Unis. La branche française compte, en effet, outre ses Secrétaires Généraux, en Italie, en Espagne et au Japon, des représentants en Chine, Lou Tseng Tsiang ; en Suisse, le Professeur O. Nippold ; au Brésil, M. Araujo Jorge ; au Pérou, M. Juan Bautista de Lavalle ; dans la République Argentine, M. Benjamin Garcia Victorica ; au Chili, M. Huneeus ; mais leurs travaux, si importants soient-ils, ne sont pas classés dans une collection spéciale.

Avis important. — *Les listes qui précèdent énumèrent un certain nombre d'ouvrages dont le tirage est épuisé. Elles ne comportent, en regard des indications bibliographiques, aucun prix de vente au public. A ce point de vue, les publications de la Dotation Carnegie sont de deux sortes. Les unes — et c'est le cas, par exemple, des œuvres éditées par la Division des Relations Internationales et de l'Education — sont adressées gratuitement aux personnes qui en font la demande au Siège Central, 2, Jackson Place, à Washington D. C. (Etats-Unis)* (1). *Les autres, au nombre desquelles il faut ranger la plupart des volumes publiés par les Divisions de l'Economie politique et du Droit international, sont vendues par les soins des imprimeurs dépositaires de la Dotation : la* Clarendon Press *d'Oxford (Angleterre) et l'*Oxford University Press (American Branch), *35 West 32 d. Street, à New-York. A ces maisons s'ajoutera prochainement, pour les livres imprimés en*

(1) *Pour le volume :* Enquête dans les Balkans ; rapport de la Commission d'enquête, *s'adresser au Centre Européen, 24, rue Pierre Curie, à Paris.*

France par les soins de la Division de l'Economie politique, la Société des Presses Universitaires de France, *dont le siège social provisoire est 9, avenue de l'Opéra, Paris.*

Au surplus, les intérêts des travailleurs intellectuels ont été sauvegardés : la Dotation Carnegie fait gratuitement le service de toutes *les publications éditées par elle à plus de 700 bibliothèques universitaires, académiques, nationales, municipales, etc., de l'Ancien et du Nouveau Monde, à la seule condition que ces ouvrages soient mis libéralement à la disposition du public. C'est ainsi qu'en France, on peut les consulter non seulement à la Sorbonne et au Siège de chacune des Universités provinciales, mais encore à la Bibliothèque municipale de Lyon, et, à Paris, au Ministère des Affaires étrangères, à la Bibliothèque Frédéric Passy, à la Bibliothèque Nationale, à la Bibliothèque et Musée de la Guerre, 39, rue du Colisée, et à la Bibliothèque de l'Institut.*

Bibliothèque Frédéric Passy

La Bibliothèque Frédéric Passy (v. *supra*, p. 59) comprend un ensemble d'environ trois mille périodiques, brochures et volumes consacrés à la guerre, à la paix, au droit international et aux spécialités connexes. Située primitivement 3, rue Legoff, Paris, elle a été transférée, en septembre 1921, dans les bureaux du Centre Européen de la Dotation Carnegie, 24, rue Pierre Curie (V^e^ arrond^t^.), aux environs immédiats de la Faculté de Droit et de la Sorbonne.

Elle est ouverte aux travailleurs tous les jours, sauf le samedi, de deux à six heures du soir.



Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au

CENTRE EUROPÉEN DE LA DOTATION CARNEGIE

24, rue Pierre Curie, 24, PARIS (V^e^ arr.).

Téléphone : GOBELINS 38-03

TABLE DES MATIÈRES



LA FLÈCHE. — IMPRIMERIE Vve CHARIER-ROUSSEAU



